



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

# Rapport annuel

# 2012



*Rapport annuel de l'ONUDI 2012*

© ONUDI 2013. Tous droits réservés.

La version originale anglaise du présent document n'a pas été revue par les services d'édition de l'Organisation des Nations Unies. Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ou de leur système économique et degré de développement. Les appellations "développé", "industrialisé" ou "en développement" sont employées à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au niveau de développement de tel ou tel pays ou de telle ou telle zone. La mention dans le texte de la raison sociale ou des produits d'une société n'implique aucune prise de position en leur faveur de la part de l'ONUDI.

Toute référence au terme "dollar" (\$) s'entend du dollar des États-Unis d'Amérique.

Sauf indication contraire, toutes les photos sont au crédit de l'ONUDI.

Publication réalisée par la Section des publications, de la bibliothèque et des services en anglais de l'Office des Nations Unies à Vienne.

Les pages intérieures de la présente publication sont imprimées sur du papier sans bois et non couché, certifié par le Forest Stewardship Council (chaîne de traçabilité) et le Système de reconnaissance des certifications forestières (chaîne de traçabilité).

L'intégralité du présent *Rapport* est disponible en ligne à l'adresse:

[www.unido.org](http://www.unido.org)

ISSN 1020-766X

Distribution: générale

IDB.41/2-PBC.29/2 2013

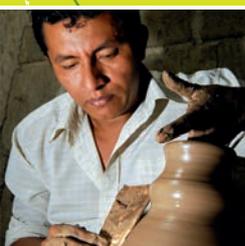
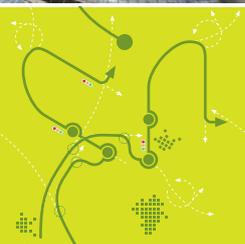
Français

Original: anglais

ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL  
RAPPORT ANNUEL 2012

## Appendices sur CD-ROM

Statistiques opérationnelles • Projets approuvés au titre des contributions volontaires • Coopération technique avec les pays les moins avancés (PMA) • Programme ordinaire de coopération technique • Nominations d'experts par listes d'États • Accords et autres arrangements conclus en 2012 • Présentations de pays/ séminaires organisés par les bureaux de promotion des investissements et de la technologie • Achats • Représentation hors siège • Composition du secrétariat au siège et dans les autres bureaux permanents • Perfectionnement du personnel • Statistiques industrielles • Liste des activités de coopération technique



---

Message du Directeur général	iv
L'ONUDI en bref	vi
États membres de l'ONUDI	viii

---

<b>01 Paramètres et repères</b>	<b>1</b>
<b>L'ONUDI de l'intérieur</b> • Notre financement • Nos projets • Nos méthodes de travail • Nos fonctionnaires • <b>Par-delà l'ONUDI</b> • L'ONUDI et les Nations Unies • Notre vocation régionale • Notre fonction de liaison • Notre voix	

---

<b>02 Sortir de la pauvreté</b>	<b>23</b>
<b>Services relatifs aux entreprises, à l'investissement et aux technologies</b> • <b>Agribusiness et développement de l'entrepreneuriat rural</b> • <b>Sécurité humaine et relèvement post-crise</b> • <b>Les femmes et les jeunes dans les activités productives</b> • <b>Coopération Sud-Sud</b>	

---

<b>03 Le commerce, facteur de prospérité</b>	<b>49</b>
<b>Des capacités productives compétitives pour le commerce international</b> • <b>Services de contrôle de la qualité et de mise en conformité</b> • <b>Promotion des exportations industrielles et groupements de PME</b> • <b>Responsabilité sociale des entreprises pour l'intégration au marché</b>	

---

<b>04 Le chemin de la croissance verte</b>	<b>65</b>
<b>Production industrielle économe en ressources et à faible émission de carbone</b> • <b>Accès à une énergie propre à des fins productives</b> • <b>Renforcement des capacités en vue de l'application des accords multilatéraux sur l'environnement</b>	

---

<b>05 Outils pour améliorer les moyens de subsistance</b>	<b>89</b>
<b>Statistiques</b> • <b>Recherche et orientations</b> • <b>Institut de l'ONUDI pour le renforcement des capacités</b> • <b>Réseaux de connaissances</b>	

---

Abréviations	103
--------------	-----



Le lecteur comprendra sans doute que j'ouvre cette brève introduction au *Rapport annuel 2012* sur une note personnelle. Ces 17 dernières années, j'ai eu l'honneur de servir l'ONUDI, d'abord comme Directeur du Bureau régional pour l'Afrique et les pays les moins avancés, puis comme Représentant de l'Organisation et Directeur de son premier bureau régional au Nigéria et enfin, ces sept dernières années, comme Directeur général. L'expérience que j'ai acquise au fil de ces années m'a conforté dans une conviction: l'ONUDI est une organisation dont peuvent être très fiers tous ceux qui l'ont côtoyée: son personnel, les bénéficiaires de ses services, ses donateurs ou autres partenaires. Toute grande organisation, et a fortiori une organisation qui a dû faire face, ces dernières années, à des restrictions budgétaires importantes, s'enorgueillerait de l'impact de ses projets et programmes. J'ai le sentiment que, grâce aux mesures d'austérité que nous avons mises en œuvre, nous avons pu mieux cibler nos activités et nous sommes devenus un centre d'excellence pour toutes les questions relevant au plus près de notre mandat. À l'évidence, les fonctionnaires ont trouvé là une nouvelle source de motivation, de résilience et d'optimisme, marquée par leur attachement à l'Organisation, leur dévouement à son service bien au-delà des heures normales de travail et leur détermination à remuer ciel et terre pour contribuer à la réalisation de son objectif qui est de promouvoir le développement industriel durable de ses États membres.

Dans ce bref exposé de ce que nous avons accompli en 2012, nous avons pris soin d'apporter au lecteur, de manière tangible, la preuve de l'impact de nos programmes et projets. Si, pour des raisons d'économie, le *Rapport annuel* de cette année est légèrement plus condensé que celui de l'année dernière, le lecteur peut toujours approfondir sa connaissance de l'ONUDI sur notre nouveau site Web et d'autres bases de données de l'Organisation.

Nous avons été très encouragés de constater que nos activités de coopération technique n'avaient cessé de s'intensifier ces dernières années pour atteindre un niveau historique aujourd'hui. La confiance que les États membres accordent à l'Organisation reconforte, tout comme le partenariat qui se renforce avec les acteurs des pays qui ne versent plus de contributions à notre budget ordinaire. L'un de nos atouts les plus précieux reste notre capacité à mobiliser le secteur privé dans le cadre de nos efforts de développement d'industries durables. Parallèlement, en créant des capacités dans les pays en développement, nous leur donnons les moyens de devenir des partenaires commerciaux efficaces sur le marché mondial. Le présent *Rapport* décrit plusieurs initiatives menées avec des partenaires multinationaux — le japonais AEON en est un exemple notable — dans le cadre desquelles des partenariats commerciaux en faveur des pauvres ont permis à des micro, petites et moyennes entreprises de pays en développement d'accéder aux marchés internationaux. Dans son programme de développement de chaînes logistiques durables, mis en œuvre en coopération avec le groupe allemand METRO, l'ONUDI aide aussi les producteurs agricoles des pays en développement à se conformer aux normes de sécurité requises pour l'exportation de leurs produits.

Je me réjouis par ailleurs que l'ONUDI ait continué, au sein du système des Nations Unies, de s'imposer comme un partenaire crédible sur diverses questions. Notre longue expérience et nos compétences avérées dans les questions relatives à l'énergie nous ont catapultés à l'avant-garde des efforts visant à assurer l'accès universel à l'énergie durable d'ici 2030. De fait, ma nomination par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies comme son Représentant spécial de l'initiative "Énergie durable pour tous" est à mon sens une reconnaissance non seulement du savoir-faire

## Message du Directeur général

exceptionnel de l'ONUDI dans ce domaine, mais aussi des enseignements personnels que j'ai tirés de mes fonctions de Directeur général et de Président d'ONU-Énergie. En effet, l'action que mène l'Organisation nous permet déjà de voir que les pays en développement apportent un soutien accru à l'adoption de stratégies de croissance à faible émission de carbone et qu'ils font de plus en plus porter leurs efforts sur l'efficacité énergétique industrielle. En partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'ONUDI a joué un rôle de premier plan dans la création du nouveau centre et réseau de technologies climatiques de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Un des autres domaines où j'ai le sentiment que nous progressons est la promotion de l'égalité des sexes. Nombre de nos projets, comme vous vous en apercevrez à la lecture du présent *Rapport*, soit concernant spécifiquement les femmes, soit comportent une composante importante de renforcement des capacités des femmes des pays en développement, en particulier des plus pauvres d'entre elles, afin qu'elles puissent véritablement et durablement contribuer au bien-être de leurs communautés et plus généralement de leurs pays. Pour que l'ONUDI prenne pleinement en compte les questions concernant l'égalité des sexes dans ses activités et qu'elle ne soit en porte-à-faux ni dans ce domaine ni avec les organismes des Nations Unies et les autres entités extérieures qui s'y intéressent, j'ai proposé, pour le prochain exercice biennal, la création, au sein de l'Organisation, d'un groupe qui s'y consacre exclusivement et qui soit animé par un coordonnateur attitré.

La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) a jeté les bases d'un nouvel ensemble d'objectifs de développement durable qui devraient guider l'action de la communauté internationale au-delà de 2015,

échéance fixée pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. En tant qu'organisation attachée à l'éradication de la pauvreté, à la promotion d'une croissance économique équitable et inclusive et au développement de modes de production et de consommation durables, l'ONUDI est particulièrement bien placée pour s'attaquer à ces trois dimensions du développement durable. J'ai été particulièrement heureux de constater que la Plate-forme de l'ONUDI pour l'industrie verte que nous avons annoncée à Rio+20 dans le cadre de notre Initiative sur l'industrie verte a suscité des réactions positives.

Pour conclure, comme j'ai commencé, sur une note personnelle, je voudrais dire ici toute ma satisfaction d'avoir, alors que j'étais Directeur général, dirigé une organisation aussi dévouée et aussi efficace. La prospérité qu'elle a apportée et qu'elle continuera d'apporter à des millions et des millions de personnes dans les pays en développement, sans faire la une de la presse populaire, est inestimable. En deux mots, l'ONUDI donne aux gens les moyens nécessaires pour s'aider eux-mêmes, améliorer leurs conditions de vie de manière à pouvoir subvenir aux besoins de leurs familles et de leurs communautés et assurer la transformation économique de leur pays. C'est avec enthousiasme et fierté que je continuerai de m'intéresser de près au développement continu de l'ONUDI.



Le Directeur général  
Kandeh K. Yumkella

## L'ONUDI en bref

■ L'ONUDI, créée en 1966, est devenue une institution spécialisée des Nations Unies en 1985. Au 1<sup>er</sup> janvier 2013, elle comptait 172 États membres. ■ L'ONUDI emploie actuellement 676 fonctionnaires au siège et dans d'autres bureaux. ■ Le Directeur général de l'ONUDI, Kandeh K. Yumkella (Sierra Leone), a été reconduit par la Conférence générale à sa treizième session (7-11 décembre 2009) pour un nouveau mandat de quatre ans. ■ Le montant total des opérations de l'ONUDI pour 2012-2013 est estimé à 460 millions d'euros. Au 31 décembre 2012, la valeur totale des programmes et des projets de coopération technique en cours de l'ONUDI se chiffrait à 884,7 millions de dollars des États-Unis. En 2012, la valeur des activités de coopération technique a atteint 189,2 millions de dollars des États-Unis, soit la valeur la plus élevée depuis que l'ONUDI est devenue une institution spécialisée. ■ L'objectif primordial de l'Organisation est de promouvoir le développement industriel durable des pays en développement ou en transition. À cette fin, l'ONUDI favorise également la coopération aux niveaux mondial, régional et national, de même qu'au niveau sectoriel. ■ Outre son siège à Vienne, l'ONUDI a également des bureaux à Bruxelles, Genève et New York, ainsi que 29 bureaux régionaux et bureaux de pays et 17 comptoirs. Elle dispose d'un réseau de bureaux de promotion des investissements et de la technologie dans sept pays et gère ses 51 centres et programmes nationaux pour une production plus propre en coopération avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement.

■ L'ONUDI compte deux organes directeurs: la Conférence générale, qui se réunit tous les deux ans, et le Conseil du développement industriel, qui se réunit une fois par an. Le Comité des programmes et des budgets est un organe subsidiaire du Conseil du développement industriel; il se réunit une fois par an.

■ La Conférence générale est l'organe directeur suprême de l'Organisation. Elle définit les principes directeurs et les orientations, approuve le budget et le programme de travail de l'ONUDI et nomme le Directeur général. La quinzième session de la Conférence générale est prévue du 2 au 6 décembre 2013 à Lima (Pérou).

■ Le Conseil du développement industriel, qui compte 53 membres, examine la mise en œuvre du programme de travail et l'exécution des budgets ordinaire et opérationnel, et fait des recommandations à la Conférence générale au sujet des orientations générales et de la nomination du Directeur général. La quarantième session du Conseil a eu lieu du 20 au 22 novembre 2012.

■ Le Comité des programmes et des budgets, qui comprend 27 membres, aide le Conseil à élaborer et à examiner le programme de travail, les budgets et d'autres questions financières. La vingt-huitième session du Comité s'est tenue les 25 et 26 juin 2012.

# États membres de l'ONUDI

(au 1<sup>er</sup> janvier 2013)



Afghanistan	Chili	Grèce
Afrique du Sud	Chine	Grenade
Albanie	Chypre	Guatemala
Algérie	Colombie	Guinée
Allemagne	Comores	Guinée-Bissau
Angola	Congo	Guinée équatoriale
Arabie saoudite	Costa Rica	Guyana
Argentine	Côte d'Ivoire	Haïti
Arménie	Croatie	Honduras
Autriche	Cuba	Hongrie
Azerbaïdjan	Danemark	Inde
Bahamas	Djibouti	Indonésie
Bahreïn	Dominique	Iran (République islamique d')
Bangladesh	Égypte	Iraq
Barbade	El Salvador	Irlande
Bélarus	Émirats arabes unis	Israël
Belgique	Équateur	Italie
Belize	Érythrée	Jamaïque
Bénin	Espagne	Japon
Bhoutan	Éthiopie	Jordanie
Bolivie (État plurinational de)	Ex-République yougoslave de Macédoine	Kazakhstan
Bosnie-Herzégovine	Fédération de Russie	Kenya
Botswana	Fidji	Kirghizistan
Brésil	Finlande	Koweït
Bulgarie	France	Lesotho
Burkina Faso	Gabon	Liban
Burundi	Gambie	Libéria
Cambodge	Géorgie	Libye
Cameroun	Ghana	Luxembourg
Cap-Vert		





## Paramètres et repères

Répondant au souhait des États membres, le *Rapport annuel 2012* examine plus particulièrement l'impact des projets et programmes de l'ONUDI sur la vie des hommes, des femmes et des jeunes des pays en développement et des pays à économie en transition. Néanmoins, en tant qu'organisation relativement petite disposant de moyens limités, l'ONUDI n'aurait pu obtenir les résultats exposés dans le présent *Rapport* sans la coopération de ses États membres et des organisations sœurs et organismes du système des Nations Unies, ni sans le précieux soutien de ses services administratifs à Vienne. Elle a aussi été guidée dans son travail par les décisions et résolutions émanant de ses organes directeurs, qui ont veillé à ce qu'elle maintienne résolument le cap malgré un contexte économique en constante évolution. La première partie de ce chapitre offre un bref résumé des activités d'appui menées au cours de l'année considérée, tandis que la seconde partie décrit les activités qui renforcent à la fois l'orientation régionale et le rôle clef qu'elle joue dans le domaine du développement au sein du système des Nations Unies.

## L'ONUDI de l'intérieur

### Notre financement

En s'acquittant, dans leurs éléments essentiels, de son mandat et de sa mission, l'ONUDI a plus que doublé ses activités de coopération technique ces 10 dernières années. Parallèlement, elle a fortement accru sa capacité à mobiliser des ressources financières, preuve qu'elle est de plus en plus reconnue comme prestataire efficace de services de développement industriel durable et inclusif. L'augmentation du nombre des services a pu se faire avec des niveaux d'effectifs stables et un budget ordinaire qui, pour l'essentiel, n'a pas changé pendant une grande partie des 15 dernières années. Cette évolution marque l'amélioration de l'efficacité et de la productivité de l'Organisation, fait que n'ont pas manqué de constater les États membres de l'Organisation, voire les pays qui n'en sont plus membres (voir ci-après). Le Canada et les États-Unis d'Amérique, qui ont quitté l'Organisation en 1993 et 1996 respectivement, ont apporté une contribution importante aux activités de coopération technique de l'ONUDI durant l'année considérée.

# “Le volume des services d’appui aux projets [en 2011] a battu le record de 1990, lorsque l’ONUDI

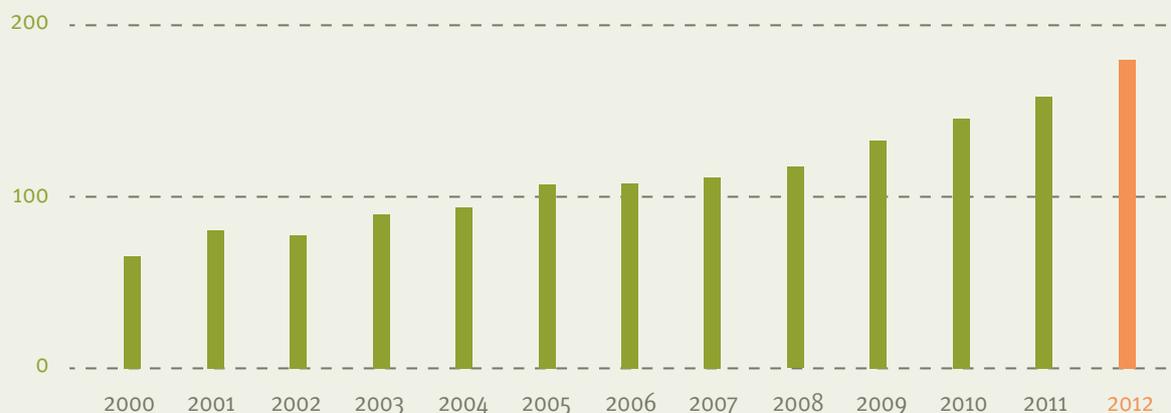
comptait deux fois plus de fonctionnaires. Cette évolution constitue un succès remarquable dans un contexte de crise économique et une preuve importante de l’efficacité et de l’efficacité de l’Organisation, qui suscite à son tour la confiance des donateurs.”

Déclaration du Représentant permanent de l’Autriche auprès de l’ONUDI à l’occasion de la quarantième session du Conseil du développement industriel.

Figure 1. MONTANTS DISPONIBLES POUR L’EXÉCUTION DE PROJETS (en millions de dollars É.-U.)



Figure 2. MONTANTS DES PROJETS ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION TECHNIQUE EXÉCUTÉS (en millions de dollars É.-U.)



Le budget de base de l'ONUDI, qui couvre les dépenses de personnel et les dépenses de fonctionnement, est financé par les contributions des États membres. Les programmes et les projets sont financés principalement par des contributions volontaires de pays et organismes donateurs, ainsi que par des fonds multilatéraux. Le volume total des fonds mobilisés par l'Organisation pour les activités de coopération technique en 2012 a légèrement diminué en raison d'une baisse cyclique des financements obtenus du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal et du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) (voir ci-après).

S'agissant des priorités thématiques de l'ONUDI, l'environnement et l'énergie sont les domaines qui ont, de loin, attiré le plus de fonds, avec 82,6 millions de dollars des États-Unis, la réduction de la pauvreté grâce à des activités productives ayant reçu 42,7 millions de dollars et le renforcement des capacités commerciales 28,9 millions. On trouvera à l'appendice B la ventilation par région et par priorité thématique des projets approuvés.

## Financement des pays et organismes donateurs

Les fonds provenant de sources gouvernementales sont restés au niveau élevé de ces dernières années, ce qui témoigne de l'importance accordée à l'ONUDI et de la reconnaissance de la qualité de ses services.

Le plus gros contributeur a de nouveau été, en 2012, la Commission européenne, avec des montants nets approuvés (hors dépenses d'appui) des budgets de projets de 17,2 millions de dollars, suivie du Japon, avec 11,7 millions de dollars (dont 0,5 million au titre du Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine). Parmi les donateurs dont les contributions nettes ont dépassé le million de dollars figurent la Suisse (10,1), la Suède (6,1), l'Italie (4,7), l'Allemagne (4,6), la Norvège (4,4), l'Espagne (2,8, principalement au titre du Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement), l'Autriche (2,2), la République de Corée (2), le Canada (2), l'Afrique du Sud (1,9), la France (1,6), les États-Unis d'Amérique (1,3), la Fédération de Russie (1,1) et l'Uruguay (1). En outre, 5,4 millions de dollars ont été reçus du Nigéria, pour allocation en 2013.

## Financement provenant de fonds d'affectation spéciale multidonateurs

Le montant du financement public indirect des activités de coopération technique de l'ONUDI au titre de différents fonds d'affectation spéciale multidonateurs des Nations Unies a atteint 8,4 millions de dollars en 2012. Outre le Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (2,1 millions de dollars) et le Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine (0,5 million de dollars), les augmentations nettes des fonds de l'initiative "Unis dans l'action" ont atteint 3,3 millions de dollars, et les montants versés au titre de fonds d'affectation spéciale multidonateurs autonomes, y compris le Fonds pour la consolidation de la paix, 2,5 millions de dollars.

### *Fonds pour l'environnement mondial*

Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) fonctionne selon des cycles de reconstitution, le FEM-4 ayant couvert la période de 2006 à 2010 et le FEM-5 couvrant actuellement celle de 2010 à 2014. Durant ces cycles, des notes conceptuelles sous la forme de formulaires d'identification de projet sont approuvées par le Conseil du FEM à ses réunions de juin et novembre. Une fois qu'un concept est approuvé, l'ONUDI dispose d'une période de 18 mois pour élaborer le document de projet; la subvention n'est transférée qu'après l'approbation du document. Le fait que la plupart des concepts n'ont été approuvés qu'en 2009 et 2010 explique pourquoi en 2011 — dernière année où les fonds du FEM-4 ont été débloqués — les subventions effectivement reçues ont atteint un record sans précédent de 72,5 millions de dollars. Dans le cadre du cycle actuel du FEM-5, l'ONUDI est à nouveau dans la phase d'approbation des concepts et d'importants transferts de fonds au titre des subventions sont attendus entre 2013 et 2015. Ainsi, la valeur totale des financements nets reçus du FEM en 2012 a été de 34,9 millions de dollars.

En raison des arriérés de paiement des donateurs et du report des contributions, le FEM a annoncé une réduction potentielle de 13,8 % des 4,25 milliards de dollars prévus pour le financement des programmes au début de la période de reconstitution en cours. Il en résulte que les 324 millions de dollars (7,6 %) initialement prévus pour le financement du portefeuille de l'ONUDI pendant le FEM-5 devront être réduits à 279,3 millions de dollars, ce qui représenterait toutefois une hausse considérable de 46 % par rapport aux subventions reçues lors du FEM-4.

Figure 3. NOMBRE DE PROJETS SOUMIS PAR RÉGION

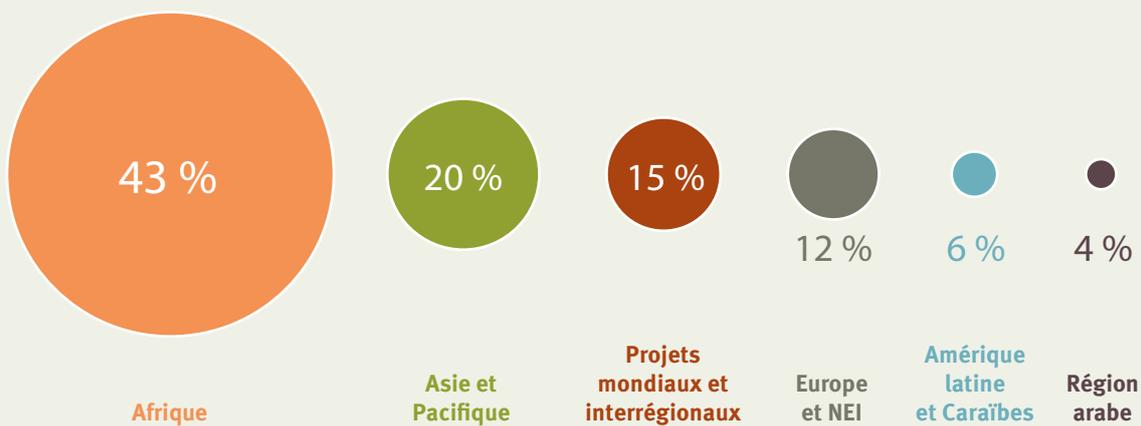
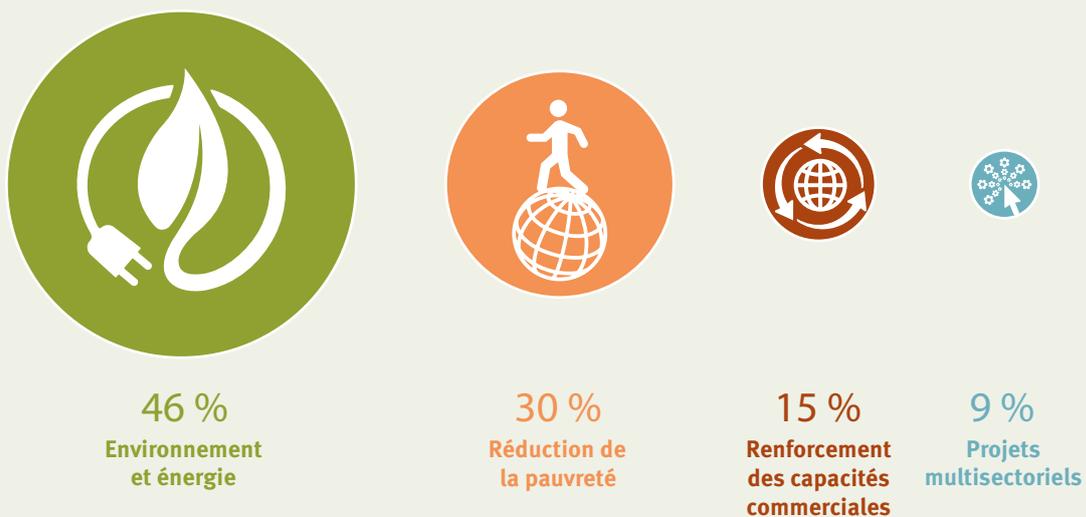


Figure 4. NOMBRE DE PROJETS SOUMIS PAR DOMAINE THÉMATIQUE



## Protocole de Montréal

Le financement au titre du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal s'est maintenu en 2012 au niveau moyen atteint ces dernières années, soit 23,4 millions de dollars. Bien que ce chiffre marque une diminution par rapport au niveau record de 2011, la différence est largement imputable à l'approbation en 2011 du plan d'élimination progressive des hydrochlorofluorocarbones en Chine, pour lequel 41 % des fonds ont été attribués à l'ONUDI. Il convient également de noter qu'à la demande du Comité exécutif du Protocole de Montréal à sa réunion de décembre, le versement d'une tranche de 10 millions de dollars pour la Chine a été reporté à début 2013. Hormis le cas de la Chine, les montants approuvés pour l'année considérée ont augmenté par rapport aux années précédentes.

## Fonds d'affectation spéciale

L'ONUDI gère un certain nombre de fonds d'affectation spéciale non réservés à des fins spécifiques, principalement pour l'élaboration de nouveaux projets et programmes. Au total, 30 États membres ont renoncé à leur part des soldes inutilisés, soit un montant total de 14,2 millions d'euros disponibles pour les programmes de l'ONUDI<sup>1</sup>. De nouvelles contributions à ces fonds devraient permettre à l'ONUDI d'élaborer des projets prioritaires dans des domaines clefs et, parallèlement, d'assurer sa participation au partage des coûts en cas de besoin.

## Nos projets

### Comité d'approbation et de suivi des programmes

En tant qu'organisation hautement spécialisée, l'ONUDI attache la plus grande importance à la qualité de ses projets et programmes de coopération technique. Toutes les propositions de projets et programmes sont examinées par un groupe d'évaluation spécial avant d'être soumises au Comité d'approbation et de suivi des programmes. Au cours de

<sup>1</sup> Allemagne, Brésil, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Danemark, Équateur, Finlande, France, Hongrie, Inde, Indonésie, Israël, Italie, Japon, Liban, Malte, Maurice, Mexique, Mozambique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Pologne, République arabe syrienne, République de Corée, République populaire démocratique de Corée, Suède, Suisse, Thaïlande.

l'année, le Comité a passé en revue 142 propositions de projets et programmes et donné son feu vert à 91 % d'entre elles. Ce taux d'approbation élevé en 2012 — comparé à 79 % en 2011 et 75 % en 2010 — confirme les conclusions de l'Unité de l'assurance qualité faisant état d'une amélioration constante de la qualité des propositions présentées par les différentes unités techniques de l'Organisation. Presque tous les documents de projets comportent un cadre logique synthétisant les résultats attendus, les indicateurs pour les évaluer et les stratégies de gestion des risques. Ils prennent également en compte les questions économiques, financières, sociales, institutionnelles, d'égalité des sexes et d'achats de manière plus globale que par le passé et ont commencé à appliquer la budgétisation axée sur les résultats, dont l'utilisation sera systématisée en 2013 avec la mise en œuvre du progiciel de gestion intégré (PGI).

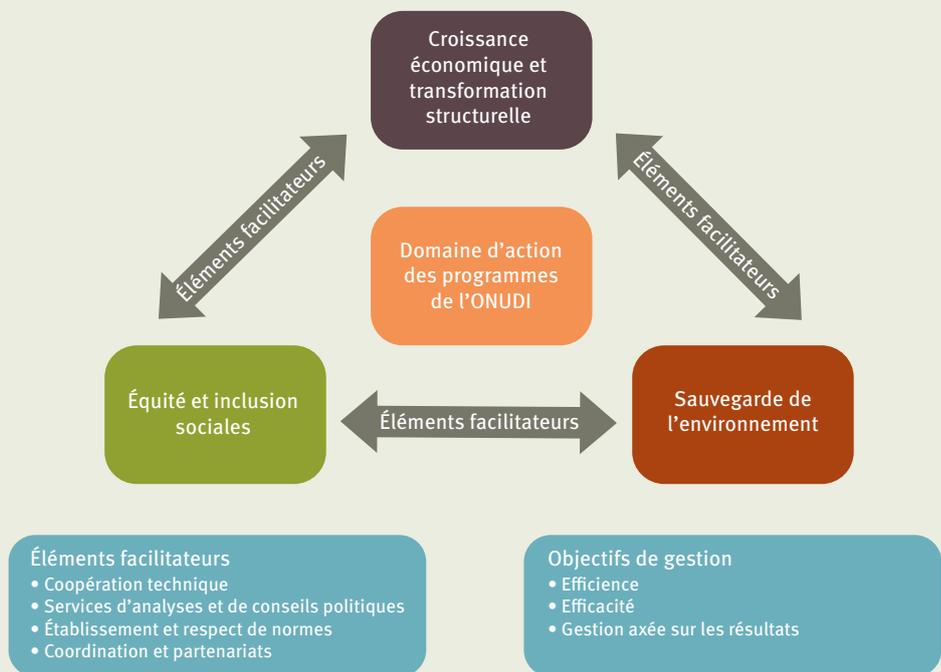
## Évaluation

De la même façon qu'elles sont passées au crible avant toute décision sur la suite à leur donner, les propositions de projets et programmes de l'ONUDI, une fois complètes, font l'objet d'une évaluation tout aussi scrupuleuse, systématique et impartiale en vue de déterminer leur pertinence, leur efficacité et leur efficacité. Le Groupe de l'évaluation de l'ONUDI examine les programmes, les projets ou les thèmes, et avec ses conclusions, apporte une contribution utile au processus de décision stratégique de l'Organisation.

En 2012, le Groupe a réalisé des évaluations thématiques dans divers domaines d'activité de l'ONUDI, notamment pour ce qui est de sa contribution au mécanisme visant à promouvoir l'"unité d'action des Nations Unies", la performance de ses bureaux extérieurs, sa fonction de forum mondial, sa contribution à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), ses initiatives de mise à niveau des entreprises, ses projets relatifs à l'élimination des polluants organiques persistants et ses interventions après les crises. Des rapports d'évaluation indépendante de pays ont été publiés sur les activités de l'ONUDI en Afrique du Sud, à Cuba, au Nigéria, au Rwanda et au Viet Nam. Le Groupe a également achevé son évaluation de pays concernant le Kenya et poursuit ses évaluations concernant l'Iraq, le Mexique et la Zambie.

Les capacités d'évaluation de l'ONUDI sont reconnues au sein du système des Nations Unies et au-delà. En avril, l'ONUDI a participé à l'organisation de la réunion de 2012 à

Figure 5. CONTRIBUTION DE L'ONUDI AU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DURABLE



Rome du réseau de réseaux pour l'évaluation d'impact, créé en 2006 pour promouvoir l'évaluation de l'impact de la qualité. Le Directeur du Groupe de l'évaluation a été le vice-président du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation pendant un an jusqu'à fin avril. L'ONUDI a pris part à l'examen par des pairs des fonctions d'évaluation du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et du Programme des Nations Unies pour les établissements humains.

### Nos méthodes de travail

De profonds changements dans la façon de travailler de l'ONUDI ont été lancés en 2010 avec l'introduction d'un Programme pour le changement et la rénovation organisationnelle conçu pour préparer l'ONUDI pour l'avenir. Des ajustements annuels, tantôt majeurs, tantôt plus subtils, ont été décrits dans des rapports annuels précédents. Au cours de l'année considérée, l'application d'un nouveau progiciel de gestion intégré a été étendu à l'ensemble du personnel, notamment le module de gestion des portefeuilles et des projets, qui

associent toutes les étapes de la vie d'un projet, ainsi que les modules de gestion du capital humain qui associent les différents processus de gestion des ressources humaines dans le nouveau système (voir ci-après). La gestion des risques est un élément clef du module de gestion des projets et elle comprend des outils de communication d'informations en ligne pour suivre et signaler les risques. Respectant le planning et le budget convenus, l'ONUDI devrait entrer dans la phase pleinement opérationnelle du progiciel d'ici fin 2013.

La mise en place du nouveau système a déjà permis de rationaliser des processus autrefois lourds et longs. Ce système assure, pour le personnel du siège et des bureaux extérieurs, une transparence et une accessibilité plus grandes, une communication plus rapide des résultats ou de l'impact suivant les principes de la gestion axée sur les résultats, de la responsabilisation et de la décentralisation. Il facilite également la collaboration et le partage des connaissances entre les fonctionnaires du siège et ceux des bureaux extérieurs, ainsi qu'avec les organisations sœurs.

Grâce aux formations ciblées suivies en 2012 — sessions de formation en salle, matériel d'apprentissage en ligne de l'ONUDI, webinaires pour le personnel des bureaux



extérieurs et différentes options d'aide — le personnel est désormais bien armé pour utiliser au mieux les nouveaux système et processus. Certains fonctionnaires des bureaux extérieurs ont suivi au siège une formation destinée à faire d'eux des "utilisateurs hors pair" qui appuieront leurs collègues dans leurs régions respectives. Des collaborateurs externes ont participé avec le personnel à de nombreuses réunions d'information et réunions-débats, complétées par des bulletins d'information réguliers, tels que *UNIDO Times* et les pages intranet et extranet de l'ONUDI. L'empressement de tous les fonctionnaires de l'Organisation à accepter le nouveau système et à s'y adapter donne un avant-goût de la culture de travail que l'ONUDI espère instaurer les années à venir. Pour plus d'informations sur le Programme pour le changement et la rénovation organisationnelle, voir [www.unido.org/changemanagement](http://www.unido.org/changemanagement).

## Éthique

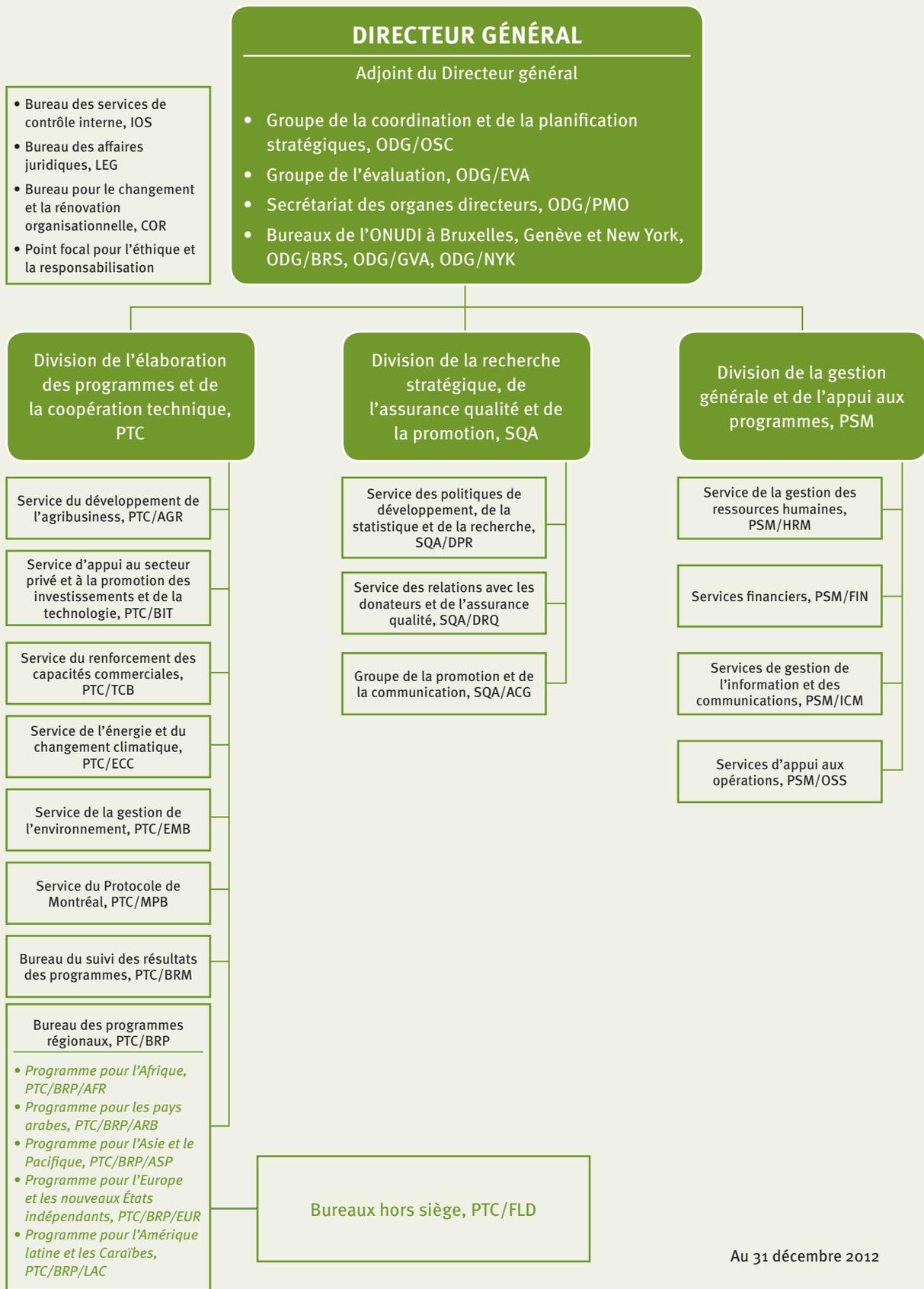
En août, le Directeur général a nommé un nouveau Point focal pour l'éthique et la responsabilisation qui sera chargé de renforcer la culture de l'éthique, de la transparence et

de la responsabilisation au sein de l'Organisation. Ce fonctionnaire, qui relève directement du Directeur général, met en œuvre et gère la politique de l'ONUDI en matière d'éthique, donne des conseils et des orientations aux fonctionnaires, anime des sessions de formation sur le Code de conduite éthique de l'ONUDI et suit les tendances mondiales et les meilleures pratiques. Il représente également l'ONUDI auprès de partenaires internes et externes pour ce qui est des questions liées à l'éthique.

L'une des tâches du Point focal pour l'éthique consiste à examiner tous les ans les déclarations d'intérêts et les déclarations de situation financière soumises par les fonctionnaires. En 2012, il a examiné 307 formulaires de déclaration.

## Nos fonctionnaires

Les effectifs de l'ONUDI comprennent des hommes et des femmes de pays, milieux et domaines professionnels différents, mais tous attachés à la cause de l'Organisation et aux efforts qu'elle fait pour éliminer la pauvreté. Nombre d'entre eux sont appelés à partager leur expérience et leurs



Au 31 décembre 2012

connaissances dans le cadre d'une mission précise de durée limitée, généralement sur le terrain sur le site d'un projet. Un certain nombre sont en poste dans les bureaux de l'ONUDI à Bruxelles, Genève et New York ou dans l'un de ses 29 bureaux régionaux ou de pays ou dans les 17 comptoirs de l'ONUDI à travers le monde. Un nombre important sont au siège de l'Organisation à Vienne, mais, grâce à la mise en œuvre d'une politique opérationnelle de mobilité, ils ont la possibilité de s'impliquer sur le terrain tout en participant aux opérations menées au siège.

## Gestion des ressources humaines

Cette année, un nouveau cadre pour le recrutement et l'administration du personnel au titre de contrats de service individuels a été mis en place. Selon ce cadre, les experts externes recrutés au titre de ce type de contrat font désormais partie intégrante du capital humain de l'ONUDI et leur emploi est régi par les mêmes principes et normes de conduite applicables aux fonctionnaires engagés au titre de cadre de contrats ordinaires.

Au début de l'année, l'ensemble des opérations de l'Organisation est passé à un nouveau système de gestion intégré, SAP (voir plus haut). Ce système comprend plusieurs modules relatifs à la gestion du capital humain, gestion organisationnelle, suivi du comportement professionnel, administration du personnel, recrutement à distance, gestion du temps et organisation libre du travail pour les employés et les cadres. L'une des caractéristiques originales du nouveau système est l'utilisation d'un vivier de spécialistes déjà évalués par l'ONUDI, qui peuvent être recrutés directement par les administrateurs de projets pour leurs projets et programmes. Les formations dispensées tout au long de l'année 2012 ont permis aux fonctionnaires de bien s'imprégner du nouveau système.

En mars, l'ONUDI a introduit un nouveau système de suivi du comportement professionnel visant à évaluer la réalisation des objectifs à la fois personnels et organisationnels. Le nouveau système encourage un plus grand dialogue entre les fonctionnaires et leurs superviseurs et favorise un retour d'information à 360 degrés pour évaluer les compétences en matière d'encadrement et les compétences de base.

## Représentation équilibrée des femmes et des hommes

L'ONUDI aspire depuis longtemps à atteindre un meilleur équilibre entre les sexes à tous les niveaux et en particulier

aux postes de responsabilité où le nombre d'hommes continue de dépasser celui des femmes. L'adoption d'une politique forte en 2009 et la création d'un Comité directeur pour l'égalité des sexes ont permis de réaliser concrètement cet objectif. En 2012, le Comité a ciblé les services techniques de la Division de l'élaboration des programmes et de la coopération technique où des travaux ont été lancés pour mettre au point des outils spécifiques sur les questions relatives aux femmes dans le cadre de la gestion du cycle des projets, ainsi que des outils pour aider à évaluer la prise en compte des questions d'égalité des sexes dans les concepts et propositions de projets. Le premier service examiné a été le Service de la gestion de l'environnement où un expert, recruté en octobre, a travaillé avec les administrateurs de projets pour créer des outils d'intégration de l'égalité des sexes adaptés aux thèmes de développement du service. D'autres services techniques suivront dans cet exercice qui devrait être achevé en octobre 2013. Un bulletin d'information interne axé sur les questions d'égalité des sexes a été lancé en novembre.

L'ONUDI contribue aux efforts menés par toute la famille des Nations Unies pour parvenir à l'égalité des sexes, notamment dans le cadre de consultations visant à définir l'action mondiale en faveur du développement au-delà de 2015. Sa participation à diverses instances des Nations Unies, pour lesquelles elle prépare des notes d'information, telles que le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, le Réseau interinstitutions pour les femmes et l'égalité des sexes, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et les consultations à l'échelle du système sur le programme de développement pour l'après-2015 font progressivement d'elle un acteur clef dans différentes instances.

## Notre cadre de travail

Avec 134 spécialistes travaillant dans différents domaines de l'ingénierie et de la maintenance, l'ONUDI est chargée de l'exploitation sûre et fiable du Centre international de Vienne (CIV), qui abrite également l'Office des Nations Unies à Vienne, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'Agence internationale de l'énergie atomique et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Avec un bâtiment vieux de 35 ans, des réparations et rénovations sont inévitables et d'importants travaux de remise en état ont été effectués en 2012. Un grand nombre concernaient le bâtiment des conférences (bâtiment C) et tous visaient à faire du CIV



En octobre, Kandeh K. Yumkella, Directeur général de l'ONUDI, a inscrit son nom dans une liste prestigieuse de dirigeants mondiaux, lauréats du prix Nobel de la paix et personnalités exceptionnelles en recevant le "Global Leadership Award" pour son action concernant l'énergie durable pour tous, la réduction de la pauvreté, l'atténuation des effets des changements climatiques et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Dans le discours qu'il a prononcé à cette occasion, il a dédié ce prix aux fonctionnaires de l'Organisation qu'il dirige depuis 2005 qui, tel qu'il l'a souligné, jouent un rôle de premier plan dans les efforts visant à créer la prospérité pour tous les peuples du monde. Le Global Leadership Award est décerné chaque année par la Fondation pour les Nations Unies et l'Association des États-Unis pour les Nations Unies.

*Photo © Gary He/Insider Images pour United Nations Foundation*

un espace de travail plus vert et plus sain. L'installation de matériel de conférence dernier cri est en cours et devrait être achevée début 2013. Le remplacement de la façade et des galeries de liaison du bâtiment C a été conclu à la fin de l'année et les travaux de désamiantage de ce bâtiment s'achèveront en avril 2013. L'isolation thermique du bâtiment C permettra de réaliser des économies d'énergie importantes, tout comme l'installation d'un nouvel éclairage. La consommation d'eau sera également réduite grâce à de nouvelles installations sanitaires, dont des robinets à capteur, l'utilisation d'eau de puits dans les locaux sanitaires et d'urinoirs sans eau. Les conduites d'eau et le câblage électrique ont été remplacés au cours des travaux de désamiantage et les installations de chauffage, de ventilation et de climatisation ont été placées dans un local technique spécial où il a fallu relever le plafond pour permettre l'installation du nouveau matériel économe en énergie. De nouveaux clapets coupe-feu conformes aux normes autrichiennes ont remplacé ceux en amiante. Leur raccordement au système de protection anti-incendie renforce encore la sûreté du bâtiment.

### Nos services d'appui

L'efficacité de l'ONUDI dépend de celle de ses services d'appui logistique. Le recours à des procédures efficaces,

souples et actualisées pour des activités telles que l'achat de biens et services, les communications, les voyages et les transports, la comptabilité matières et les services d'archivage et d'enregistrement contribuent au bon fonctionnement de l'Organisation et l'aident à fournir des services de qualité aux pays bénéficiaires. La transparence, la responsabilité et la rentabilité caractérisent également les services d'appui administratif de l'ONUDI, qu'il s'agisse de l'introduction d'un système homogène d'achat électronique — le premier du genre dans le système des Nations Unies — ou d'accords négociés conjointement avec des organisations sœurs avec des agents de voyage et des compagnies aériennes pour obtenir les meilleures conditions possibles, ou de tout une série d'autres activités. Dans le cadre de la mise en œuvre du progiciel de gestion intégré, l'ONUDI est en train de passer à la gestion en ligne des achats et des voyages.

## Par-delà l'ONUDI

### L'ONUDI et les Nations Unies

Bien que plus petite que certaines de ses organisations sœurs, l'ONUDI joue un rôle clef sur la scène des Nations Unies. Le Directeur général préside ONU-Énergie et a récemment été nommé par le Secrétaire général pour

**“Nous proclamons que les peuples sont au centre du développement durable et, en conséquence, nous œuvrons en faveur d’un monde juste et équitable pour tous et nous nous engageons à travailler ensemble en faveur d’une croissance économique durable qui profite à tous, du développement social et de la protection de l’environnement dans l’intérêt de tous.”**

Document final de la Conférence Rio+20 “L’avenir que nous voulons”

diriger son initiative Énergie durable pour tous, thème constituant actuellement une des préoccupations principales de l’Organisation. L’ONUDI est ainsi à l’honneur dans les instances consacrées aux questions de pauvreté et d’énergie. Comme par le passé, elle a continué à prendre part aux efforts menés par le système des Nations Unies pour améliorer la cohérence de son action et accroître son efficacité et son efficacité. Elle a notamment participé aux travaux du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination et aux travaux de ses organes subsidiaires: le Comité de haut niveau sur les programmes, qui s’occupe de questions de politique générale, le Comité de haut niveau sur la gestion, qui s’intéresse aux questions administratives, et le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD), qui est chargé de promouvoir la cohérence et l’efficacité opérationnelle au niveau des pays.

La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Conférence Rio+20) a été l’un des événements marquants de l’année pour tout le système. L’ONUDI a joué un rôle clef dans les préparatifs de cette Conférence et y a notamment contribué avec l’organisation de plusieurs manifestations parallèles importantes décrites plus en détail au chapitre 4. Le document final de Rio+20 demande aux États membres d’adopter un ensemble d’objectifs de développement durable qui établira un nouveau cadre pour le développement mondial une fois que les

OMD atteindront l’échéance de 2015. En tant que membre de l’équipe spéciale des Nations Unies chargée du programme de développement pour l’après-2015, l’ONUDI a, par ses apports analytiques, contribué au rapport de l’équipe spéciale intitulé “Réaliser l’avenir que nous voulons pour tous”, qui examine les forces et les faiblesses des OMD et formule les premières propositions pour le programme de l’après-2015.

L’Organisation a collaboré étroitement à plusieurs consultations thématiques du GNUD avec la société civile et d’autres partenaires sur des questions clefs du programme de développement pour l’après-2015 pour que le développement industriel soit dûment reconnu comme un puissant catalyseur du développement durable. L’Assemblée générale des Nations Unies a également pris en compte cette préoccupation dans la résolution sur la coopération pour le développement industriel qu’elle a adoptée le 21 décembre<sup>2</sup> après avoir examiné le rapport du Directeur général sur la coopération pour le développement industriel qui souligne la nécessité d’établir un lien entre l’industrie et le programme de développement de façon plus générale. Une brochure utile, intitulée “Industry for inclusive and sustainable development”, largement diffusée auprès des États membres et d’autres entités, renforce le message selon lequel

<sup>2</sup> A/RES/67/225.

le développement industriel durable est la seule solution pour atteindre les objectifs globaux d'élimination de la pauvreté et de réduction des disparités de revenus tout en minimisant les dégâts causés à l'environnement.

L'ONUDI a également continué à collaborer étroitement avec le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU et avec d'autres organismes des Nations Unies à la mise en œuvre de l'examen triennal complet des activités opérationnelles de développement menées par le système des Nations Unies, et à la formulation de propositions à l'intention des États membres concernant des options pour une nouvelle procédure d'examen quadriennal complet, adoptée par l'Assemblée générale en décembre.

En mars, l'ONUDI et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en coopération avec le Pacte mondial, ont accueilli la réunion annuelle des agents de liaison des Nations Unies avec le secteur privé. Avec plus de 130 représentants d'organismes des Nations Unies et du secteur privé, la réunion de cette année, intitulée "Accélérer les partenariats entre l'ONU et les entreprises", a enregistré une participation record à ce jour, ce qui montre l'intérêt croissant accordé aux partenariats entre l'ONU et le secteur privé pour relever les défis du XXI<sup>e</sup> siècle. Dans les recommandations issues des séances plénières et des séances des groupes de travail, il a été demandé avec insistance que soient mis en œuvre des modèles de partenariats stratégiques susceptibles d'induire un changement systémique.

En novembre, l'ONUDI a accueilli la cinquième Exposition mondiale annuelle sur le développement Sud-Sud au Palais de la Hofburg, à Vienne, en coopération avec le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud. Pour des informations complémentaires sur cette manifestation majeure, voir le chapitre 2.

## Unis dans l'action

L'initiative "Unis dans l'action" a été mise en place pour répondre au besoin exprimé par les États membres d'améliorer la cohérence, l'efficacité et la pertinence de l'action des organismes des Nations Unies qui s'occupent du développement. Bien que lancée à titre expérimental en 2006, elle a radicalement changé la façon dont ces organismes mènent leurs activités. Suite aux conclusions d'une évaluation indépendante des enseignements tirés des projets pilotes de l'initiative et aux conférences de haut niveau sur

cette approche, la résolution historique sur la procédure d'examen quadriennal complet (voir plus haut) a reconnu pour la première fois le modèle de l'initiative "Unis dans l'action"<sup>3</sup>. L'ONUDI est l'un des 36 fonds, programmes, institutions spécialisées et entités du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies qui participent à cette initiative qui couvre actuellement plus de 50 pays. Dès le début, elle a contribué à la conception des programmes et autres piliers de l'initiative et dirigé, aujourd'hui encore au niveau des pays, plusieurs groupes de travail du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement dont le mandat couvre ses priorités thématiques. Dans un rapport du Groupe de l'évaluation publié en mai, l'ONUDI est apparue comme un moteur important dans la promotion du développement industriel et la satisfaction des priorités nationales<sup>4</sup>.

En 2012, l'ONUDI a pu exécuter plus de 90 % des activités qu'elle avait prévues, notamment avec les 5 millions de dollars de fonds mis à disposition au titre de l'initiative "Unité d'action des Nations Unies". Ce chiffre devrait progresser en 2013 parce que les États membres s'engagent de plus en plus en faveur de l'initiative et préfèrent même contribuer aux Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies plutôt que de financer unilatéralement tel ou tel organisme. L'ONUDI a donc dû s'assurer tout au long de l'année une grande visibilité lors des réunions de partenaires donateurs et autres. En même temps, sa participation lui a donné l'occasion de montrer qu'elle est un partenaire utile dans la mise en œuvre de cette approche à l'échelle du système et d'asseoir encore sa crédibilité tant auprès des États membres qu'auprès des autres organismes des Nations Unies. En conséquence, les contributions de l'ONUDI ont été pleinement prises en compte dans divers accords relatifs aux programmes de pays. L'ONUDI a également signé ou prolongé des mémorandums d'accord avec les huit pays pilotes de l'initiative et les nouveaux pays qui y ont adhéré, dont l'Indonésie, le Kirghizistan, le Malawi, le Monténégro et la Sierra Leone. Grâce à un dialogue continu avec les mécanismes de travail du GNUD aux niveaux régional et mondial, l'ONUDI a pu faire en sorte que ses points de vue soient également pris en compte dans les accords, politiques et lignes directrices pertinents élaborés à l'échelle du système.

<sup>3</sup>A/RES/67/226.

<sup>4</sup>ODG/EVA/11/R.60.

## Notre vocation régionale

### Les programmes régionaux

La présence au sein de l'ONUDI de services connaissant bien les problèmes de développement industriel durable de certaines régions compte beaucoup pour l'impact et l'efficacité de ses activités de coopération technique. Les programmes régionaux mettent à contribution des spécialistes des services techniques chargés de la formulation, de l'exécution et du suivi des projets et programmes de l'Organisation, suivent de près ce qui se passe dans les pays qui relèvent de leur compétence et ont une perspective globale unique des conditions socioéconomiques et des activités relatives au développement industriel de leur région. C'est d'abord vers eux que se tournent les représentants des États membres et d'autres partenaires pour obtenir des informations sur les activités de l'ONUDI prévues ou en cours dans leur pays. Certaines des activités mises en œuvre dans le cadre de ces programmes en 2012 sont décrites brièvement dans les paragraphes qui suivent.

#### Afrique

L'une des activités marquantes menées par l'ONUDI en Afrique en 2012 a été la Conférence de deux jours sur les stratégies de promotion de la diversification économique, l'accent étant mis sur les investissements dans les secteurs agro-industriel et pharmaceutique. Tenue à Addis-Abeba en juin, en coopération avec le Département du commerce et de l'industrie de la Commission de l'Union africaine, cette conférence a rassemblé plus de 200 participants comprenant des ministres africains de l'industrie, des experts du secteur industriel ainsi que des représentants d'organismes des

Nations Unies, de commissions régionales, de banques de développement régionales et du secteur privé. Une plateforme interentreprises organisée en marge de la Conférence pour offrir une vitrine aux entreprises africaines des secteurs agro-industriel et pharmaceutique a permis d'établir plusieurs arrangements de collaboration concrets; trois mémorandums d'accord ont été effectivement signés durant la Conférence, ce qui montre le grand intérêt que manifestent les participants des secteurs public et privé pour les coentreprises. Des liens Sud-Sud ont également été tissés entre des pays émergents et des pays africains pour le financement et la mise en œuvre d'activités de coopération technique dans ces deux secteurs clefs. Le commerce interafricain a été examiné de même que le rôle de l'État pour améliorer l'environnement économique notamment par des politiques d'investissement saines, une qualité et des normes efficaces et une infrastructure améliorée.

Des responsables de l'Union africaine se sont rendus à l'ONUDI en septembre pour assister à la table ronde "Asie 2050" (voir ci-après) et ont profité de cette occasion pour discuter de plans futurs. L'ONUDI a accepté de travailler avec l'Union africaine sur ses contributions à la cinquième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, qui se tiendra en juin 2013, et où elle organisera une manifestation parallèle sur une stratégie de croissance verte pour l'Afrique. L'ONUDI a également fait appel aux donateurs et aux partenaires de l'Union africaine pour mobiliser des fonds pour le programme de l'Initiative pour le développement de l'agribusiness et des agro-industries en Afrique et pour appuyer l'organisation de la Conférence de 2013 des ministres africains de l'industrie.

En juillet, un accord a été signé entre l'ONUDI, la Communauté d'Afrique de l'Est et IPACK-IMA — l'un des principaux organisateurs mondiaux d'expositions

**“Pour transformer des perspectives prometteuses en opportunités d'emploi pour ses jeunes, l'Afrique doit diversifier son économie.”**

Kandeh K. Yumkella, Directeur général de l'ONUDI

commerciales — concernant l'organisation d'une grande exposition sur le traitement et le conditionnement en 2014 au Kenya. Parallèlement, le Directeur général de l'ONUDI et le Secrétaire général de la Communauté ont examiné des domaines potentiels de coopération, y compris l'aide que l'ONUDI pourrait apporter à une stratégie de développement industriel. Les autres questions clés examinées ont notamment été la mise en œuvre de la plate-forme de suivi des investissements de l'ONUDI dans la région, la création d'un centre des énergies renouvelables, un nouveau programme de renforcement des capacités commerciales, un programme de mise à niveau industrielle et centre de transfert de technologie et un projet régional de chaîne de valeur alimentaire.

### *États arabes*

Manifestation importante dans la région des États arabes en 2012, l'exposition et le forum sur les technologies vertes tenus au Bahreïn en mars avec l'appui de l'ONUDI. Première du genre au Royaume du Bahreïn, l'exposition "Green Tech 2012" a été organisée sous les auspices de la Commission publique pour la protection des ressources, de la faune et du milieu marins. Cette manifestation de trois jours, qui était axée sur les énergies renouvelables, la gestion de l'eau, la gestion des déchets et un mode de vie écologique, a permis à des exposants de plus de 100 entreprises nationales et étrangères de présenter leurs produits de consommation, services et technologies respectueux de l'environnement. Elle a aussi établi une référence pour des projets environnementaux que le Bahreïn pourrait continuer à développer, y compris le fait que ce pays pourrait éventuellement devenir un centre régional pour la production propre. L'exposition "Green Tech" a été considérée comme la première d'une série de manifestations, dont la prochaine, à laquelle l'ONUDI sera à nouveau étroitement associée, se tiendra en 2013.

Une autre manifestation portant sur le développement durable s'est tenue aux Émirats arabes unis en juin. Il s'agit de la deuxième Conférence internationale sur l'environnement d'Adjman qui a été organisée à l'Université des sciences et de la technologie de l'émirat d'Adjman. Sur le thème d'une approche innovante de la durabilité, la Conférence a rassemblé des décideurs, des responsables de la réglementation, des représentants du secteur privé, des professionnels, des jeunes et des intellectuels dans une démarche visant à trouver des solutions originales et pratiques aux défis communs que doit relever le

développement durable. Elle a également présenté des informations actualisées sur les dernières technologies qui pourraient être mises en œuvre pour favoriser le développement durable. L'ONUDI a fait un discours liminaire sur le thème de la croissance verte, de l'innovation et du développement durable et a présidé la séance sur les technologies et l'innovation.

À Vienne, l'ONUDI a participé activement au sixième Forum économique arabo-autrichien et à la Conférence internationale sur les perspectives de coopération entre le Soudan et l'Europe pour la paix et le développement régionaux. Tenue en octobre sous le patronage du Vice-Chancelier autrichien et Ministre des affaires européennes et internationales et du Ministre soudanais des affaires étrangères, cette conférence de haut niveau était la cinquième d'une série de conférences organisées à Vienne pour une paix durable au Soudan. Les débats des participants, qui venaient de 17 pays d'Europe, de la région arabe et d'Afrique, ont été centrés sur les moyens d'encourager les investissements étrangers au Soudan en vue d'assurer un avenir prospère et la stabilité dans toute la région.

La stratégie de l'ONUDI pour les pays du monde arabe a été présentée aux États membres lors d'une réunion d'information spéciale en septembre ainsi qu'à l'Académie diplomatique de Vienne le mois suivant. En avril, l'ONUDI a examiné avec des représentants de la Chambre de commerce et d'industrie brésilienne des possibilités de coopération Sud-Sud entre l'Amérique latine et les pays arabes.

### *Asie et Pacifique*

L'Asie est sans doute le continent qui présente le plus de disparités de développement. Elle comprend à la fois un certain nombre de pays qui se développent rapidement et qui ont déjà atteint le statut de pays à revenu intermédiaire et certains des pays les plus pauvres du monde. Une table ronde tenue à Vienne en septembre et organisée par l'ONUDI en coopération avec la Banque asiatique de développement, la Fondation autrichienne pour la recherche pour le développement international et la Chambre de commerce fédérale autrichienne, a examiné des moyens de parvenir à un développement durable et inclusif dans la région. Intitulée "Asia 2050: the sustainable route to prosperity" (Asie 2050: la voie durable vers la prospérité), elle a étudié le problème des pays pris au "piège du revenu intermédiaire", qui ne sont en mesure de faire face ni à la concurrence des économies à faibles salaires ni à celle des économies avancées. Cette table ronde a réuni des experts et des responsables politiques régionaux

de pays asiatiques, ainsi que des praticiens internationaux du développement et des représentants de l'industrie, d'universités et d'organisations régionales et internationales et d'organisations de la société civile actives dans les domaines du développement durable et du commerce. En septembre, l'ONUDI a signé une déclaration commune avec la Banque asiatique de développement visant à renforcer la coopération sur des projets de recherche et de coopération technique.

La stabilité et la prospérité ont été les thèmes de la cinquième Conférence de haut niveau sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan, tenue à Douchanbé en mars, qui a rassemblé des représentants de plus de 40 pays. La Conférence a examiné des moyens de consolider la coopération et les partenariats en faveur de la paix et de la prospérité en Afghanistan et a passé en revue un certain nombre de projets, dont 17 projets en cours d'élaboration auxquels l'ONUDI a contribué. Les principaux orateurs ont été notamment les Présidents de l'Afghanistan, du Pakistan, de la République islamique d'Iran et du pays hôte, le Tadjikistan. L'ONUDI a ensuite participé à la Conférence de Tokyo sur l'Afghanistan, accueillie par le Japon en juillet, lors de laquelle le Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo a été établi pour coordonner les efforts déployés par le Gouvernement et la communauté internationale afin d'assurer la croissance économique et le développement en Afghanistan. La Conférence de Tokyo a en outre mis en place un cycle régulier de réunions permettant d'assurer une coopération et une coordination continues. L'ONUDI a pris part à un colloque sur le thème de la nouvelle route de la soie: l'Afghanistan après 2014 et la coopération

États-Unis-Japon avec l'Asie du Centre-Sud, tenu parallèlement à la Conférence de Tokyo sur l'Afghanistan.

Comme suite aux visites des représentants de l'Université de commerce international et d'économie de Beijing en 2011 et 2012, l'ONUDI a aidé à préparer un document de travail sur sa future coopération avec la Chine qui a suscité une réaction très positive de la part de la Mission permanente de la Chine auprès de l'ONUDI ainsi que des ministères concernés dans la capitale. Elle a également aidé à rédiger une brochure en chinois sur les 40 ans de coopération entre l'ONUDI et la Chine.

### *Europe et États nouvellement indépendants*

La région de l'Europe et des États nouvellement indépendants s'étend sur 25 millions de km<sup>2</sup> et compte environ 480 millions d'habitants et 31 pays extrêmement divers du point de vue de la géographie, de la population et du développement socioéconomique.

Deux pays de la région, l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan, ont demandé une assistance en 2012 pour élaborer un cadre de coopération future avec l'ONUDI. Les priorités de développement recensées dans le programme Azerbaïdjan-ONUDI étaient notamment le secteur non pétrolier, l'environnement et l'énergie, la promotion des investissements et le transfert de technologie, le renforcement de l'infrastructure et l'agro-industrie. L'avant-projet de programme pour l'Ouzbékistan est centré sur la modernisation et la mise à niveau, la compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME), l'innovation et le transfert

**“La coopération entre l'UE et l'ONUDI a permis d'obtenir des résultats tangibles dans les pays partenaires par la stimulation de la diversification économique et de la compétitivité, et par la facilitation de l'accès aux marchés externes grâce au soutien à la mise en conformité aux règles et normes internationales.”**

Déclaration conjointe du Commissaire européen au développement, Andris Piebalgs, et du Directeur général de l'ONUDI, Kandeh K. Yumkella, octobre 2012

de technologie, le développement des groupements de PME, des consortia d'exportateurs et des liens commerciaux, et la création d'un environnement favorable pour les entreprises. Une demande faite à l'ONUDI par le Gouvernement kazakh en 2011 a abouti à la soumission, début 2012, d'un cadre de programmation de pays pour 2012-2015 qui comprend plusieurs éléments. L'élément sur le développement des entreprises industrielles en coopération avec le Damu Entrepreneurship Development Fund a été approuvé et sa mise en œuvre débutera en 2013 (voir aussi chapitre 2). Les autres éléments du programme de pays sont actuellement examinés par le Gouvernement.

L'une des principales activités de l'ONUDI dans la région est un projet d'une valeur de 2,2 millions de dollars, financé par la Fédération de Russie, qui est destiné à approfondir la coopération industrielle internationale et l'intégration entre les pays de la Communauté économique eurasiennne. Lancé en 2010, le projet vise à créer un espace économique commun et est appuyé par des centres pour la coopération industrielle internationale récemment mis en place en Arménie, au Belarus, au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Tadjikistan. Les représentants des États membres de la région ont été informés de l'état d'avancement du projet lors d'une réunion spéciale en février.

Les parcs industriels ont un rôle vital à jouer en tant que vitrines de nouvelles technologies et pratiques durables. Une conférence tenue à Bakou en avril s'est notamment intéressée à la façon dont une nouvelle génération de parcs éco-industriels contribuait à la diversification des économies d'Europe orientale et d'Asie centrale. Après le succès du Sumgait Technology Park ouvert récemment, le Gouvernement azerbaïdjanais a sollicité l'appui de l'ONUDI pour organiser cette manifestation de deux jours pour présenter les approches innovantes et l'appui technique offerts par l'Organisation. Une soixantaine de hauts représentants gouvernementaux ont visité Sumgait pour voir directement un parc éco-industriel moderne en exploitation.

L'ONUDI a un partenariat de longue date — avalisé par l'Assemblée générale des Nations Unies — avec l'Organisation de coopération économique, organisation intergouvernementale régionale créée initialement par le Pakistan, la République islamique d'Iran et la Turquie en 1985 pour promouvoir la coopération économique, technique et culturelle entre ses États membres<sup>5</sup>. En 2012, cette coopération

est montée d'un cran avec la désignation de points de contact au sein de chaque organisation et la formulation d'un plan d'action recensant les domaines où des initiatives conjointes peuvent être menées. L'appui de l'Organisation de coopération économique aux projets de l'ONUDI inclura un financement, un appui logistique et une assistance technique.

Une autre réunion, tenue en septembre, a porté sur les moyens de mieux coordonner les activités dans la région. Elle a donné aux fonctionnaires des Nations Unies chargés de la coordination des bureaux nationaux et régionaux l'occasion de prendre langue avec des coordonnateurs régionaux et mondiaux, notamment avec le Bureau de coordination des activités de développement et l'équipe régionale du GNUM.

### *Amérique latine et Caraïbes*

Une initiative importante a été lancée dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes en 2012 pour permettre aux pays de savoir exactement où ils en sont en termes de croissance verte d'après une échelle conçue par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ainsi que des indicateurs établis pour la région par le PNUE. En collaboration avec l'OCDE, le PNUE, la Banque de développement d'Amérique latine (CAF) et le Système économique latino-américain et des Caraïbes, l'ONUDI a mis en place un cadre de suivi de la croissance verte dans sept pays pilotes — la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Guatemala, le Mexique, le Paraguay et le Pérou — et a organisé des ateliers, des vidéoconférences et des formations en ligne pour présenter la méthodologie, suivre les progrès et présenter des rapports préliminaires sur les indicateurs de croissance verte aux hauts responsables gouvernementaux, aux experts internationaux et au secrétariat de l'OCDE.

Des rapports actualisés ont été communiqués à des experts et des responsables politiques de la région au cours de la semaine de l'utilisation rationnelle des ressources en Équateur, organisée par l'ONUDI en septembre en coopération avec le Ministère équatorien de l'industrie et de la compétitivité et l'Association latino-américaine de l'énergie. Vingt pays de la région ont rencontré des experts régionaux et nationaux pour échanger des données d'expérience sur une série de sujets liés à l'utilisation rationnelle des ressources pendant l'année que l'ONU a déclarée "Année internationale de l'énergie durable pour tous". L'ONUDI a coorganisé trois des quatre manifestations qui ont eu lieu pendant cette semaine et les participants ont pu profiter de sa vaste expérience. La manifestation s'est achevée avec

<sup>5</sup> Afghanistan, Azerbaïdjan, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Pakistan, Tadjikistan, Turkménistan, Turquie.

succès par la conclusion d'un accord sur une proposition stratégique commune qui prévoit notamment que l'ONUDI trouve des donateurs pour appuyer la croissance verte en Amérique latine et dans les Caraïbes et élabore un plan d'action pour 2013-2014 à partir des conclusions et recommandations issues des différentes réunions tenues pendant la semaine.

Une autre initiative importante a été lancée en 2012 en vue d'améliorer la productivité et la compétitivité du secteur agro-industriel uruguayen. La première étape de ce projet autofinancé d'une valeur de 1,8 million de dollars consiste à doter le secteur de ressources humaines qualifiées dans le domaine des techniques d'automatisation et de la régulation des processus.

L'année 2012 a vu le développement de la banque du savoir industriel d'Amérique latine — mécanisme de coopération multipartite visant à répondre aux besoins urgents en matière de coopération technique des pays d'Amérique latine et des Caraïbes — qui compte à présent au nombre de ses partenaires l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, l'Équateur, l'Espagne, Panama, le Paraguay et le Suriname. La banque a continué à promouvoir la coopération Sud-Sud en renforçant les échanges de compétences spécialisées et de savoir-faire et en remplissant la fonction de "roue de la connaissance" qui permet aux établissements membres de jouer alternativement le rôle de donateur et de bénéficiaire. Grâce à une contribution du Gouvernement espagnol, la banque a facilité la conclusion de plus de 40 arrangements de coopération technique représentant un total de 100 semaines de travail au quart du coût habituel. Elle dispose actuellement de plus de 400 semaines de travail données par plus de 30 organisations associées.

## Notre fonction de liaison

### L'ONUDI à Bruxelles

Le rôle du Bureau de Bruxelles consiste à renforcer le partenariat de l'ONUDI avec l'Union européenne, son plus gros bailleur de fonds, et avec d'autres partenaires de développement représentés à Bruxelles. La présence de l'Organisation dans la ville siège de l'Union européenne a permis d'instaurer une coopération solide entre les deux institutions qui allie dialogue sur les politiques et coopération technique conjointe en faveur des pays en développement. Au cours des six dernières années, l'UE a versé plus de 100 millions

d'euros pour des projets exécutés par l'ONUDI dans 70 pays en développement.

Signe de ce partenariat renforcé, les deux institutions sont convenues de tenir leur première réunion d'examen de haut niveau à Bruxelles en octobre. À cette occasion, le Directeur général de l'ONUDI et le Commissaire européen au développement, avec le Service européen pour l'action extérieure, ont réaffirmé leur conviction selon laquelle les expériences de coopération fructueuses devaient être reproduites et de nouvelles opportunités de coopération devaient être trouvées dans les domaines où le mandat de l'ONUDI coïncide avec la politique de l'UE en matière de développement. La nouvelle politique de l'UE "Agenda pour le changement" offre une bonne base de coopération pour l'avenir car elle est centrée sur la croissance inclusive et le développement durable et correspond donc étroitement aux priorités de l'ONUDI en matière de développement.

En février, l'initiative "Énergie durable pour tous" a été lancée conjointement par l'UE et l'ONUDI au Parlement européen à Bruxelles et une résolution sur l'accès universel à l'énergie d'ici 2030 a été adoptée. Quelques mois plus tard, le Sommet de l'UE "Énergie durable pour tous" s'est tenu à Bruxelles avec la participation du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et du Directeur général de l'ONUDI qui a présidé plusieurs discussions avec des ministres européens de la coopération pour le développement, animé une session sur les moyens de catalyser la croissance et de rendre possible le changement et fait un discours d'orientation sur une approche soucieuse de l'égalité des sexes et fondée sur les droits concernant l'accès à l'énergie et la gouvernance. À cette occasion, le Président de la Commission européenne a annoncé une contribution de 450 millions d'euros pour les politiques et projets relatifs à l'énergie qui seront menés dans les pays en développement dans les années à venir. L'UE a renouvelé son appui à l'initiative Énergie durable pour tous lors de diverses manifestations organisées pendant l'année, dont la Conférence Rio+20.

Des discussions tenues en février entre le Directeur général et le Commissaire européen à l'agriculture sur le secteur agro-industriel en Afrique ont abouti à la proposition d'organiser un séminaire conjoint sur ce sujet en 2013. En juin, le Directeur général a participé au lancement de la Plate-forme de l'UE sur l'utilisation rationnelle des ressources mise en place par le Commissaire européen à l'environnement. L'UE a appuyé avec un grand intérêt la Plate-forme pour l'industrie verte de l'ONUDI lancée dans le courant du mois à la Conférence Rio+20 (voir chapitre 4). Lors de discussions

sur la coopération en Afrique menées en novembre avec le Commissaire européen à l'industrie et aux entreprises, ce dernier a promis un appui à la Conférence de haut niveau ONUDI-UA-UE sur la coopération industrielle devant se tenir en 2013 dans le cadre de la Conférence des ministres africains de l'industrie.

De nouveaux accords ont été signés en 2012 pour des projets majeurs en Côte d'Ivoire (formation professionnelle et emploi des jeunes), en Haïti (services nationaux de contrôle de la qualité), au Mozambique (appui à l'environnement économique et facilitation du commerce) et dans la région méditerranéenne (conférence régionale sur l'emploi productif des jeunes à Tunis). Un volume important de programmes conjoints est en cours d'élaboration et devrait conduire à une nette augmentation de la coopération en 2013. Dans le cadre de l'élaboration des nouveaux programmes de l'UE pour 2014-2020, des consultations plus systématiques entre les représentants de l'UE et les fonctionnaires des bureaux extérieurs de l'ONUDI sur de nouvelles activités conjointes ont été entreprises pendant l'année considérée et se poursuivront en 2013.

Outre le développement de la coopération UE-ONUDI, le Représentant de l'ONUDI à Bruxelles présente régulièrement les politiques et activités de l'Organisation à différents publics allant des parlementaires aux ambassadeurs et de l'industrie aux groupes de réflexion.

## L'ONUDI à Genève

Avec 22 organisations internationales basées à Genève et 23 missions permanentes auprès de l'ONUDI, le Bureau de l'Organisation à Genève joue un rôle essentiel pour assurer une coordination étroite avec des organisations sœurs et les États membres qui ne sont pas représentés à Vienne, ce qui permet une communication et une circulation optimales de l'information avec le siège. Il a représenté l'ONUDI à plus de 110 conférences, manifestations, ateliers et séminaires organisés par la communauté internationale à Genève. Il a entretenu des contacts avec la société civile, les milieux universitaires et le secteur privé à travers sa participation à de nombreuses manifestations et ateliers, tels que la série des déjeuners internationaux de Genève, un forum pour des cadres et professionnels de la communication et de la politique de haut niveau sur les défis actuels que pose le système multilatéral, auquel ont été conviés des spécialistes de la gouvernance internationale. Des étudiants participant au

programme d'études à l'étranger de la School for International Training du Vermont (États-Unis) ont eu l'occasion de découvrir les activités de l'ONUDI dans le cadre de cours spéciaux organisés par le Bureau de Genève. Des lycéens ont assisté à une présentation des initiatives de l'ONUDI en matière d'énergie lors de la Journée portes ouvertes de l'Organisation des Nations Unies en septembre.

Outre des contacts réguliers avec des organisations sœurs — en particulier la Commission économique pour l'Europe, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'Organisation internationale du Travail, l'Union internationale des télécommunications (UIT) et l'Organisation mondiale du commerce —, le Bureau de Genève a participé aux travaux de groupes de travail tels que le Groupe interinstitutions des Nations Unies sur le commerce et les capacités productives et le Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale qui ont conduit à la formulation de plusieurs projets de coopération technique impliquant l'ONUDI. Il a aussi représenté l'ONUDI à des réunions du Cadre intégré renforcé.

Dans le domaine des produits pharmaceutiques et des médicaments essentiels, l'ONUDI a renforcé sa coopération avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, l'Organisation mondiale de la Santé et la Facilité internationale d'achat de médicaments (UNITAID), mécanisme international d'achat de médicaments qui assure un financement à long terme des traitements contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose dans les pays en développement. À travers son bureau de Genève, l'ONUDI a contribué à l'organisation d'une session spéciale de la cinquième Conférence des ministres de la santé de l'Union africaine, tenue à Genève en mai. Cette conférence a examiné et approuvé le plan de travail du Plan relatif à la fabrication de médicaments pour l'Afrique, élaboré avec l'aide de l'ONUDI.

L'ONUDI et les chefs de secrétariat de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle ont signé un accord en avril en vue de renforcer le développement d'activités conjointes dans des domaines liés aux sciences et à la technologie, à la promotion de l'innovation, au développement du secteur privé et au renforcement des capacités commerciales. Les deux organisations travailleront ensemble pour renforcer la capacité des pays en développement à utiliser les sciences, la technologie et l'innovation pour relever des défis majeurs de développement dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, de l'eau, de la santé publique et des océans.

Grâce à d'étroits échanges avec d'autres organismes du système des Nations Unies, le Bureau de l'ONUDI à Genève

transmet des informations cruciales au siège à partir desquelles les responsables peuvent prendre des décisions, adopter des stratégies et des approches, élaborer des projets de coopération technique et jouer un rôle important dans les activités de forum mondial. En 2012, le Bureau de l'ONUDI a apporté un appui à 65 missions menées par des fonctionnaires de l'Organisation pour assister à des réunions multilatérales et avoir des discussions avec des organisations sœurs. Une série de réunions ont eu lieu avec le Corps commun d'inspection et l'UIT en vue de comparer des données d'expérience et des meilleures pratiques concernant l'application de progiciels de gestion intégrés.

## L'ONUDI à New York

En raison de sa proximité avec le Siège de l'Organisation des Nations Unies, l'Assemblée générale et d'autres organes de décision, le rôle du Bureau de l'ONUDI à New York est quadruple: il positionne stratégiquement l'ONUDI dans les processus intergouvernementaux et interinstitutions et dans les débats internationaux sur le développement; il coordonne la collaboration de l'ONUDI avec le système des Nations Unies; il améliore la visibilité de l'ONUDI vis-à-vis des États membres en tant qu'acteur incontournable sur la scène internationale du développement; et il fournit un appui sous forme d'analyses et d'aide à la programmation au Directeur général et aux fonctionnaires du siège. En 2012, Année internationale de l'énergie durable pour tous, des initiatives spéciales ont été prises pour montrer à la fois les réalisations de l'ONUDI et son importance en tant que partenaire. En février, les missions permanentes auprès de l'ONU ont reçu des informations préalables à la Conférence Rio+20 et ont assisté, en avril, à un séminaire organisé par l'ONUDI, avec l'appui des Gouvernements allemand, philippin et suisse, sur la contribution de l'utilisation rationnelle des ressources et de l'énergie au développement durable dans le contexte de la Conférence Rio+20. Le séminaire a présenté aux participants l'Initiative pour une industrie verte de l'ONUDI ainsi que les conclusions clés du *Rapport 2011 de l'ONUDI sur le développement industriel* intitulé "L'efficacité énergétique industrielle pour une création durable de richesses: récolter les dividendes environnementaux, économiques et sociaux".

En juin, le Directeur du Bureau de New York a fait un discours d'orientation lors d'une Conférence annuelle organisée par le Sustainable Energy Fund, organisation indépendante à but non lucratif basée en Pennsylvanie (États-Unis),

où il a présenté des arguments en faveur d'une révolution industrielle verte. La Conférence avait pour objet d'examiner la question de l'énergie durable au niveau local, au niveau des États et au niveau national dans le cadre de débats sur l'avenir de l'énergie durable en Amérique. Elle a également examiné la façon dont les efforts du pays pour préparer un avenir avec une énergie durable étaient liés à ceux menés par les Nations Unies dans le monde entier. La Conférence a en outre fourni une plate-forme pour promouvoir l'initiative Énergie durable pour tous ainsi que l'Initiative pour une industrie verte et la Plate-forme pour l'industrie verte de l'ONUDI. L'ONUDI a de nouveau coopéré avec Sustainable Energy Fund six mois plus tard pour l'organisation d'une manifestation sur l'énergie à Philadelphie (États-Unis) qui avait pour but de faire connaître l'initiative Énergie durable pour tous et d'encourager la participation de différents partenaires. Des représentants de l'ONU, de Gouvernements, y compris du Département d'État, du secteur privé, des milieux universitaires, du secteur industriel et de la société civile se sont penchés sur les difficultés de mise en œuvre de l'initiative aux niveaux local et mondial dans le cadre d'un débat de haut niveau animé par l'ONUDI. L'ONUDI a ainsi eu l'occasion de promouvoir son action sur l'énergie durable tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système des Nations Unies.

En novembre, un débat a eu lieu sur le thème du rôle que l'industrialisation et les échanges commerciaux entre pays africains peuvent jouer dans le développement du continent pour mobiliser l'appui international de partenaires importants, dont les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les universités. Ce débat, auquel ont participé plus de 100 personnes, s'est déroulé au Siège de l'Organisation des Nations Unies en marge de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique, le 20 novembre, et a été animé par le Secrétaire général adjoint et Conseiller spécial sur l'Afrique.

Une présence forte, physique, intellectuelle et permanente à New York permet à l'ONUDI de se positionner stratégiquement auprès de nombreux organes de décision des Nations Unies, dont l'Assemblée générale et le Conseil économique et social. Cette présence a été essentielle au cours des consultations informelles tenues pour établir le document final de la Conférence Rio+20. Elle permet en outre à l'ONUDI de jouer un rôle actif au sein de divers groupes consultatifs intergouvernementaux et interinstitutions, équipes spéciales et groupes de travail, dont beaucoup ont contribué de manière importante à la définition du programme de développement pour l'après-2015. Entre autres, l'ONUDI s'est vu confier la tâche de codiriger les

consultations mondiales sur le thème de l'énergie visant à définir une vision et à formuler des recommandations concrètes sur la façon dont l'énergie devrait être prise en compte dans le programme de développement pour l'après-2015. Le Bureau de New York a continué à fournir un appui technique efficace au GNUD, en particulier au Groupe consultatif, son Groupe de travail sur les questions ayant trait au système de coordonnateurs résidents, dont le Directeur du Bureau de New York assure la coprésidence, en même temps qu'il préside le Groupe de référence sur le système de gestion et de comptabilité du GNUD.

L'ONUDI était également représentée à la réunion inter-sessions du Réseau interinstitutions pour les femmes et l'égalité des sexes, tenue en septembre à New York, pour veiller à ce que la question de l'égalité des sexes soit bien intégrée dans le programme de développement pour l'après-2015. Des experts de la question venant du siège de l'ONUDI ont participé à une réunion de suivi organisée en décembre pour faire en sorte que les questions défendues par l'ONUDI soient bien prises en compte dans les recommandations qui émaneraient des consultations thématiques du GNUD sur les inégalités, en particulier l'émancipation économique des femmes et l'énergie. Par la suite, le Bureau de l'ONUDI à New York s'est activement impliqué dans la réunion de groupe d'experts sur l'intégration de la question de l'égalité des sexes dans le programme de développement pour l'après-2015 et dans les objectifs de développement durable tenue en décembre en collaboration avec les points de contact du siège de l'ONUDI pour les consultations thématiques sur les inégalités.

## Notre voix

Comme par le passé, l'ONUDI a utilisé différents outils de communication pour mettre en valeur l'impact de ses projets et améliorer sa visibilité. En 2012, l'Organisation a publié plus de 140 communiqués de presse et a diffusé des produits multimédias, tels que des reportages vidéo disponibles sur son compte YouTube. À la fin de l'année, les comptes Twitter et Facebook de l'Organisation étaient suivis par plus de 12 000 et 3 000 personnes respectivement grâce à des efforts particuliers faits pour assurer une forte présence de l'ONUDI dans les médias sociaux. L'ONUDI s'est également efforcée de mettre en évidence la dimension humaine de ses projets et programmes sur le terrain. Son site Web a été réorganisé avec une nouvelle présentation de "l'unité d'action" de l'Organisation plutôt que de ses différents services et divisions, et avec une sécurité et un contenu améliorés. Les informations de base du site seront disponibles en chinois, en espagnol et en français l'année prochaine. On a veillé tout particulièrement à souligner la fonction de forum mondial de l'ONUDI lors de manifestations importantes tenues pendant l'année, tels que la Conférence Rio+20 et l'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud.

En juillet, le Directeur général a participé à une émission du service mondial de la BBC, *Rendez-vous with Zeinab Badawi*, aux côtés du Président de la Bank of America, Chad Holliday, et de l'épouse de l'ancien Premier Ministre britannique, Cherie Blair, qui dirige une fondation en faveur de l'autonomisation des femmes. Lors d'une autre émission populaire — *African Voices* de la CNN —, près de 200 millions de personnes à



travers le monde ont entendu la voix de l'ONUDI lors de la projection d'une vidéo de 30 minutes sur le Directeur général de l'ONUDI qui peut aussi être visionnée sur YouTube. L'ONUDI a fourni un appui en matière de sensibilisation et de communication à l'initiative Énergie durable pour tous lors de manifestations de lancement à Abou Dhabi, à Accra, à Bruxelles, à Nairobi et à New Delhi, pour n'en citer que quelques-unes, et a produit des vidéos où figurent les Ambassadeurs de bonne volonté de l'ONUDI, Rajendra Pachauri et Marcos Pontes.

S'agissant de l'information écrite, quatre numéros du magazine *Making It* ont été publiés cette année. En plus de l'espagnol et du français, certains numéros ont été traduits en chinois, en coopération avec le Ministère chinois du commerce. Le site Web du magazine comprend tous les articles parus ainsi que des suppléments originaux. À travers ses

comptes Facebook, Twitter et LinkedIn, le magazine transmet les messages clés de l'ONUDI à un public mondial, créant ainsi un réseau d'abonnés fidèles. Le bulletin *UNIDO Times* est également paru régulièrement. Un ouvrage sur l'ONUDI, publié par Routledge, a été distribué aux États membres et à des partenaires clés et le lancement de *Agribusiness for Africa's Prosperity* a été organisé dans plusieurs villes du monde.

Les fonctionnaires du siège, tout comme les partenaires de l'ONUDI, se sont réjouis de recevoir des nouvelles des bureaux extérieurs sous forme de communiqués de presse, d'entretiens avec les médias locaux et d'autres initiatives visant à vulgariser les activités de l'Organisation. Les Bureaux de l'ONUDI au Liban, au Nigéria et au Viet Nam ont fait des efforts notables pour fournir régulièrement des informations actualisées.



## Sortir de la pauvreté

La pauvreté tue, affame, handicape, isole. Elle est le lot quotidien de quelque 1,3 milliard de personnes qui, d'après les chiffres de la Banque mondiale, vivent en dessous du seuil de l'extrême pauvreté avec un revenu inférieur à 1,25 dollar par jour, et 2,6 milliards d'autres personnes, elles, parviennent à survivre avec moins de 2 dollars par jour.

Pour la communauté internationale, la lutte contre la pauvreté est le problème le plus impérieux à régler aujourd'hui. Les objectifs du Millénaire pour le développement ont fixé 2015 comme échéance pour réduire de moitié le nombre de personnes touchées par l'extrême pauvreté et chaque organisme du système des Nations Unies contribue à ce que cet objectif devienne une réalité. L'approche de l'ONUDI se résume le mieux dans les mots du Directeur général:

“Lorsque l'on nous demande si l'ONUDI est utile, ou si l'industrialisation a un sens pour la lutte contre la pauvreté, notre réponse doit se fonder non sur l'idéologie, mais sur des faits, notamment la demande de nos services, qui est immense. Aucune nation ne peut combattre la pauvreté sans créer de richesses, et aucune nation ne peut créer les emplois nécessaires pour les jeunes d'aujourd'hui sans opérer de changements structurels. On peut être en désaccord avec la politique industrielle, mais on ne saurait nier les réalités de ce monde (...) Le développement ne devrait pas être uniquement une affaire d'aide, il devrait aussi être une affaire de création de débouchés pour les gens.”

Le présent chapitre propose divers exemples d'activités menées par l'ONUDI au cours de l'année écoulée qui ont contribué à créer ces débouchés et à porter le système des Nations Unies à une étape plus près de l'atteinte de ses objectifs.

### Services relatifs aux entreprises, à l'investissement et aux technologies

Depuis l'aube de l'humanité, l'innovation et l'investissement dans les technologies ont joué un rôle essentiel dans le développement humain. Pour l'ONUDI, ces deux outils sont indispensables pour réduire la pauvreté et améliorer les moyens de subsistance dans les pays clients et constituent l'épine dorsale de son programme de réduction de la pauvreté.

L'Afrique reste globalement le continent le plus touché par la pauvreté et l'ONUDI a mis en place toute une panoplie de mesures pour répondre aux défis spécifiques du continent. Les données d'enquêtes recueillies par l'ONUDI dans des pays africains sont rassemblées dans les enquêtes sur les investisseurs en Afrique qu'elle publie périodiquement. L'enquête 2011 fournit des informations sur plus de 7 000 entreprises de 20 pays africains ainsi que sur les investissements de qualité de

nature à stimuler le développement à long terme des petites et moyennes entreprises (PME) locales. Elle permet aux pays participants d'évaluer leurs besoins afin d'améliorer le climat d'investissement et de mettre en place les mesures d'intervention adéquates. Les résultats de l'enquête figurent dans le rapport 2011 intitulé *Rapport sur les investisseurs en Afrique: vers des stratégies de promotion des investissements fondées sur des données probantes*, publié début 2012, en partenariat avec la Commission européenne et lancé en février, à Bruxelles, où il a également été présenté plus tard dans l'année lors des Journées européennes du développement (JED) (voir ci-après).

L'Enquête sur l'industrie au Viet Nam 2011, achevée au cours de l'année, a également suscité un intérêt considérable. C'est l'un des résultats d'un projet, terminé en 2012, qui visait à intensifier les flux d'investissements au Viet Nam, en mettant l'accent davantage sur leur qualité, mesurée selon l'impact des investissements directs étrangers (IDE) sur l'économie du pays, que sur leur volume. L'enquête a été faite sur un échantillon de 1 494 entreprises étrangères ou vietnamiennes dans neuf provinces du pays. Des questionnaires ont été distribués et les nombreuses données vérifiées et validées en coopération avec le Bureau général des statistiques et les bureaux provinciaux des statistiques. Le projet comprenait également l'élaboration, le lancement et la maintenance de la Plate-forme de suivi et de gestion des investissements au Viet Nam, base de données d'enquêtes accessible en ligne aux fins d'analyse. L'ONUDI a contribué à former de nombreux utilisateurs à l'utilisation de cette plate-forme.

Le *Rapport sur les investissements au Viet Nam 2011*, préparé en collaboration avec le Ministère vietnamien de la planification et des investissements, est paru en 2012 et a eu un écho retentissant dans les médias vietnamiens. Intitulé

*Understanding the impact of foreign direct investment on industrial development* (Comprendre l'impact des investissements directs étrangers sur le développement industriel), il examine le rôle et l'impact des IDE sur l'emploi et le développement des compétences, le commerce extérieur, la productivité et la création de liens en amont et en aval. C'est un outil utile qui devrait permettre aux décideurs d'élaborer des politiques et des stratégies de promotion des investissements à une étape cruciale du processus de développement du Viet Nam.

Dans le cadre de ses activités relatives aux investissements et de la publication des résultats obtenus, l'ONUDI coopère avec un certain nombre d'institutions universitaires comme la Copenhagen Business School (Danemark), les Universités de Florence et de Parme (Italie) et l'Université de Manchester (Royaume-Uni). Au cours d'un atelier international sur les aspects économiques des interactions mondiales, organisé par l'Institut de l'ONUDI pour le renforcement des capacités, en collaboration avec l'Université Aldo Moro de Bari, l'ONUDI a présenté les principaux résultats d'un projet de recherche conjoint sur les IDE en Afrique. Le mois suivant, elle a coparrainé un séminaire international, organisé par l'Institut équatorien de la propriété intellectuelle, sur le thème "L'Équateur et ses produits d'origine: la propriété intellectuelle comme mécanisme de développement". Tenu à Guayaquil, le séminaire a permis de souligner le rôle de l'ONUDI dans la promotion de produits bénéficiant d'une indication géographique. En octobre, l'ONUDI a organisé une formation pour les pays francophones d'Afrique, au Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail (OIT) à Turin (Italie), en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).



■ Présentation des réalisations de 35 entrepreneurs arabes de huit pays ainsi que de divers produits et services agricoles au pavillon du Bureau de promotion des investissements et de la technologie de Bahreïn.

## Bureaux de promotion des investissements et de la technologie de l'ONUDI

Au cours de l'année écoulée, les bureaux de promotion des investissements et de la technologie de l'ONUDI ont continué à jouer un rôle essentiel pour mobiliser du soutien en faveur de l'ONUDI dans leurs régions respectives. Sis dans sept pays<sup>6</sup>, ils fournissent des services uniques aux entrepreneurs et aux institutions professionnelles et permettent aux investisseurs et fournisseurs de technologies d'identifier des partenaires potentiels. Ils guident les investisseurs potentiels à chaque étape du cycle d'investissement et, ce faisant, donnent des informations complètes sur les possibilités d'investissement. Ils disposent de connaissances de première main sur la conduite des affaires au niveau local et maîtrisent aussi bien les questions juridiques qu'économiques.

À travers son bureau de promotion de Bahreïn, l'ONUDI a coparrainé la huitième Exposition horticole internationale de Bahreïn, tenue en janvier, à Manama, sur le thème de la sécurité alimentaire durable. La manifestation a favorisé les relations entre entrepreneurs des pays arabes et étrangers et a attiré l'attention sur le besoin urgent d'assurer la sécurité alimentaire durable dans la région. L'ONUDI a été saluée pour les efforts qu'elle ne cesse de déployer pour renforcer les activités des entrepreneurs et leur donner des moyens d'action aux niveaux local, régional et international, dans tous les secteurs de l'économie. Le pavillon du Bureau de promotion des investissements et de la technologie de Bahreïn a présenté les réalisations de 35 entrepreneurs arabes de huit pays ainsi que de divers produits et services agricoles, tels que des semences, des fleurs et des fruits et légumes bio ou encore les dernières tendances paysagères. Conçu selon les maisons traditionnelles bahreïnites, le pavillon a reçu le premier prix pour avoir bien illustré le thème de la sécurité alimentaire. Les entrepreneurs arabes ont eu l'occasion de découvrir les meilleures pratiques dans des domaines comme la gestion de l'eau et d'explorer les possibilités de coopération et d'investissements conjoints dans le secteur agricole.

L'ONUDI a deux bureaux de promotion en Chine, l'un à Beijing, l'autre à Shanghai. Au cours de l'année, le bureau de promotion de Beijing a soutenu une initiative conjointe de la Chine et des Pays-Bas qui visait à exploiter l'énergie

marémotrice pour la production d'une énergie propre destinée à alimenter des millions de foyers grâce à une technologie connue sous le nom d'énergie marémotrice dynamique. Un consortium d'entreprises et d'universités néerlandaises s'est associé à un groupe d'entreprises et d'instituts de recherche chinois pour mener des études, le bureau de promotion de Beijing assurant le rôle neutre de facilitateur et de coordonnateur. En partenariat avec le Ministère du commerce et la Commission municipale du commerce de Shanghai, le Centre de promotion des investissements de Shanghai a coorganisé le forum des investissements et du commerce des pays du groupe BRICS (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Fédération de Russie et Inde), tenu en octobre dans cette ville. Environ 160 représentants de ces cinq pays y ont participé.

Le bureau de promotion de l'Italie a joué un rôle clef dans la collaboration entre l'ONUDI, la Communauté d'Afrique de l'Est et IPACK-IMA, l'un des leaders mondiaux de l'organisation de salons professionnels destinés aux entreprises du secteur de la transformation et du conditionnement (voir chapitre 1 et ci-après). Une lettre d'intention a été signée par les trois organisations en juillet pour promouvoir la sécurité alimentaire et l'innocuité des aliments en Afrique. Le bureau de promotion de l'Italie a aussi été impliqué étroitement dans le Forum iraquien du commerce et de l'investissement, organisé par l'ONUDI et le Ministère italien des affaires étrangères et destiné à présenter aux entreprises italiennes les débouchés commerciaux en Iraq. Une manifestation similaire était axée sur les partenariats industriels entre l'Italie et l'Éthiopie. L'ONUDI a présenté plusieurs de ses projets en Éthiopie qui pourraient bénéficier de ce type de partenariat. En octobre, avec le soutien de l'Association indienne des fabricants et exportateurs de cuirs finis, le bureau de promotion de l'Italie a organisé, pour une délégation d'entrepreneurs indiens, un voyage d'étude dans le district italien des tanneurs de Santa Croce sull'Arno.

À la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue en juin à Rio de Janeiro (Brésil) (voir aussi chapitre 4), une équipe du siège de l'ONUDI s'est associée au bureau de promotion du Japon pour organiser, avec le soutien du Gouvernement japonais, une exposition sur les écotechnologies, parmi lesquelles certaines technologies environnementales novatrices, dans le cadre de l'Initiative pour une industrie verte. L'exposition a permis de montrer de bonnes pratiques et des solutions éprouvées pour améliorer l'efficacité énergétique, ainsi que des technologies de lutte contre la pollution dans l'industrie qui pourraient être

<sup>6</sup> L'ONUDI a actuellement des bureaux de promotion des investissements à Bahreïn, en Chine, en Fédération de Russie, en France, en Italie, au Japon et en République de Corée.

transférées à d'autres pays pour les aider à faire face aux défis environnementaux. Plus de 18 000 visiteurs s'y sont rendus et plus de 3 000 personnes se sont relayées sur le stand de l'ONUDI. Les entreprises japonaises qui y participaient ont déclaré avoir eu 342 réunions et échanges individuels avec des visiteurs. À l'Exposition 2012 sur l'innovation verte tenue en novembre à Tokyo, le bureau de promotion du Japon a organisé un stand de l'ONUDI sur le thème "Industrie verte et gestion de l'eau". À son invitation, des représentants du Cambodge, de la Fédération de Russie, du Sri Lanka et du Viet Nam chargés de la gestion de l'eau ont participé à la manifestation.

En septembre, le bureau de promotion de la République de Corée a tenu, à Séoul, à la Chambre de commerce et d'industrie de la ville d'Ulsan, un séminaire sur le commerce et l'investissement pour l'Amérique latine. L'environnement d'investissement local et les perspectives d'expansion sur les marchés étrangers ont été présentés à des représentants des

ambassades d'Argentine, de Colombie, d'Équateur et du Mexique. Environ 40 représentants d'entreprises locales y ont également participé.

En novembre, le bureau de promotion s'est associé à l'Université nationale Chonbuk de Jeonju pour organiser un atelier qui devrait permettre aux étudiants des régions hors de la capitale de mieux comprendre le travail des organismes des Nations Unies représentés à Séoul. Quatre de ces organismes ont pris part à l'atelier, qui entrait dans le cadre du programme de communication du bureau de promotion. Les étudiants ont aussi eu droit à un exposé complet sur l'importance de la promotion des investissements et de la technologie.

En octobre, le Centre de l'ONUDI pour la coopération industrielle internationale de Moscou a organisé une réunion des responsables des bureaux de promotion des investissements et de la technologie afin d'examiner de nouvelles solutions pour le réseau des bureaux de promotion, dans le contexte des services de coopération technique et des

■ L'aide de l'ONUDI en Iraq a été capitale pour la reconstruction d'un secteur privé très touché par des années de sanctions économiques et d'instabilité. Deux projets, financés par l'Italie, sur la promotion des investissements et le développement des entreprises par le biais des technologies de l'information et de la communication, ont été achevés en fin d'année. Le principal objectif de ces projets, qui s'appuyaient sur les bons résultats d'une initiative antérieure de l'ONUDI dans ce domaine, était de redynamiser le secteur privé, en particulier les PME. L'accent était mis en priorité sur la création d'emplois. Dans le cadre de ces projets, afin d'aider les PME irakiennes, des centres de développement de l'entreprise ont été mis en place dans trois gouvernorats du pays, à savoir Bagdad (Ministère de l'industrie et des minerais), Dhi Qar (Chambre de commerce de Nassiriya) et la région d'Erbil au Kurdistan (Ministère du commerce et de l'industrie). Ces centres fonctionnent désormais sur la base d'un partage des coûts et avec un certain niveau d'autonomie qui augure bien de leur pérennité. Des équipes d'experts locaux formés grâce à l'ONUDI ont contribué à renforcer les capacités de près de 600 entrepreneurs irakiens. Presque tous les entrepreneurs des PME ayant bénéficié des conseils sur la conduite des affaires et des services de promotion des investissements proposés par les centres de développement de l'entreprise se sont dits très satisfaits. Outre les 422 entreprises ciblées en priorité par le projet, l'ONUDI a fourni un appui à 189 PME nouvelles ou existantes, contribuant ainsi à la création de plus de 1 000 emplois. Plus de 100 PME ont participé à des voyages d'étude et à des salons qui ont débouché sur 739 entretiens commerciaux bilatéraux au cours desquels 35 accords de partenariats internationaux ont été signés, pour un investissement total estimé à 7 millions de dollars. Les projets comprenaient aussi l'élaboration de 68 profils sur les perspectives d'investissement. Des centres sur les bourses de sous-traitance et de partenariat, pleinement opérationnels dans les trois gouvernorats, ont permis de montrer aux agents locaux comment mettre en relation fournisseurs et acheteurs, et 149 programmes de formation en ligne ont été mis en place avec le concours de l'Université télématique internationale UNINETTUNO, sise à Rome. Le portail d'apprentissage en ligne rassemble les différents modules de formation sur le développement des entreprises, les bourses de sous-traitance et de partenariat, la promotion ainsi que l'évaluation des investissements, et les met à la disposition d'un groupe potentiellement illimité de bénéficiaires.

activités de forum mondial en cours à l'ONUDI. Deux invités de marque étaient présents à la réunion annuelle du bureau de promotion, à savoir Sergei Avdeev, ex-cosmonaute russe, qui a passé plus de 747 jours en orbite autour de la Terre, et Marcos Pontes, Ambassadeur de bonne volonté de l'ONUDI et premier astronaute brésilien. Sergei Avdeev a participé à une présentation sur l'écologie de notre planète vue de l'espace, et Marcos Pontes à celle d'un projet édifiant visant à faire de l'État de Roraima, le plus au Nord et le moins peuplé du Brésil, un État écologique. La réunion était également consacrée à l'examen d'un projet de création d'un espace commun pour les pays de la Communauté économique eurasiennne, reposant sur la mise en place d'un réseau de bureaux de promotion dans la région qui encouragerait la coopération industrielle internationale ainsi que les flux d'investissements et de technologies et élargirait le réseau aux bailleurs des pays émergents. Mise en œuvre par le Centre de l'ONUDI pour la coopération industrielle internationale, l'initiative a posé

des jalons pour les futurs bureaux de promotion de l'Arménie, du Belarus et du Kazakhstan.

## Groupements et réseaux économiques

Dans de trop nombreux pays, les salaires des travailleurs contraints de chercher un emploi dans un autre pays, et souvent sur un autre continent, sont essentiels pour leurs familles qui, sans cela, vivraient dans une pauvreté abjecte. La création d'entreprises locales non seulement génère des emplois qui garantissent des sources de revenus, mais aussi permet aux familles de rester unies et de construire un avenir commun.

Avec une équipe d'experts vouée à la promotion du développement de groupements de PME, l'ONUDI est bien placée pour répondre à ce défi. Au cours de l'année écoulée, elle a fait porter l'essentiel de son action sur les micro-,

■ Malgré des conditions agricoles et climatiques favorables à la production d'oléagineux, le secteur de la transformation d'huile alimentaire en Éthiopie n'a pas encore atteint son potentiel. La faiblesse des niveaux de production et de qualité, l'inadéquation des infrastructures et des installations commerciales, l'insuffisance des services liés au développement des entreprises et le manque de financement ont été quelques-uns des problèmes rencontrés par l'ONUDI lorsqu'en 2010 elle s'est engagée, aux côtés de l'OIT et de la FAO, dans un projet visant à améliorer la fourniture pérenne de matières premières de qualité, l'efficacité de la transformation et l'accès aux marchés en intégrant efficacement le secteur privé dans l'ensemble de la chaîne de valeur des huiles alimentaires. Le projet qui vient de s'achever pour un coût d'un million de dollars, financé par l'Espagne au titre du Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, a permis de donner davantage d'envergure à la petite industrie de transformation d'huile. L'ONUDI a contribué à regrouper les petits transformateurs d'huile au sein de groupements, afin de mieux assurer leur approvisionnement en matières premières, d'améliorer la qualité de leurs produits et de favoriser l'établissement de liens entre agriculteurs et PME. En travaillant main dans la main, plus de 70 petits transformateurs d'huile alimentaire ont pu acheter des matières premières et fournir plus de 3 millions de litres d'huile alimentaire aux raffineries de la capitale. Ils sont actuellement en train de créer leurs propres raffineries et de se relocaliser dans une zone industrielle où ils pourront bénéficier de services communs, notamment de stockage, de traitement des déchets et de conditionnement.

petites et moyennes entreprises (MPME), en veillant en particulier à ce que les entreprises qui luttent pour survivre puissent s'associer à des entreprises homologues en créant des réseaux, des groupements économiques et des consortiums, l'objectif étant de faire en sorte que les MPME soient compétitives sur les marchés intérieurs mais aussi internationaux. Dans le même temps, l'ONUDI a poursuivi son appui aux partenariats public-privé, en mettant tout particulièrement l'accent sur les secteurs de l'agroalimentaire, des matériaux de construction et de l'automobile.

Une conférence sur les groupements d'entreprises comme moteurs de développement économique et social dans la région méditerranéenne s'est tenue en juin, à Izmir (Turquie). Elle était organisée conjointement par l'ONUDI, l'Association des exportateurs égéens et l'Institut pour la compétitivité, réseau mondial non gouvernemental de premier plan destiné aux praticiens, décideurs, chercheurs et dirigeants d'entreprises, qui œuvre à améliorer la compétitivité au niveau des régions et des groupements. L'ONUDI a partagé, avec plus de 200 participants de 15 pays, son expérience en matière de développement, de suivi et d'évaluation de projets de groupements. L'ONUDI et le réseau, organisation non gouvernementale qui s'emploie à renforcer les groupements, étudient actuellement les possibilités de coopération future dans le développement de groupements.

En octobre, l'ONUDI a eu à nouveau l'occasion de promouvoir son approche axée sur le développement de groupements, au cinquième sommet national de la Confédération indienne de l'industrie sur les groupements. Sa présentation sur le développement de groupements et leur renforcement a donné lieu à des discussions concernant la mise en place, avec la Confédération, d'un projet conjoint sur la maintenance industrielle ainsi que l'établissement d'une collaboration dans le cadre de voyages d'étude au cours desquels des experts intervenant sur d'autres projets de l'ONUDI seraient formés en Inde.

Le Monténégro est dans la dernière phase de la transition vers une économie de marché et il parvient à attirer des investissements étrangers directs en dépit de la récente récession. Cependant, de nombreuses PME ont le potentiel nécessaire pour contribuer davantage à l'économie nationale. Dans le cadre du Programme intégré des Nations Unies pour le Monténégro, qui traite de l'inclusion sociale, de la gouvernance démocratique, du développement économique durable et de la protection de l'environnement, l'ONUDI et d'autres organismes des Nations Unies se sont engagés dans un programme visant à favoriser une intégration plus équitable des PME dans les chaînes de valeur et d'approvisionnement nationales et régionales. Ce programme a consisté, dans un premier temps, à recenser les groupements

■ En Égypte, le marché intérieur formel et le marché d'exportation des produits haut de gamme sont hors de portée des cultivateurs de fruits et légumes de Haute-Égypte où le manque de politiques en faveur des pauvres, la marginalisation croissante des agriculteurs et des travailleurs et l'inefficacité des chaînes de valeur horticoles ont conduit à une augmentation de la pauvreté. Pour inverser la situation, un programme conjoint, financé par le Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et dans le cadre duquel l'ONUDI joue un rôle prépondérant, a été élaboré en vue d'améliorer l'efficacité des secteurs horticole et agroalimentaire. En association avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et l'OIT et en partenariat avec le Ministère de l'industrie et du commerce et le Ministère de l'investissement du pays, l'ONUDI aide à améliorer l'accès des petits agriculteurs au marché intérieur et au marché d'exportation, ce qui contribuera à créer des emplois décents et productifs dans la région, pour les femmes comme pour les hommes. Le programme vise à nouer des partenariats viables entre agriculteurs et investisseurs du secteur privé, dans trois localités des gouvernorats les plus pauvres de Haute-Égypte, pour que les chaînes de valeur horticoles puissent offrir des opportunités aux pauvres. Il vise également à favoriser la mise en place, par les petits agriculteurs, de formes entrepreneuriales d'organisation. En outre, le programme associe étroitement l'État au projet afin qu'il introduise des changements politiques et réglementaires qui favoriseront une croissance tirée par le secteur privé qui bénéficie aux pauvres, dans le secteur horticole de la région.

économiques au Monténégro. En s'appuyant sur la méthodologie de l'ONUDI pour le développement de groupements, le pays a adopté une stratégie pour la croissance économique durable fondée sur la mise en place, d'ici à la fin 2016, de groupements économiques. La stratégie comprend un ensemble de mesures concrètes visant à accroître la compétitivité et à améliorer l'accès aux marchés de certains groupements et réseaux de PME. L'ONUDI a entrepris des évaluations préliminaires sur une large gamme de groupements et lancé des activités pilotes, toujours en cours, au sein de certains de ces groupements.

## Partenariats public-privé

Un partenariat public-privé est un accord contractuel de long terme entre un organisme public et une entité privée. En vertu de cet accord, les compétences et les moyens de chaque secteur sont mutualisés dans le dessein de fournir un service ou une installation à l'usage du grand public. Les parties mettent en commun leurs ressources et, de plus, chaque partie assume les risques et retire les avantages associés à la fourniture du service ou de l'installation. Le principe d'un partenariat public-privé en faveur des pauvres est que personne n'y est perdant. Ce type de partenariat ouvre de nouveaux débouchés commerciaux aux

fournisseurs des pays en développement, tout en garantissant une base locale pérenne de fournisseurs, dans des conditions favorables, au partenaire du pays industrialisé.

Le Programme de développement durable des chaînes d'approvisionnement de l'ONUDI a été conçu en coopération avec le distributeur allemand METRO Group, pour permettre aux fournisseurs de satisfaire aux normes de sécurité sanitaire et de qualité des aliments établies dans le cadre de l'Initiative mondiale de la sécurité des aliments (GFSI), fondation à but non lucratif créée en 2000 pour harmoniser les normes de sécurité sanitaire des aliments. Le programme de renforcement des capacités est pérenne car il s'appuie sur un modèle dans lequel les partenaires, dont l'ONU, les États, le secteur privé, les bailleurs de fonds et le milieu universitaire, apportent une contribution financière ou en nature. Les bons résultats du programme ont conduit à son élargissement au secteur non alimentaire ainsi qu'aux questions environnementales, sociales et éthiques.

En février, l'ONUDI a participé à la Conférence sur la sécurité sanitaire des aliments 2012 de la GFSI, tenue à Orlando (États-Unis), où elle a présenté ses expériences concluantes de développement de chaînes d'approvisionnement, menées avec la GFSI et METRO Group en Égypte, en Fédération de Russie et en Inde. En Fédération de Russie, le respect des normes de sécurité sanitaire des aliments et de

À ce jour, le programme a touché plus de 2 000 bénéficiaires de 17 associations d'agriculteurs. Les résultats obtenus sont très encourageants: la productivité des cinq principales cultures horticoles a augmenté de 30 % et les coûts de production de 80 % des agriculteurs ont diminué. Les analyses des laboratoires ont révélé que les trois quarts des agriculteurs étaient parvenus à produire des grenades sans pesticide, vendues à des prix sensiblement plus élevés que ceux du marché. Des serres pilotes ont été mises en place et de nouvelles activités ont été lancées, telles que la production de tomates séchées et la commercialisation de pépins de grenade qui ajouteront de la valeur aux récoltes. Le programme vise également à limiter les obstacles techniques au commerce en aidant les agriculteurs à mettre en œuvre des systèmes internationaux de gestion de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments et en renforçant les moyens d'action des femmes, afin qu'elles satisfassent aux exigences du Sceau de l'égalité des sexes d'ici à avril 2013. Le programme a aussi permis d'aider 1 200 agriculteurs à vendre leur production aux exportateurs, aux transformateurs et aux vendeurs de gros et à générer des recettes d'un montant total de 40 millions de livres égyptiennes pour l'année courante. Les trois quarts des travailleurs de ce secteur étant des femmes, des comités de femmes ont été créés au sein de chacune des associations d'agriculteurs et des formations à l'esprit d'entreprise ont permis à 80 femmes de lancer leur propre micro-entreprise. Le programme aborde également les besoins des jeunes locaux et a, jusqu'ici, permis à 150 jeunes diplômés de facultés agricoles d'accéder aux marchés de l'emploi.



■ Il y a quinze ans, quelque deux millions d'hectares du nord du Nicaragua ont été déclarés réserve de biosphère protégée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). La Réserve de biosphère de Bosawás, un des joyaux écologiques de l'Amérique latine, est riche en biodiversité et largement inexplorée. Des harpies féroces, des fourmiliers géants, des jaguars, des pumas, des singes atèles d'Amérique centrale, des tapirs de Baird et des aras, dont beaucoup sont des espèces rares et menacées d'extinction, ainsi que plus de 150 000 espèces d'insectes, peuplent la région. Plus de 30 000 personnes appartenant aux peuples indigènes Mayangna et Miskito habitent également dans la réserve, le long des berges des cours d'eau, et vivent de l'agriculture de subsistance. Des agriculteurs pauvres d'autres régions sont de plus en plus nombreux à les y rejoindre, engendrant ainsi la déforestation du fait du surpâturage et de l'agriculture sur brûlis, et entraînant des répercussions en termes de changement climatique. Il est ainsi devenu urgent de préserver la réserve de Bosawás.

Un programme conjoint des Nations Unies, financé par l'Espagne au titre du Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, a permis d'améliorer les moyens de subsistance de nombreuses familles, en contribuant à accroître les revenus des populations rurales et à intensifier les services à leur intention. Dans le même temps, il encourage les communautés à prendre elles-mêmes en charge la gestion des bassins hydrologiques et des autres ressources naturelles. Le programme de quatre ans, arrivé à échéance en 2012, était le fruit d'une collaboration entre le Gouvernement nicaraguayen, l'ONUDI et six autres programmes ou organismes des Nations Unies, à savoir le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation panaméricaine de la santé, le PNUD, le PNUE, le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'UNESCO.

L'action de l'ONUDI a essentiellement porté sur la production de cacao. Elle a créé des centres de collecte et des pépinières et contribué à redynamiser et à étendre les plantations. Elle a permis à 266 familles impliquées dans la production de cacao de se structurer au sein de 18 réseaux de producteurs qui facilitent le partage des expériences, la mise en commun du matériel et des équipements et lancent des initiatives commerciales communes. Grâce aux nouveaux réseaux, les producteurs de cacao travaillent désormais de manière plus organisée et collaborative et parviennent à mieux gérer les différentes étapes de la production de cacao, notamment le stockage et l'après récolte. Grâce à la qualité meilleure et plus stable de leurs produits et à l'accroissement de leur production, ils sont en bonne voie pour accéder à des marchés concurrentiels où les prix de vente sont plus élevés. L'ONUDI cherche actuellement à reproduire les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'expérience acquise dans la mise en œuvre de ce projet dans le cadre d'un projet plus large de développement des chaînes de valeur faisant intervenir des partenaires des secteurs public et privé.

bonnes pratiques agricoles par les fournisseurs a connu une nette amélioration, conduisant ainsi à une amélioration de la qualité et à l'accroissement de la quantité des produits commercialisables. Parallèlement, les consommateurs ont eu droit à des produits de meilleure qualité et plus sains et peuvent espérer une plus grande stabilité des prix des denrées alimentaires. METRO Group a signé des contrats avec la majorité des fournisseurs qui sont parvenus à se mettre à niveau.

Au Sommet sur le Viet Nam, organisé en janvier à Hanoi par Economist Conferences, le service chargé des conférences du magazine *The Economist*, l'ONUDI a participé à un panel d'investisseurs étrangers animé par le directeur éditorial pour l'Asie et le Pacifique de l' Economist Intelligence Unit et fait une présentation sur les investissements et les partenariats dans l'industrie.

Plus tard dans l'année, l'ONUDI a eu l'occasion d'exposer son Programme de développement durable des chaînes d'approvisionnement lors d'autres forums. En mars, à une réunion des agents de liaison des Nations Unies avec le secteur privé à Vienne, l'ONUDI a présenté le partenariat public-privé noué avec HOLCIM, un des leaders mondiaux du ciment, qui porte sur la mise en place de mécanismes de microfinancement et d'une formation dans le cadre du projet sur l'habitat durable au Salvador, entrepris au titre de l'initiative Unité d'action des Nations Unies. Elle a indiqué qu'HOLCIM avait manifesté son intérêt pour reproduire le programme dans d'autres pays de la région.

En juillet, l'Organisation a partagé son expérience de développement des chaînes d'approvisionnement dans les secteurs de l'automobile, de l'alimentation, du textile et autres, avec les participants à une conférence internationale à San Salvador. La Conférence sur le développement des chaînes d'approvisionnement a été organisée par la Banque interaméricaine de développement.

Les partenariats public-privé noués par l'ONUDI, en particulier avec METRO Group, ont aussi été présentés aux Journées européennes du développement, forum de deux jours consacré aux affaires internationales et à la coopération pour le développement tenu en octobre au siège de l'Union européenne à Bruxelles. La couverture médiatique importante dont a bénéficié cette manifestation a ouvert des perspectives de partenariats avec des bailleurs de fonds, des ONG et des entreprises du secteur privé.

En outre, l'ONUDI s'efforce de préserver la pérennité des chaînes d'approvisionnement en établissant des partenariats avec des entreprises internationales. Des négociations sont en cours avec de grands distributeurs comme l'entreprise

suédoise du secteur de l'habillement H&M, pour concevoir un projet conjoint sur l'adoption de pratiques commerciales durables du point de vue social et environnemental dans la chaîne d'approvisionnement du textile en Turquie; le distributeur britannique Marks & Spencer, pour mettre au point un projet conjoint fondé sur l'approche de l'ONUDI relative au développement durable des chaînes d'approvisionnement; le distributeur américain Walmart, pour développer des chaînes d'approvisionnement durables en Fédération de Russie; et la chaîne sud-africaine de supermarchés Pick n'Pay, pour mener un programme similaire sur le continent africain. La coopération de l'ONUDI avec l'entreprise japonaise AEON Group est exposée en détail au chapitre 3, et les partenariats noués avec d'autres grands groupes sont présentés dans d'autres parties du présent rapport.

L'ONUDI a travaillé étroitement avec des partenaires pour mettre en place des stratégies dans le secteur pharmaceutique au Ghana et au Kenya; elle est aussi intervenue à l'échelle des entreprises au Botswana, au Cameroun et au Ghana. Elle s'est également impliquée aux côtés de divers organes décisionnels aux niveaux mondial, régional et sous-régional et a adhéré au Groupe d'étude sur les produits pharmaceutiques de la Communauté de développement de l'Afrique australe. L'ONUDI a récemment noué un partenariat avec la Commission de l'Union africaine pour aider à accélérer la mise en œuvre du Plan relatif à la fabrication de médicaments pour l'Afrique. Fortes de l'expérience tirée de la mise en œuvre d'un projet mondial de renforcement de la production locale de médicaments essentiels dans les pays en développement, l'ONUDI et la Commission de l'Union africaine ont élaboré un plan d'activités qui pose les bases d'une approche coordonnée visant à favoriser la production locale de ces médicaments sur l'ensemble du continent africain. La version finale du plan a été examinée en mai à une réunion des partenaires, puis approuvée par les ministres de la santé et entérinée par les chefs d'État de l'Union africaine en juillet, à l'occasion de leur Sommet.

La Commission de l'Union africaine a invité l'ONUDI à poursuivre son appui afin de pouvoir mettre en œuvre le plan d'activités au plus tôt. Une réunion tenue en novembre, à Vienne, a permis de mettre en place un consortium des principaux partenaires de réalisation, dont le PNUD, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, l'OMS, la Banque africaine de développement et d'autres organisations concernées. L'élaboration de solutions complètes, la mobilisation des ressources et la sensibilisation à divers niveaux font partie des autres activités prévues.

# Agribusiness et développement de l'entrepreneuriat rural

## Agribusiness

Les activités de l'ONUDI relatives à l'agribusiness sont axées sur le renforcement du secteur de la transformation des aliments dans les pays en développement et visent à accroître la disponibilité d'aliments sains et nourrissants, d'une part, sur les marchés locaux, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire des pays, d'autre part, sur les marchés internationaux, générant des revenus et créant de la richesse. L'ONUDI joue un rôle de premier plan sur la scène internationale dans le domaine du développement de l'agribusiness et est l'un des chefs de file de l'Initiative pour le développement de l'agribusiness et des agro-industries en Afrique (3ADI).

L'ONUDI a pris part à un certain nombre de conférences internationales sur l'agribusiness au cours de l'année; elle a ainsi pu échanger avec les autres participants l'expérience et le savoir qu'elle a acquis en la matière. En février, à une Conférence internationale sur les technologies de conditionnement et de transformation, le Directeur général a souligné la contribution de l'ONUDI à la promotion de la sécurité sanitaire des aliments et à la sécurité alimentaire, de la ferme au consommateur, en Afrique. Tenue à Milan en Italie, la Conférence était organisée par IPACK-IMA avec le concours du PAM, de la FAO, du Fonds international de développement agricole (FIDA) et de l'ONUDI (voir ci-dessus). Le même mois, l'ONUDI a fait une présentation au Congrès international sur l'alimentation, l'agriculture et la gastronomie, tenu à Antalya en Turquie, et a participé à une conférence-exposition internationale sur la sécurité sanitaire des aliments à Dubaï. En juin, elle a participé à la troisième Réunion des ministres de la pêche d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, tenue à Nadi (Fidji), et en juillet, elle a organisé une manifestation parallèle à la seconde conférence du Partenariat mondial pour le manioc, tenue à Kampala.

En septembre, à la Conférence du Réseau réduction de la pauvreté, équité et croissance (PEGNet) elle a présenté un rapport intitulé *Beyond Corporate Social Responsibility: public-private partnerships in agroindustry development* (Au-delà de la responsabilité sociale des entreprises: partenariats public-privé dans le développement de l'agro-industrie). Le thème de la Conférence, tenue à Dakar, était "Comment créer des liens économiques: exploiter la croissance des pays africains

et les potentialités de réduction de la pauvreté" (voir aussi chapitre 5). L'ONUDI a présenté ses solutions pour construire des économies compétitives dans un monde en mutation. En octobre, au huitième Forum pour le développement de l'Afrique, tenu à Addis-Abeba, elle a fait une présentation à l'occasion d'une table ronde sur les ressources halieutiques. En novembre, elle a organisé l'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud 2012 (voir ci-après).

## Chaînes de valeur

Fort de son expertise et de son expérience en matière d'élaboration et de mise en œuvre de programmes de développement du secteur agro-industriel, l'ONUDI jouit d'une position idéale pour prendre la tête de partenariats au niveau national et impliquer les différents acteurs et partenaires de développement.

Au cours de l'année écoulée, l'ONUDI a poursuivi son travail avec d'autres organismes de développement, afin de trouver des solutions novatrices aux défis auxquels sont confrontées les industries alimentaires des pays clients. L'accent a été notamment mis sur le développement des chaînes de valeur et de l'investissement dans l'agribusiness, afin de renforcer les capacités productives et de réduire les pertes après récolte. Les spécialistes de l'agro-industrie de l'ONUDI étaient chargés d'identifier et de consolider les chaînes de valeur alimentaires après une analyse des lacunes et l'élaboration de programmes visant à favoriser l'accès aux technologies appropriées, aux services liés au développement des entreprises, au financement, aux marchés et aux débouchés commerciaux. L'ONUDI a coorganisé en novembre, à Addis-Abeba, une conférence sur l'établissement de liens, notamment de chaînes de valeur pour transformer les petites exploitations agricoles, qui a rassemblé plus de 500 participants. Certaines chaînes de valeur ont fait l'objet d'une attention particulière en 2012, celles des noix de cajou (République-Unie de Tanzanie), des produits laitiers (Iraq, Rwanda), de la pêche (Bangladesh, Soudan), des fruits et légumes (Éthiopie, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie), de la viande (Mongolie, République-Unie de Tanzanie) et de l'huile de palme (Cameroun, Congo). Une enquête sur les pertes après récolte, conduite par l'ONUDI dans les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), a débouché sur l'élaboration d'un programme de prévention de ces pertes (voir encadré ci-après).

■ Malgré l'accroissement de la population, la planète produit suffisamment de nourriture pour que personne ne connaisse la faim. La raison pour laquelle 925 millions de personnes sont sous-alimentées est manifestement ailleurs. La solution n'est pas d'augmenter la production agricole, cela aurait inévitablement des conséquences sur l'environnement et les ressources naturelles de la planète, mais de veiller à ce que la totalité des denrées alimentaires récoltées parviennent effectivement à ceux qui ont faim. Si dans les pays développés on tient généralement les consommateurs responsables du gaspillage alimentaire, dans les pays en développement, dans certains cas extrêmes, seule la moitié des denrées brutes récoltées sont disponibles pour la consommation en raison d'une mauvaise gestion tout au long des chaînes alimentaires.

Dans les pays de la région de l'ASEAN, où vivent plus de la moitié des personnes sous-alimentées du monde, les pertes après récolte se chiffrent à environ 100 millions de tonnes de nourriture par an. Ces deux dernières années, l'ONUDI a réalisé des études, d'une part, sur ces pertes pour les principales denrées alimentaires au Cambodge, en Indonésie, aux Philippines, en République démocratique populaire lao, en Thaïlande et au Viet Nam et, d'autre part, sur les politiques et priorités de chacun de ces pays en la matière. Selon le pays, les études portaient sur le riz et le maïs, le manioc, le poisson et le café, ainsi que sur certains fruits et légumes. Elles ont permis d'évaluer l'ampleur des pertes à différentes étapes, depuis les exploitations agricoles jusqu'aux distributeurs, d'examiner les techniques après récolte employées à l'heure actuelle ainsi que les cadres de soutien existants et de formuler des recommandations sur la base desquelles l'ONUDI a pu concevoir des programmes de coopération technique visant à réduire les pertes après récolte.

Les rapports nationaux ont été présentés en juillet à un atelier tenu au secrétariat de l'ASEAN à Jakarta. Les participants ont insisté sur la nécessité d'adopter une approche globale qui examinerait chaque étape de la chaîne de valeur, de l'avant récolte au consommateur, et ciblerait d'abord le maillon le plus faible.

L'année écoulée a également été marquée par la parution d'une brochure intitulée *Pro poor value chain development: 25 guiding questions for designing and implementing agro-industry projects* (Développement de chaînes de valeur favorables aux pauvres: 25 questions fondamentales pour guider l'élaboration et la mise en œuvre de projets dans le secteur de l'agro-industrie). Établie en coopération avec le FIDA et l'Institut danois d'études internationales, elle se veut un guide à l'intention des praticiens qui examine le rôle des chaînes de valeur dans les stratégies de développement. Elle s'appuie sur une étude de pratiques courantes dans les projets de développement de chaînes de valeur en Asie et dans le Pacifique et sur l'expérience acquise à partir de six études de cas de projets menés en Indonésie, à Sri Lanka et au Viet Nam. Les questions, listes de contrôle et outils se sont inspirés de la conception et de l'analyse de projets au cours des dix dernières années ainsi que des nombreux outils disponibles sur le marché qui ont tous été testés sur le terrain.

## Ateliers, panels et réunions de groupes d'experts

L'ONUDI a organisé plusieurs ateliers sur les agro-industries en 2012. En mai, les participants de pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe se sont réunis à Gaborone au Botswana pour une présentation de projets d'investissement dans l'agribusiness aux niveaux national et régional, qui seront financés les années à venir par le biais de partenariats avec des investisseurs publics et privés allemands et de la région, ainsi que par le budget de l'ONUDI alloué à la coopération technique. En juillet, en collaboration avec le Gouvernement ghanéen, l'ONUDI a organisé un atelier à Accra sur les solutions permettant d'accroître la productivité de la filière coton. Pour de plus amples informations, voir le chapitre 3.

Deux ateliers de l'ONUDI sur les pertes après récolte ont été organisés au cours de l'année. En mai, à Bangkok, l'ONUDI a organisé, en coopération avec le Centre

international pour la science et la haute technologie (CIS), un atelier sur la qualité et la sécurité sanitaire dans la production de fruits tropicaux en Asie du Sud-Est, afin de remédier au problème des pertes après récolte importantes dans le secteur des fruits et légumes et de permettre ainsi à la région de mieux tirer parti de la libéralisation des échanges et de la mondialisation. En juillet, elle a organisé, en coopération avec l'ASEAN, un atelier sur les pertes après récolte des principales denrées produites par les pays membres de l'ASEAN.

En coopération avec le Gouvernement turc, l'ONUDI a mis en œuvre deux programmes de formation en 2012, à Bursa en Turquie, à l'intention d'experts et de décideurs des pays en développement impliqués dans le secteur de l'agro-alimentaire. Ces programmes ont été menés dans le cadre d'un partenariat entre l'ONUDI et le Conseil turc de recherche scientifique et technologique. Ils visaient à encourager le partage d'expertise et d'expérience entre les

différents pays participants, notamment les pays les moins avancés. Ils étaient axés sur les systèmes de gestion de la qualité, les technologies de transformation des aliments et le contrôle des processus, afin de développer et de mettre à niveau les capacités dans l'agro-industrie. Les ateliers internationaux ont été conçus spécifiquement pour appuyer les efforts de développement des pays participants ainsi que les projets en cours de l'ONUDI concernés

Réduire l'écart entre les pays développés et les pays en développement dans le secteur du cuir et des articles en cuir était le principal objectif de la dix-huitième Réunion du Groupe de l'industrie du cuir et des articles en cuir de l'ONUDI, composé de professionnels et de consultants des secteurs du cuir et des articles chaussants du monde entier. La réunion s'est tenue en septembre, à Shanghai en Chine. Des représentants venus d'Allemagne, d'Australie, du Bangladesh, de Belgique, du Brésil, de Chine, de Colombie, d'Espagne, des États-Unis, d'Éthiopie, de France, d'Inde,

■ Malgré un net recul de la pauvreté en Amérique latine et dans les Caraïbes ces 20 dernières années<sup>7</sup>, 49 millions de personnes connaissent encore l'insécurité alimentaire et la faim<sup>8</sup>. Dans l'État plurinational de Bolivie, quatre enfants sur dix souffrent de malnutrition chronique, notamment dans les zones rurales. Globalement, environ 40 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. L'ONUDI travaille actuellement sur une partie d'un projet de 7 millions de dollars, financé par le biais du Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement créé par le Gouvernement espagnol pour répondre à ce défi. Le projet est mis en œuvre en coopération avec le Gouvernement bolivien ainsi qu'avec l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le PAM, la FAO et l'OMS.

Le rôle de l'ONUDI consiste à renforcer les capacités locales dans le domaine de la transformation des produits alimentaires dans cinq municipalités, à savoir Arque, Bolivar, Sicaya, Tapacarí et Tacopaya, dans le double but d'accroître le potentiel de génération de revenus des communautés rurales et des exploitations familiales et de garantir l'accès des familles pauvres, en particulier les enfants et les femmes enceintes et allaitantes, à une alimentation saine et nutritive. En partenariat avec l'entité publique PROBOLIVIA, l'ONUDI vise à renforcer les capacités locales en matière de transformation des produits alimentaires en fournissant et en mettant à niveau les équipements, en dispensant des formations et en proposant une aide à la gestion. L'un des modules déjà lancés concerne la production de biscuits à partir du *chuno* (produit traditionnel à base de pomme de terre lyophilisée) à Japo, dans la province de Tapacarí. Il a déjà été dispensé à 38 producteurs, dont près de la moitié sont des femmes, ainsi qu'à des milliers d'écoliers. Les autres modules productifs démarreront début 2013 et profiteront à près de 400 producteurs, dont 19 % sont des femmes. Ils permettront de nourrir près de 9 000 écoliers. Une formation aux bonnes pratiques de fabrication et à la gestion d'entreprises agro-industrielles rurales a été dispensée dans les villes de Japo, Llaytani, Puytucani, Totorá Vaquería et Ventilla. L'ONUDI a distribué aux producteurs un manuel portant sur ces bonnes pratiques.

<sup>7</sup> Social Panorama of Latin America 2011 (Panorama social de l'Amérique latine 2011), Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

<sup>8</sup> L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2012, FAO.

d'Italie, du Mali, du Mexique, du Nigéria, du Pakistan, du Royaume Uni et de Turquie ont examiné un certain nombre de documents concernant la formation, et plus particulièrement les efforts déployés par l'ONUDI pour mettre au point divers types de supports, notamment des supports de formation visuels et des outils d'apprentissage en ligne. À l'issue de la Réunion, on s'est accordé sur la nécessité que les organismes concernés (associations professionnelles, institutions de recherche-développement et de formation, organisations internationales) coordonnent leurs efforts d'élaboration des programmes d'apprentissage. D'autres documents ont traité de l'empreinte carbone et de l'analyse du cycle de vie. Il a été convenu que le calcul de l'empreinte carbone de la production de cuir devrait aller de l'abattoir à la tannerie jusqu'à l'expédition du cuir; il ne devrait donc pas prendre en compte l'empreinte agricole associée à l'élevage. L'action de l'ONUDI ces 30 dernières années a été essentiellement axée sur les technologies plus propres, notamment pour aider les agriculteurs dans leur activité et dans le traitement des déchets. L'ONUDI a exposé son travail au Bangladesh, concernant notamment l'assainissement des eaux usées, le recours aux énergies renouvelables (principalement le solaire) pour la transformation du cuir et d'autres technologies propres.

La question des problèmes environnementaux liés au sel utilisé pour traiter les peaux continue de préoccuper le secteur. Elle a été amplement débattue à la dix-septième Réunion du Groupe de l'industrie du cuir et des articles en cuir de l'ONUDI, en 2010, mais n'a pas été résolue. Le système d'osmose inverse pratiqué dans le Tamil Nadu en Inde a été présenté à la réunion, mais on a estimé qu'il ne pourrait être employé ailleurs, en raison du coût élevé de l'énergie et de l'élimination du sel impur produit. Aucune proposition définitive n'a été formulée, si ce n'est qu'il a été demandé à l'ONUDI de continuer d'encourager la diminution ou l'élimination de l'utilisation de sel, lorsque cela est faisable.

## Développement de l'entrepreneuriat rural

Parmi les actions menées par l'ONUDI pour développer les capacités entrepreneuriales dans les régions rurales, nombreuses sont celles qui ciblent des groupes vulnérables dans des régions sortant de troubles politiques ou de catastrophes naturelles; elles sont présentées dans la section du présent chapitre consacrée à la sécurité humaine et au relèvement post-crise. Les projets qui traitent des besoins particuliers

des femmes et des jeunes figurent dans la section sur les femmes et les jeunes dans les activités productives.

Outre son vaste portefeuille de projets couronnés de succès, dont la plupart ont été achevés en 2012, l'ONUDI a eu plusieurs occasions de présenter ses activités relatives au développement de l'entrepreneuriat rural. En août, au Forum européen d'Alpbach<sup>9</sup> sur le thème de l'avenir des jeunes, l'ONUDI a organisé une table ronde sur la politique de développement et les industries créatives, qui a servi de base à la publication d'une brochure utile intitulée *Creative industries for youth: unleashing potential and growth* (Des industries créatives pour les jeunes: débrider le potentiel et la croissance). En mai et en juin, l'ONUDI a aussi apporté sa contribution à un atelier de la Banque mondiale, tenu à Washington, sur l'investissement dans les systèmes d'innovation agricole et leur renforcement. Les éléments qu'elle a apportés sur les partenariats pour l'innovation et sur le développement des entreprises ont donné lieu à une séance sur les partenariats au-delà de la responsabilité sociale des entreprises: partenariats public-privé en matière de développement des agro-industries. En novembre, l'ONUDI a également contribué à l'organisation à Addis-Abeba d'une conférence internationale sur les chaînes de valeur pour le développement agricole et rural; la conférence a rassemblé 500 représentants du secteur privé, fonctionnaires, bailleurs de fonds, représentants de la société civile, agriculteurs et universitaires qui ont débattu des moyens d'intégrer les petits exploitants dans les chaînes de valeur, afin de favoriser le développement agricole et rural.

En mars, l'ONUDI s'est associée à un autre organisme des Nations Unies sis à Vienne pour lutter contre la drogue. Un mémorandum d'accord, signé par le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et le Directeur général de l'ONUDI, reconnaît les rôles complémentaires du développement industriel, de la création d'emplois, de la lutte contre la drogue et de la prévention de la criminalité pour réduire la pauvreté et améliorer la sécurité humaine, la croissance économique et le développement durable. Les deux organismes travailleront main dans la main pour proposer d'autres sources de revenus viables aux communautés rurales qui, dans des pays comme l'Afghanistan, dépendent de la culture de plantes illicites; ils s'appuieront

<sup>9</sup>Le Forum européen d'Alpbach est une manifestation annuelle qui se tient dans ce village autrichien. Plus de 3 000 personnalités politiques, universitaires, étudiants et décideurs s'y réunissent au mois d'août pour débattre de nouvelles idées et solutions concernant les problèmes européens et mondiaux.



■ Avec une population de près de 70 millions d'habitants, la République démocratique du Congo est l'un des plus grands pays d'Afrique, mais aussi l'un des plus pauvres. On considère que le manioc est la principale denrée de base du pays (on en consomme davantage que dans n'importe quel autre pays d'Afrique sub-saharienne), mais il devient de plus en plus difficile d'en fournir des quantités suffisantes pour nourrir la population de Kinshasa, qui s'élève actuellement à 10 millions de personnes mais croît rapidement. Le manioc représente une importante source de revenus pour des milliers de ménages des zones rurales et l'ONUDI reconnaît son énorme potentiel de génération de revenus pour les pauvres. Un projet de l'ONUDI en cours dans le pays est axé sur la création de valeur ajoutée pour les produits du manioc et l'amélioration de l'approvisionnement dans la capitale et la province du Bas-Congo. Le Gouvernement japonais a dégagé un montant de 1,3 million de dollars pour construire une usine de transformation du manioc à Kimpese, dans le Bas-Congo, dans le cadre d'un programme qui prévoit également l'ouverture d'un centre de formation aux techniques agro-industrielles pour les entrepreneurs potentiels. Le centre fournira des installations agro-industrielles à la communauté et permettra de renforcer les capacités productives et entrepreneuriales des groupes vulnérables, notamment les agriculteurs pauvres, les entrepreneurs et transformateurs des zones rurales, les femmes et les jeunes. Il contribuera également à générer des revenus, à créer des emplois, à améliorer la sécurité alimentaire du pays et à diminuer les risques de conflit dans les régions ciblées.

Les résultats du projet à mi-parcours sont très encourageants. On est parvenu à intégrer les femmes et les jeunes dans le secteur de la transformation agricole de la région ciblée et à améliorer nettement la qualité des produits destinés à la vente sur les marchés locaux. Plus de 1 000 personnes ont été formées aux bonnes pratiques sanitaires, de production et de fabrication ainsi qu'à l'esprit d'entreprise et à la gestion. Elles sont désormais bien armées pour créer de la valeur pour leurs produits et gérer leurs propres micro- ou petites entreprises. Parmi les installations construites dans le cadre du projet, on dénombre une usine de transformation du manioc, un laboratoire d'analyse des aliments bien équipé ainsi que des salles de cours, des bureaux et des dortoirs pour accueillir des stagiaires. Les méthodes générales de transformation ont été sensiblement améliorées et les femmes ont pu élargir la gamme de leurs activités commerciales à la couture, à la boulangerie et à la pâtisserie ou à la vente de poisson, par exemple. La deuxième phase du projet, qui devrait s'achever en mars 2013, s'appuie sur les bons résultats enregistrés jusque-là. Une nouvelle usine de transformation de fruits sera opérationnelle en 2013.

pour cela sur des activités de renforcement des capacités et la création d'emploi. Dans l'esprit de l'initiative Unité d'action, qui soutient le développement durable et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, le nouveau partenariat stratégique s'appuie sur un précédent projet conjoint qui visait à proposer d'autres moyens de subsistance aux communautés de cultivateurs de pavot à opium en République démocratique populaire lao. L'ONUDI ciblera le développement du secteur privé, en particulier les micro-, petites et moyennes entreprises, le développement de l'agribusiness et le management environnemental tandis que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime concentrera ses efforts sur la limitation de la dépendance de petites communautés agricoles ou marginalisées à l'égard de la culture de plantes servant à fabriquer des drogues illicites, en contribuant à créer des moyens de subsistance légitimes.

D'autres projets de ce type, menés en Bolivie (État pluri-national de), en Colombie, au Pérou et en Thaïlande, par exemple, ont associé les communautés à la construction d'un avenir durable en les impliquant dans les activités génératrices de revenus, en fournissant des services sociaux et des infrastructures de base et en les aidant à trouver des débouchés pour leurs produits. Un effet particulièrement bénéfique a été l'autonomisation des femmes rurales, qui ont lancé leurs propres entreprises grâce au microcrédit. Les projets de reforestation, qui ont contribué à piéger le carbone atmosphérique, ont eu des retombées positives sur l'environnement.

## Sécurité humaine et relèvement post-crise

Un projet en Arménie visant à garantir des sources de revenus aux groupes vulnérables, financé par le Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine, a été achevé à la fin de l'année (voir *Rapport annuel de l'ONUDI 2011*, chapitre 7). En coopération avec ses partenaires, à savoir le PNUD, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'UNICEF et le FNUAP, l'ONUDI a pu aider les ménages vulnérables des zones rurales à améliorer leur qualité de vie. Le projet prévoyait toute une série d'activités, notamment la conversion d'une usine en logements individuels pour les familles de réfugiés (HCR), l'accès aux services de santé (FNUAP et UNICEF), le renforcement des capacités des autorités locales en matière d'élaboration et de mise en œuvre de plans stratégiques de développement communautaire (PNUD), les sources d'énergie alternatives

(ONUDI) et la promotion d'activités génératrices de revenus (ONUDI et PNUD). Au titre de cette dernière composante, plus de 100 entrepreneurs nouveaux ou établis, dont un tiers étaient des femmes et un quart de jeunes adultes, ont appris à gérer des petites entreprises. En outre, 55 femmes et hommes ont eu l'occasion de partager leur expérience et de tisser des liens avec des entreprises d'autres régions du pays. Un an après la création du fonds d'appui aux PME, des prêts avaient été accordés à 36 entreprises, dont de petits hôtels, des magasins, des producteurs de denrées alimentaires et des prestataires de soins de santé, pour un montant total de près de 166 000 dollars. Le projet a contribué à la construction ou à la reconstruction de quatre installations collectives, notamment une salle de sport pour l'école maternelle de la communauté, une cuisine équipée pour une maison accueillant des réfugiés, un garage de réparation de matériel agricole et une conduite d'eau. Il a également permis d'améliorer l'accès à des services énergétiques modernes et propres par le biais de la construction de centrales au biogaz pilotes.

Les îles Moluques (Indonésie) ont été le théâtre d'un conflit religieux intermittent jusqu'à ce qu'une paix fragile soit instaurée en 2004. Autre obstacle à la stabilité économique, la situation sécuritaire reste telle que nombre des personnes déplacées n'ont toujours pas regagné leur foyer. Dans le cadre d'un projet qui vise à garantir un niveau de vie minimum aux communautés défavorisées en s'appuyant sur la construction de la paix et le développement économique des villages, l'ONUDI est parvenue à créer ou à mettre à niveau des industries villageoises, qui contribuent en retour à la cohésion sociale et à la réconciliation. Le projet de 2 millions de dollars, financé par le Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine, a été achevé à la fin de l'année, avec le concours de l'OIT.

Le Soudan du Sud est devenu membre de l'ONU en juillet 2011, après avoir acquis son indépendance suite à la signature d'un accord de paix global en 2005 qui a mis un terme à des décennies de guerre civile. Dans le cadre d'un projet de l'ONUDI financé par le Gouvernement japonais et lancé en avril, une aide est apportée à un grand nombre de personnes déplacées de tous âges pour tenter de relever le double défi de la pénurie alimentaire chronique et du manque d'emplois, qui caractérise les situations d'après conflit. Le projet contribuera à soutenir les centres de formation professionnelle afin de leur permettre d'enseigner aux jeunes les compétences nécessaires pour trouver un emploi ou lancer leur propre activité et assurer ainsi leur

■ Les pluies de mousson abondantes de l'été 2010 ont provoqué des inondations importantes dans une région du monde déjà confrontée à de redoutables défis. En raison de la pauvreté et de l'insécurité, les populations de Nangarhar, dans l'est de l'Afghanistan, étaient particulièrement vulnérables; aussi, lorsque les rivières sont sorties de leur lit, emportant des maisons, détruisant des cultures et du bétail et inondant les routes, leurs perspectives d'un avenir meilleur se sont envolées. Tandis que la communauté internationale distribuait en urgence des denrées alimentaires vitales, l'ONUDI mettait en place un projet afin de permettre aux populations touchées par les inondations d'utiliser des compétences nouvellement acquises pour subvenir à leurs besoins et assurer leur réinsertion dans la société. Dans un premier temps, l'ONUDI a examiné soigneusement les compétences et les niveaux de mécanisation actuels dans l'agriculture ainsi que les besoins de la région en matière de développement, avant de déterminer les contributions à apporter dans le cadre du projet. Elle a ensuite distribué des machines et des équipements pour l'industrie artisanale, tels que des tracteurs aux associations d'agriculteurs et des outils pour la maçonnerie et la métallurgie à des individus ou des groupes de personnes. Des formations ont été organisées sur différents thèmes, notamment l'utilisation et la maintenance de tracteurs, les activités familiales de transformation de denrées alimentaires et les techniques de séchage des aliments à l'énergie solaire, le développement de l'esprit d'entreprise, la menuiserie et la métallurgie, la charpenterie et la maçonnerie, la broderie et l'artisanat traditionnels. La plupart des 400 stagiaires étaient considérés comme des personnes particulièrement vulnérables, à savoir des femmes, des personnes déplacées, des ex-rebelles et de petits exploitants agricoles. Étaient également présents 87 formateurs, qui pourront transmettre les compétences nouvellement acquises aux prochains bénéficiaires.

Le projet de 850 000 dollars, financé par le Japon, a permis d'appuyer les efforts entrepris par le Gouvernement afghan pour stabiliser l'économie du pays, par une intervention rapide en faveur des plus nécessiteux dans les zones rurales. Il a été achevé à la fin de l'année, mais la pérennité des résultats est assurée grâce à des formations professionnelles ou portant sur la gestion, dispensées aux partenaires locaux. Ces derniers ont également reçu des orientations relatives aux services consultatifs aux entreprises, aux modèles d'organisation des producteurs et aux instruments de suivi.

subsistance et celle de leur famille. Le projet de 1,5 million de dollars vise au moins 750 jeunes femmes et hommes, ex-combattants pour beaucoup d'entre eux et personnes déplacées pour la plupart. Parallèlement, à travers ce projet, on s'efforcera de préparer le terrain pour la création de nouvelles micro-industries qui répondront aux besoins des groupes ciblés. Les résultats à ce jour ont été encourageants: le projet a permis de faire accéder plus de 700 jeunes à la formation professionnelle et d'orienter les stagiaires qui souhaitent créer leur propre entreprise vers des programmes de formation spécifiques à l'acquisition de compétences en affaires. Il contribuera aussi à soutenir les plans d'activités les plus prometteurs. Des formations à la réalisation de modèles, à l'intention de couturières, se dérouleront début 2013.

La mise en œuvre d'un projet de l'ONUDI en Côte d'Ivoire, visant à aider le Gouvernement à instaurer

une paix durable, à éliminer la pauvreté et à réaliser le développement économique et social, s'est poursuivie. Le projet, qui cible les jeunes vulnérables et les combattants démobilisés de la région de Bouaké, vise à leur fournir les compétences, le savoir-faire et l'expérience qui leur permettront de générer des revenus et de jouer un rôle productif dans leurs communautés et dans le pays. Il s'agit de leur permettre d'obtenir des moyens de subsistance viables, par le biais d'un travail indépendant ou dans la construction, le secteur manufacturier ou les services. La capacité du centre de formation professionnelle de la région a été rétablie et mise à niveau afin de répondre à la demande croissante de compétences techniques. À ce jour, 620 jeunes ont acquis des compétences utiles sur le marché du travail. Globalement, à travers ce projet financé par le Gouvernement japonais, on espère toucher 3 000 jeunes femmes et hommes.

## Les femmes et les jeunes dans les activités productives

### Les femmes

“Dans les zones rurales, les femmes sont des acteurs essentiels du développement économique et social. Elles jouent un rôle capital dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle, dans l'élimination de la pauvreté et dans l'amélioration du bien-être de leurs familles, mais continuent d'être confrontées à de sérieuses difficultés. L'ONUDI aide ses États membres à développer les capacités entrepreneuriales et techniques de ces femmes en soutenant l'élaboration de politiques favorisant l'égalité des sexes et en renforçant les prestataires de services de formation axée sur les compétences, l'esprit d'entreprise, la promotion de la technologie et la diffusion de l'information dans les communautés rurales. Elle donne des conseils sur la prise en compte des questions d'égalité des sexes dans les politiques industrielles, participe à la mise en œuvre de programmes visant à améliorer l'accès des femmes à des sources d'énergie propres dans les zones rurales et aide les femmes entrepreneurs et productrices”. Ces mots, prononcés par Taizo Nishikawa, Directeur général adjoint de l'ONUDI, à l'occasion de la Journée internationale de la femme 2012, soulignent la détermination de l'ONUDI à garantir que les femmes du monde entier soient en mesure de contribuer pleinement et efficacement à améliorer les perspectives d'avenir dans leur pays.

Les industries créatives réalisent des produits artistiques ou culturels, tangibles ou non, et ont le potentiel de générer des revenus à partir de l'exploitation de biens culturels et de la production de biens et services basés sur la connaissance. À une époque où la concurrence est plus intense que jamais, elles pourraient jouer un rôle fondamental dans la redynamisation des communautés rurales ou défavorisées. Dans certains pays, leur promotion est une composante des politiques industrielles et économiques nationales et elles ont contribué à réduire la pauvreté et à créer des emplois, à aider les économies locales des villages et des centres-villes et à favoriser l'autonomie. Dans d'autres pays, les autorités publiques n'ont pas conscience de la valeur économique de ces industries.

En dépit d'une tradition artisanale riche et diversifiée vieille de 5 000 ans, le secteur des industries créatives au Pakistan a été largement négligé. Caractérisée par un secteur informel, l'économie créative, telle qu'elle est définie par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le

développement (CNUCED)<sup>10</sup>, n'a jamais constitué une priorité de développement et, en conséquence, la qualité et la valeur de l'artisanat se sont progressivement dégradées. Un projet de trois ans mené par l'ONUDI dans le cadre de son programme de développement de l'esprit d'entreprise a contribué à créer des emplois pour les femmes pakistanaises travaillant dans ce secteur, notamment dans des domaines non traditionnels, permettant ainsi leur développement économique et la création d'entreprises. Le projet, qui répond à la fois au premier objectif du Millénaire pour le développement (éliminer l'extrême pauvreté et la faim) et au troisième (promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes), visait à intégrer les femmes dans des secteurs non traditionnels prioritaires — le marbre et la mosaïque, la bijouterie, le textile et la mode de maison — en appliquant les outils de l'ONUDI pour l'analyse des chaînes de valeur et le développement des petites entreprises et en exploitant les synergies entre l'État, les services d'appui publics et privés et les universités. L'ONUDI a organisé des ateliers de formation à l'intention de plus de 500 femmes de communautés pauvres, sur le développement de l'esprit d'entreprise, la création d'entreprise et la gestion ainsi que des sujets techniques et la conception et l'innovation de produits.

La First Women's Bank du Pakistan a été contactée pour accorder des crédits et dispenser des formations dans les centres sur la croissance des entreprises créés par l'ONUDI dans le cadre du projet; le premier centre de ce type a été inauguré en novembre. La Chambre de commerce des femmes d'affaires pakistanaises et la Pakistan Stone Development Company ont participé au projet et organisé, en collaboration avec l'ONUDI, une exposition nationale sur les femmes dans les industries créatives, en avril, à Islamabad. Parmi les produits présentés, des pièces en marbre et en mosaïque, des pierres précieuses et des bijoux et des articles d'ameublement et de mode réalisés par les femmes ayant participé aux programmes de formation. Achevé en 2012, le projet a contribué à créer un environnement favorable aux femmes entrepreneurs et à celles désireuses de travailler dans le secteur des industries créatives, en leur permettant d'apprendre à élaborer des stratégies marketing et à identifier les débouchés ainsi qu'à accéder à des services et à des formations. Il a permis de renforcer les capacités de production des entreprises, favorisant ainsi une augmentation immédiate des ventes de 10 % ainsi que l'amélioration des relations entre les partenaires de la chaîne

<sup>10</sup> CNUCED (2010) *Creative Economy: A Feasible Development Option*.

d'approvisionnement et de l'accès des femmes entrepreneurs à des marchés compétitifs. Les partenaires du projet, les membres des équipes du projet et les entrepreneurs se sont rendus à des expositions et à des ateliers sur le marbre et la mosaïque à Xiamen en Chine en avril, ainsi qu'à des salons de la mode et du textile à New Delhi en septembre. Le projet a bénéficié d'une vaste couverture médiatique dans la presse écrite, à la radio et à la télévision.

Dans deux projets du Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, l'ONUDI cible les industries créatives du Panama et du Pérou dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, les bénéficiaires étant majoritairement des femmes. Les deux projets visent à renforcer la participation des femmes artisans dans la vie économique de leur pays, à les aider à développer leurs compétences entrepreneuriales par la création de réseaux et à améliorer la qualité de leurs ouvrages afin qu'ils soient plus compétitifs. Au Pérou, l'assistance fournie par l'ONUDI sera axée sur le secteur de l'artisanat et le renforcement des capacités des institutions publiques et privées des quatre régions sélectionnées pour la mise en place d'initiatives de développement de groupements. Au Panama, le programme de trois ans encourage le développement de micro-entreprises viables dans les zones rurales, en particulier dans les secteurs de

l'agro-industrie et du tourisme. Les bénéficiaires ciblés sont les populations qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, notamment les communautés indigènes des provinces de Chiriqui, Coclé, Herrera et Veraguas.

Au Sénégal, un autre projet du Fonds vise à développer les industries culturelles et traditionnelles des régions de Toubacouta et du delta du Saloum, où les femmes assurent les activités de transformation du poisson. Le projet a fourni à plus de 30 associations de femmes de ces deux régions une assistance technique et financière au développement des capacités. Un projet similaire au Mali, achevé en 2012 avec le concours du PNUD, avait ciblé les femmes travaillant dans le secteur des produits laitiers et agricoles. Grâce à ce projet de quatre ans, il existe désormais plusieurs centres de transformation du beurre de karité. Des formations sur la qualité, la sécurité, la technologie et l'exploitation ont permis aux femmes de devenir des entrepreneurs. Le projet d'un million de dollars a été financé par le Gouvernement luxembourgeois.

## Les jeunes

Fournir des emplois aux jeunes est l'un des défis les plus pressants que doivent relever les États à travers le monde,

**“Ce sont les jeunes** qui ont le plus souffert de la crise économique mondiale et l'aggravation des inégalités en décourage plus d'un, à juste titre. Beaucoup n'ont aucune perspective d'avenir à court terme et ne peuvent participer à la vie sociopolitique et au développement de leurs pays. Si nous n'agissons pas de toute urgence, tous ces talents gâchés et ces rêves brisés risquent de donner jour à une “génération perdue”.”

Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, à l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse

tant dans les pays développés que dans les pays en développement et à économie en transition. Ce problème est aggravé dans les pays en développement par le manque de débouchés et de ressources financières. L'incapacité de générer des revenus favorise non seulement la pauvreté et la privation mais aussi, trop souvent, l'insécurité, les troubles civils et la criminalité. S'il n'a lui-même aucune perspective, comment un jeune pourrait-il contribuer à bâtir l'avenir de son pays? C'est là une priorité absolue pour l'ONU et ses organismes spécialisés, et rares sont les exemples qui illustrent mieux la coopération interinstitutions que leur intervention commune pour relever ce défi. Pour sa part, l'ONUDI a un programme de développement de l'esprit d'entreprise chez les jeunes, qui prévoit des formations aux compétences techniques pour favoriser l'autonomisation des jeunes, le développement d'un environnement des affaires au niveau local et la transmission d'une culture entrepreneuriale. Le programme cible notamment les jeunes défavorisés.

En août, l'ONUDI, Samsung Electronics et l'Agence coréenne de coopération internationale ont uni leurs efforts pour aider à créer des emplois pour les jeunes Cambodgiens dans le secteur de l'électronique. Axé sur le renforcement des capacités, le programme vise à améliorer les compétences des jeunes pour la manipulation de produits électroniques,

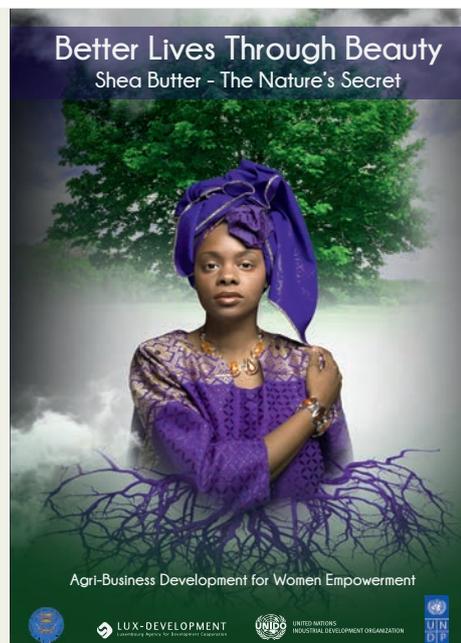
en mettant à niveau les services de réparation tout en promouvant l'adoption de pratiques de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques au sein des PME. Le projet s'appuiera sur un programme de formation qui tient compte de l'état actuel des connaissances dans le domaine et qui permettra d'accroître les chances des jeunes Cambodgiens d'obtenir les accréditations nécessaires ou de trouver un emploi dans des centres de service après-vente ou de réparation. Dans le même temps, la gestion efficace des déchets d'équipements électriques et électroniques contribuera à préserver les ressources naturelles, à réaliser des économies d'énergie et à éliminer les risques pour la santé et l'environnement.

En octobre, plus de 200 participants de 14 pays africains ont suivi un atelier sur le développement de l'esprit d'entreprise et des chaînes de valeur dans le secteur de l'agribusiness comme moyen de favoriser l'autonomisation des jeunes femmes et hommes en Afrique de l'Ouest. La manifestation de quatre jours, avec pour thème "Les femmes et les jeunes, moteurs du développement de l'agribusiness et de la croissance en Afrique de l'Ouest", a été organisée à Porto Novo par l'ONUDI en coopération avec la FAO, le FIDA, l'OIT, l'ONU Femmes et le PNUD. Les participants ont débattu des meilleures pratiques de mise en œuvre de stratégies dans



■ Le chômage des jeunes constitue un défi important pour l'Arménie. Un nouveau projet de l'ONUDI, financé par l'Autriche, appuie la création et le développement d'entreprises dirigées par des jeunes, en particulier de jeunes femmes qualifiées, telles que les tisseuses de tapis.

Photo ©ILO





■ Classé parmi les pays les moins avancés de la planète, à faible revenu et à déficit vivrier, le Soudan a souffert d'un conflit armé pendant les 20 dernières années. Cette situation a été aggravée par une sécheresse récurrente et, dans plusieurs régions du pays, la population est confrontée à une insécurité alimentaire et une malnutrition chroniques, ainsi qu'au chômage et à l'absence de possibilités de formation, qui touchent particulièrement les pauvres, les jeunes et les personnes vulnérables. Un projet de l'ONUDI "Skills for Peace and Income" ("Compétences pour la paix et la génération de revenus"), mené au titre du programme d'appui aux moyens de subsistance des communautés et à l'industrie rurale, a été lancé début 2011 pour aider à créer des moyens de subsistance viables pour les jeunes femmes et hommes. Démarrées initialement dans l'État du Kordofan du Sud, les activités ont dû être déplacées dans l'État de Khartoum en raison de problèmes de sécurité et de difficultés d'accès. L'objectif a été recentré sur l'élimination de la pauvreté chez les jeunes déplacés du Kordofan du Sud aux bidonvilles de l'État de Khartoum. Le projet de 800 000 dollars a été achevé en août.

Avec le soutien financier du Gouvernement japonais, l'ONUDI a apporté aux jeunes femmes et hommes déplacés les compétences techniques, entrepreneuriales et sociales nécessaires pour assurer leur subsistance. La Société soudanaise du Croissant-Rouge, qui a mis en œuvre le projet en collaboration avec l'ONUDI et le Conseil supérieur de la formation professionnelle et de l'apprentissage, a mené une évaluation à partir de critères établis par l'ONUDI et communiqué une liste de bénéficiaires potentiels. Vingt et une séances de formation professionnelle ont été organisées à l'intention de 119 femmes et de 234 hommes qui, à l'exception de sept participants, ont terminé la formation et reçu des outils et des supports pour la création d'entreprises ainsi qu'une aide pour bien rédiger leur curriculum vitae et bien préparer les entretiens. La plupart des cours ont eu lieu dans les centres de formation professionnelle et de l'emploi d'Halfayat, de Kerrari, de Haj Yousif et de Khartoum du Sud et un au centre de la Société soudanaise du Croissant-Rouge. Celles et ceux qui souhaitent créer ou intégrer des entreprises ont reçu une aide au lancement, notamment sous la forme d'un microfinancement, et ont été familiarisés au droit du travail, à l'analyse de marché et à l'organisation de l'entreprise et formés au marketing, à la planification financière et à la gestion du temps. Ils ont pu présenter et faire évaluer leur projet d'entreprise. Les formations techniques étaient axées sur les métiers les plus demandés dans l'État de Khartoum, c'est-à-dire électricien, soudeur, plombier, couvreur, cuisinier, peintre, couturier et décorateur. Un mentorat pour le développement des compétences techniques et de l'esprit d'entreprise a également été mis en place.

Quelques-uns des bénéficiaires ont déjà créé leur propre entreprise et peuvent ainsi s'assurer un revenu régulier et employer d'autres membres de leurs communautés. Les plus nécessiteux ou les plus prometteurs recevront des bourses d'études pour pouvoir accéder à une formation à long terme dans l'un des quatre centres de formation professionnelle de l'État de Khartoum.

le secteur de l'agribusiness et présenté des équipements de transformation modernes. L'atelier a également permis de constituer un réseau de jeunes agro-entrepreneurs dans la région, qui facilitera le partage d'informations et l'élaboration d'un plan d'action stratégique pour promouvoir l'agriculture comme activité lucrative.

Lorsque le Gouvernement luxembourgeois a décidé d'aider les jeunes Sénégalais à mieux entrer en concurrence sur le marché du travail, il s'est rendu compte qu'en raison de la complexité de la tâche il fallait impliquer différents types d'expertise et il a donc sollicité l'assistance conjuguée de l'OIT, de l'ONUDI et du PNUD. La première phase du projet est achevée. L'OIT et l'ONUDI ont fourni des services financiers et non financiers pour aider les jeunes à s'insérer dans la vie active, en facilitant leur embauche dans certaines entreprises ou en les aidant à créer leur propre entreprise. La deuxième phase du projet, qui a démarré en 2012, est axée sur les services non financiers et le développement économique local.

En novembre, l'ONUDI a tenu un atelier sur la coopération pour le développement des compétences des jeunes dans l'industrie, auquel ont participé l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida), des entreprises du secteur privé et des représentants de centres nationaux de formation professionnelle. Des partenariats entre l'ONUDI et des entreprises privées suédoises, notamment les grands constructeurs automobiles Scania et Volvo, ont déjà permis de former de jeunes adultes de pays en développement au fonctionnement et à la maintenance d'équipements lourds dans les secteurs du transport, de la manutention et de la fabrication de matériels agricoles. La première initiative de l'Académie suédoise pour la formation, lancée en avril à Erbil (Iraq), a été de former près de 100 jeunes Iraquiens. Le projet est le fruit d'une collaboration entre le Ministère kurde du travail et des affaires sociales, l'ONUDI, l'agence Sida, l'organisme international d'enseignement Education First et le groupe Scania. Avec du matériel de formation supérieure et spécialisée, l'Académie propose actuellement des formations aux bases de la mécanique, de l'informatique ou de l'anglais à des étudiants des quatre coins du pays; des programmes de formation plus poussés à la mécanique, à la conduite de véhicules, à la vente et au marketing seront mis en place par la suite. Premier établissement de ce type dans le pays, l'Académie cible les chômeurs iraquiens de moins de 30 ans et emploie essentiellement des enseignants de la région. En menant des activités conjointes, l'ONUDI et Scania contribuent, d'une part, à faire en sorte que le manque de compétences ne limite ni ne

compromette les investissements dans l'industrie et, d'autre part, à préparer les Iraquiens à tirer le meilleur parti possible des industries qui se développent dans la région.

Le succès précoce de l'Académie a incité l'ONUDI et Scania à convenir d'un projet conjoint sur la création d'un centre d'apprentissage et de développement des compétences dont la mise en œuvre devrait démarrer en mars 2013. Le centre ciblera tout d'abord les besoins du projet iraquien présenté ci-dessus ainsi que ceux d'un autre projet lancé récemment en Uruguay en partenariat avec l'entreprise allemande de productique Festo.

En partenariat avec le groupe Volvo International et dans le cadre du programme de développement des entreprises de l'agence Sida, l'ONUDI travaille actuellement à la mise sur pied d'une académie de formation pour les jeunes Éthiopiens défavorisés. Le projet contribuera à améliorer l'accès des jeunes à un emploi rémunéré et à leur fournir les compétences nécessaires pour sortir de la pauvreté et s'assurer des revenus viables.

En mai, un accord a été signé avec le Japon pour financer un projet de l'ONUDI pour un montant de 234 millions de yens qui permettra de fournir à de jeunes Guinéens les compétences pratiques nécessaires pour trouver un emploi. Le projet bénéficiera à quelque 4 000 jeunes et 50 groupes entrepreneuriaux de 10 provinces de l'est de la Guinée frontalières de la Côte d'Ivoire, du Libéria et du Mali, ainsi que de Mamou, ville située près de la frontière avec la Sierra Leone. Les communautés sélectionnées ont été touchées ces dernières années par des catastrophes naturelles, des conflits et l'afflux massif de réfugiés. Grâce aux des formations proposées par l'ONUDI, les jeunes pourront acquérir les compétences entrepreneuriales et techniques nécessaires à la réalisation d'activités productives, à la génération de revenus et à l'obtention d'un emploi et prendre ainsi un nouveau départ dans la vie.

En coopération avec l'Union européenne, l'ONUDI a organisé, en novembre à Tunis, une Conférence internationale sur le travail productif à l'intention des jeunes des pays méditerranéens. Environ 700 personnes, parmi lesquelles des représentants des États, d'organisations internationales et du secteur privé, ont participé à cette manifestation de deux jours qui visait principalement à aider les jeunes diplômés des universités de régions moins développées exprimant un certain esprit d'entreprise. Le Directeur général a assisté à la Conférence et salué la volonté des pays de la région d'opter pour un développement fondé sur une prospérité partagée et une participation équitable dans la société. L'Union européenne et l'ONUDI ont été invitées à coordonner le suivi

■ L'île de Mozambique, dans la province de Nampula, est un ancien comptoir commercial portugais. Elle a une riche tradition historique qui lui a valu d'être déclarée "site du patrimoine mondial" par l'UNESCO en 1999. Destination touristique prisée, le niveau de chômage y est pourtant élevé et environ 85 % des jeunes y sont sans emploi. Le secteur privé y est faible et manque d'entrepreneurs capables de déceler les perspectives commerciales et de les transformer en activités rentables. L'appui des autorités locales est primordial pour instaurer un environnement propice au développement du secteur privé. Un projet de l'ONUDI financé par le Portugal et lancé en 2010 a suivi une approche en trois volets afin d'aider la région à réaliser une croissance économique durable. Des guichets uniques ont d'abord été mis en place dans deux districts; ils fournissent des informations et facilitent l'immatriculation, l'autorisation et l'imposition des entreprises. Ouverts depuis août, ils ont permis de réduire sensiblement les coûts et les délais de traitement

de la Déclaration de Tunis issue de la Conférence. Au cours de la Conférence, plus de 20 manifestations parallèles ont été organisées à l'intention de jeunes entrepreneurs, notamment des ateliers interactifs animés par les institutions partenaires. L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la société Hewlett-Packard, le Gouvernement italien et l'ONUDI sont également convenus d'un projet de partenariat visant à créer des emplois viables pour les jeunes Tunisiens, en appui à la stratégie du Gouvernement tunisien en faveur du développement du secteur privé, fondée sur la création de PME et la croissance dans les régions vulnérables. Le projet s'appuiera sur la longue expérience de l'ONUDI en matière de développement des entreprises, de production propre et d'efficacité des ressources ainsi que sur les connaissances précieuses acquises dans le cadre du programme de partenariat en cours avec Hewlett-Packard, axé sur l'initiative d'apprentissage lancée par le groupe à l'intention des entrepreneurs.

En Jordanie, l'ONUDI est en train de mettre au point un projet sur l'emploi productif des jeunes pour aider les entreprises dirigées par des jeunes, en particulier des jeunes femmes. Le projet prend en compte les priorités des autorités jordaniennes en matière d'appui à la création et au développement de ce type d'entreprises.

## Coopération Sud-Sud

Nombre des projets en cours en 2012 montrent combien l'ONUDI est déterminée à encourager les pays en développement qui ont des connaissances dans certains domaines à

les partager avec d'autres. La coopération Sud-Sud est en effet un fil conducteur de l'ensemble des activités de l'ONUDI et de nombreux exemples figurent dans le présent *Rapport*. Ci-après quelques initiatives intéressantes.

En mai, des producteurs de laque, des agents de l'administration locale, des experts et des chercheurs vietnamiens ont pris part à un voyage d'étude de cinq jours en Chine, au cours duquel ils ont visité des entreprises du secteur des produits laqués, des musées et l'École d'art et de design de l'Université de Fuzhou. Au cours de la visite, les participants ont échangé des informations sur l'industrie de la laque en Chine et au Viet Nam. La délégation a aussi visité l'Institut de chimie des produits forestiers et l'Académie chinoise de foresterie où les participants ont échangé des informations sur leurs travaux de recherche sur la laque. Ils ont ainsi pu découvrir des techniques de production propres dans le secteur des produits laqués et des solutions permettant d'améliorer la qualité des produits et donc de favoriser un développement plus rentable et durable. En décembre, le Viet Nam a accueilli à son tour des spécialistes chinois de la laque qui, avec le concours de l'ONUDI, se sont rendus dans la province de Phu Tho afin de resserrer les liens commerciaux entre les producteurs de laque des deux pays et d'examiner la possibilité d'établir une coopération dans les domaines de la récolte et de l'exportation de résine de laque, de l'utilisation de produits dérivés et de la création de coentreprises dans la chaîne de valeur des produits laqués. La délégation chinoise a également eu des discussions avec des instituts et des universités au sujet de la laque et d'autres cultures ainsi que d'un éventuel programme d'échange d'étudiants.

pour les entreprises locales. Parallèlement, l'ONUDI a contribué à mettre en place un programme de formation à l'esprit d'entreprise, associé à une formation technique, dans les établissements secondaires. Dix-huit enseignants formés préparent ainsi plus de 1 500 étudiants à leur futur métier, en leur apprenant à déceler et à concrétiser les opportunités d'affaires au sein de leurs communautés et à épargner, innover, investir et développer leur activité en utilisant des outils pour améliorer la productivité, la qualité et l'efficacité. Le troisième volet du projet consiste en un appui aux organisations locales du secteur privé et à leurs membres afin de les aider à satisfaire la demande croissante de services et de produits de qualité, notamment dans le secteur du tourisme. Les chefs d'entreprise locaux ont déjà constaté une amélioration notable de leurs opérations, ainsi qu'un accroissement des investissements locaux.

L'Egyptian Traceability Centre for Agro-Industrial Exports, créé en 2004 par l'ONUDI et le Ministère égyptien du commerce et de l'industrie, propose des formations à distance et aide les Philippines à mettre en place des capacités locales pour élaborer un projet dans le domaine de l'agribusiness et de la traçabilité des aliments. Au titre de la composante relative à l'accès aux marchés d'un projet de l'ONUDI sur les plantes médicinales et aromatiques en Égypte, des liens ont été noués pour favoriser le transfert de technologie et les échanges commerciaux avec le Brésil et la Serbie.

L'ONUDI a parrainé un certain nombre de voyages d'étude dans l'année, au cours desquels l'expérience d'un pays ou d'un groupe de pays s'est avérée très utile à un autre pour répondre à ses besoins actuels. L'expertise et l'expérience de l'ONUDI sur les consortiums d'exportation dans des pays comme le Maroc et la Tunisie ont été pleinement exploitées pour promouvoir cette approche lors de formations, de voyages d'étude et de séminaires de sensibilisation en Algérie, au Burundi, en Côte d'Ivoire, en Égypte et dans d'autres pays. Le partage des expériences sur les bonnes pratiques qui a été encouragé dans divers pays d'Amérique latine s'appuyait sur l'expertise relative aux consortiums d'exportation acquise par l'ONUDI dans la région, au Pérou notamment.

L'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud, en novembre, était l'exemple le plus marquant des efforts déployés par l'ONUDI pour encourager et soutenir la coopération entre pays en développement. Un certain nombre d'organes du secteur privé, d'organisations internationales et d'institutions universitaires, parmi lesquels la Chambre de commerce autrichienne, y ont participé et ont

exprimé leur intérêt à coopérer, dans l'avenir, avec l'ONUDI dans ce domaine important de son action.

Lancée pour la première fois en 2008 par le Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud du PNUD, l'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud est un mécanisme important pour la promotion de solutions Sud-Sud et une manifestation incontournable pour l'interaction entre des partenaires qui partagent la même vision. Elle aide les pays du Sud à réaliser leur aspiration commune à un développement durable et équitable, notamment par le biais du transfert de technologie et des partenariats public-privé. C'est également la première initiative de ce type à avoir été exclusivement "du Sud pour le Sud". Avec l'Académie mondiale de développement Sud-Sud et le Système mondial Sud-Sud de bourses aux actifs et à la technologie, elle fait partie de l'architecture multilatérale de soutien 3-en-1 pour la coopération Sud-Sud.

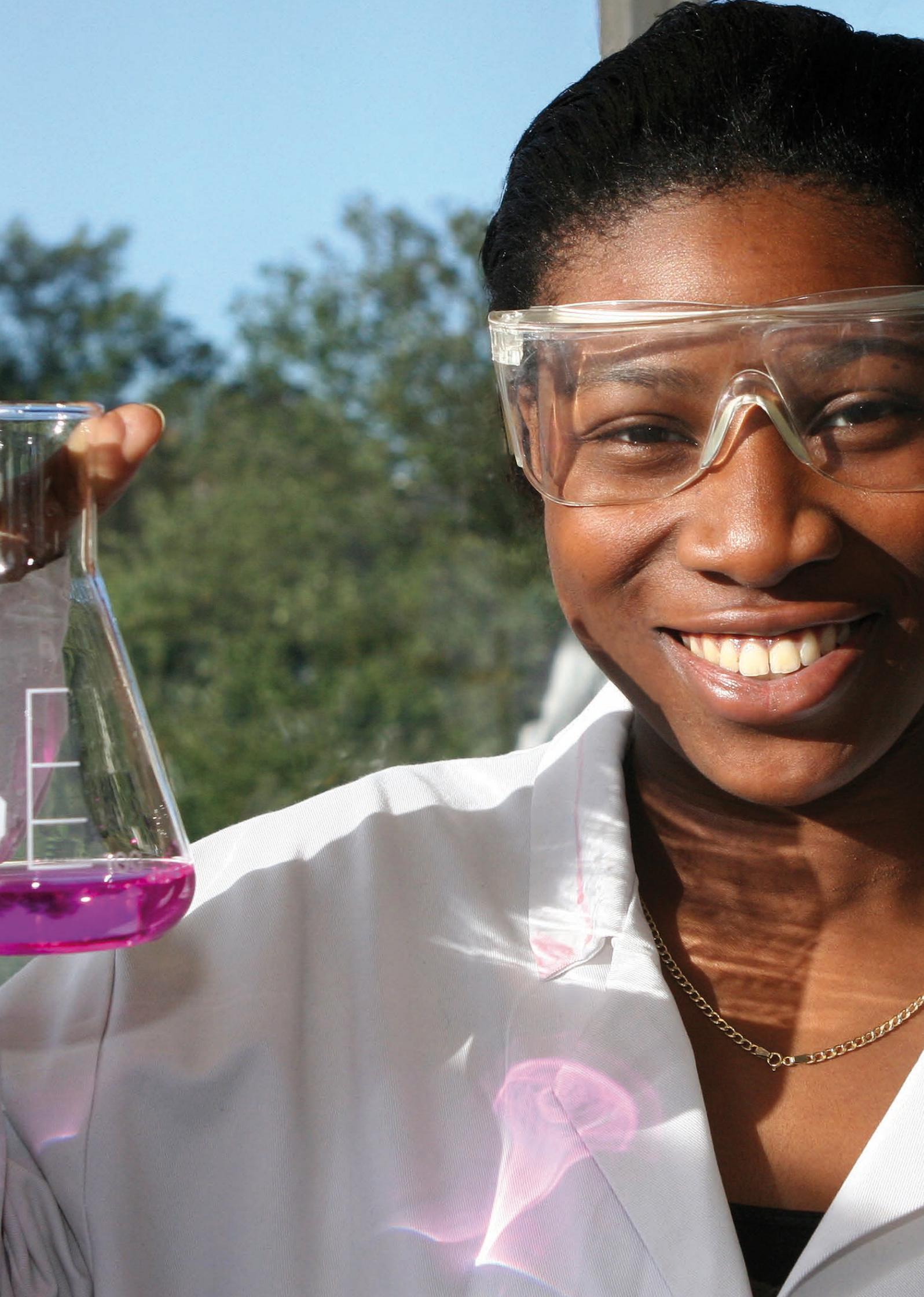
La cinquième Exposition mondiale annuelle sur le développement Sud-Sud, tenue en novembre au Palais de la Hofburg de Vienne, a examiné les relations entre, d'une part, les énergies renouvelables et les changements climatiques et, d'autre part, les questions de développement, autour du thème "Investir dans l'énergie et les changements climatiques: des partenariats inclusifs pour le développement". Les trois dimensions du développement durable ont été traitées: outre l'environnement, l'Exposition a abordé les questions économiques à l'occasion de forums sur les partenariats public-privé et l'énergie, ainsi que les liens entre développement industriel et social lors des forums sur la santé, les femmes et les jeunes. Organisée conjointement par l'ONUDI et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud,



la manifestation a constitué une plate-forme dynamique où un grand nombre d'organes et entités des Nations Unies et plus de 600 représentants de 150 pays ont pu se féliciter des réalisations, discuter des expériences de développement réussies et envisager de nouvelles occasions de collaborer. Les débats étaient axés sur les solutions novatrices à l'insécurité énergétique et aux changements climatiques et mettaient en avant les stratégies de développement efficaces, mises au point par des pays du Sud pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. Une présentation portait notamment sur la production durable de biocarburants et sur une initiative d'éclairage solaire hors réseau visant à améliorer, grâce à la fourniture de lanternes solaires, les

conditions de vie d'un million de réfugiés, de victimes de catastrophes et des populations pauvres. Dans sa déclaration, le Secrétaire général des Nations Unies a souligné que cette Exposition mettait en avant des stratégies de développement concluantes ainsi que les efforts déployés par le système des Nations Unies pour créer une dynamique en faveur du développement durable.

L'Exposition a fait l'objet d'une grande couverture médiatique. Par exemple, tout au long de la semaine, la télévision chinoise a diffusé au journal du soir des moments clefs de l'Exposition, non seulement dans tout le pays, mais aussi dans le monde entier par le biais de son réseau mondial d'information.



## Le commerce, facteur de prospérité

**“Créer plus d’entreprises compétitives et d’emplois de qualité, tel est le souhait de tous les pays émergents, et nous savons que ce n’est pas une tâche facile. Mais, nous savons aussi que l’ONUDI est notre grand allié et que nous pouvons compter sur l’appui de ses pays membres pour des projets qui nous apporteront à terme des avantages mutuels.”**

**Gladys Triveño, Ministre péruvienne de la production, dans son allocution au Conseil du développement industriel à sa quarantième session**

Le renforcement des capacités commerciales est au cœur de presque toutes les activités que mène l’ONUDI dans sa lutte contre la pauvreté. N’intervenant pas dans le domaine des secours d’urgence, ce qui compte le plus pour elle, c’est d’assurer la pérennité de ses activités de coopération technique. Elle s’y emploie en veillant à ce que les hommes, les femmes et les jeunes des pays bénéficiaires acquièrent les compétences nécessaires pour améliorer durablement tant l’économie que les moyens d’existence dans leur pays et dans leur région.

La participation au commerce mondial est, pour un pays en développement, un aspect important de l’approche du développement industriel durable. Grâce aux échanges, les pays peuvent tirer parti de leurs avantages comparatifs et compétitifs en investissant leurs ressources dans les activités productives qui leur procurent les retombées économiques et sociales les plus importantes possibles. L’accès aux marchés peut favoriser la création d’emplois et de revenus et améliorer la sécurité économique.

Un des problèmes majeurs que rencontrent les entreprises des pays en développement est comment s’intégrer dans les chaînes de valeur nationales, régionales et mondiales. Il faut pour cela non seulement des capacités d’offre plus fortes, mais aussi des gages de conformité aux exigences du marché international. Il convient donc de donner aux entreprises un meilleur accès au savoir-faire et aux services qui leur permettent de fabriquer des produits à fort potentiel d’exportation et de répondre aux exigences quantitatives et qualitatives des marchés, notamment aux normes internationales, aux normes privées et aux réglementations techniques, ainsi qu’aux directives relatives aux considérations sociales, environnementales et à la responsabilité sociale des entreprises.

Les programmes de renforcement des capacités commerciales de l’ONUDI contribuent à améliorer la santé et la sécurité des consommateurs, grâce à l’utilisation adéquate des instruments sur les marchés et de métrologie, et à l’application de normes de sécurité alimentaire internationalement reconnues. Les activités de renforcement des capacités commerciales ciblent souvent les industries grosses consommatrices de main-d’œuvre comme l’industrie textile et les industries de transformation de produits alimentaires et de produits halieutiques dont les emplois viennent des classes les plus pauvres de la société. Par la formation spécialisée et le renforcement des capacités, l’ONUDI s’attache à leur apporter les compétences qui leur permettront de sortir de la pauvreté.

## Des capacités productives compétitives pour le commerce international

Sans biens et services sûrs, fiables et offerts à des prix concurrentiels, les industries des pays en développement ne peuvent espérer faire face à la concurrence sur le marché mondial. Pour produire des biens de bonne qualité et conformes aux normes en vigueur, les pays ont besoin d'un

flux constant d'investissements et de technologies ainsi que d'un appui politique et institutionnel à la restructuration et à la modernisation des entreprises, à l'accroissement de la productivité et à l'instauration de la gestion de la qualité. Fort de sa riche expérience, l'ONUDI est particulièrement bien placée pour aider les institutions publiques et privées des pays en développement à renforcer les moyens dont elles disposent pour élaborer des politiques et stratégies commerciales fondées sur une analyse économique et statistique, évaluer la compétitivité sectorielle et des

■ Bien qu'elle bénéficie de conditions climatiques optimales pour son expansion, la production cotonnière ghanéenne ne représente même pas 1 % du total enregistré pour l'Afrique occidentale et l'Afrique centrale. Elle s'établit actuellement à moins de la moitié de son niveau de 2000. Les moyens d'accroître la production de coton au Ghana et d'améliorer la compétitivité du secteur cotonnier ont été au centre d'une réunion de groupe d'experts de deux jours organisée par l'ONUDI à Accra au mois de juin, en collaboration avec le Ministère du commerce et de l'industrie, le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture et le Ministère de l'environnement, des sciences et de la technologie. Les participants à l'atelier ont étudié les tendances mondiales de la production cotonnière et la contribution du Ghana aux exportations de coton d'Afrique occidentale. Ils ont examiné les stratégies visant à accroître la productivité et à réduire les coûts de production, les possibilités qui s'offrent à la production de coton biologique pour des segments de marché spécialisés et l'importance attachée aux pratiques d'assurance de qualité. Au nombre des solutions envisagées figuraient les biotechnologies agricoles, qui privilégient le coton résistant aux insectes et tolérant aux herbicides. Les participants à l'atelier ont communiqué des informations sur les évolutions les plus récentes dans les domaines de la science et de la sécurité biologique ainsi que des données d'expérience d'autres pays africains, sur la base desquelles le Gouvernement ghanéen pourrait, en connaissance de cause, décider d'adopter ou non ce type de technologie. L'atelier a réuni des représentants du Gouvernement, des producteurs de coton de l'Afrique du Sud, du Burkina Faso, du Ghana et de l'Inde, des chercheurs, des représentants d'entreprises locales et internationales de transformation du coton graine, d'entreprises du textile, d'institutions financières, et de l'Autorité ghanéenne de promotion des exportations et de l'Office ghanéen de normalisation.

L'atelier s'inscrivait dans le cadre d'un programme de coopération technique mis au point par l'ONUDI pour appuyer la stratégie de relance du secteur cotonnier adoptée par le Gouvernement pour réduire la pauvreté dans la région plus démunie du nord du pays. Alors que ses partenaires dans le cadre du programme — la Banque mondiale et la Société financière internationale — planchent actuellement sur les questions liées à la fixation des prix, à l'organisation des chaînes de valeur, aux associations d'agriculteurs et à la restructuration des usines d'égrenage et d'autres biens de la Ghana Cotton Company Limited, l'ONUDI s'occupe de l'amélioration des semences et de la mise en conformité aux réglementations en matière de sécurité biologique, de l'actualisation du système de classement du coton conformément aux normes internationales et de l'amélioration de la mécanisation agricole. Le programme prévoit aussi la construction de centres pilotes pour la transformation de l'huile de coton et la création de valeur ajoutée pour d'autres sous-produits du coton graine. Il est actuellement mis en œuvre sous les auspices de l'Initiative pour le développement de l'agribusiness et des agro-industries en Afrique (ID3A), établie conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international de développement agricole, l'ONUDI et la Banque africaine de développement.

produits et établir des bases de données commerciales répertoriant notamment les obstacles techniques au commerce. L'ONUDI fournit aussi un appui technique à la création de centres de productivité régionaux et nationaux. Bon nombre de ses activités de renforcement des capacités commerciales tendent à privilégier le renforcement des moyens institutionnels, par la transmission de connaissances spécialisées, l'organisation de programmes de formation et de voyages d'étude, la mise à disposition de matériel, d'outils et de méthodologies et la mise en œuvre de projets de démonstration pilotes susceptibles d'être reproduits ailleurs.

Un autre grand projet de développement des entreprises lancé en 2012, avec pour objectif de renforcer la compétitivité des entreprises du secteur privé au Mozambique, comporte deux volets. Le premier met l'accent sur la promotion de la qualité tandis que le second vise essentiellement à renforcer les processus de production et de gestion des petites et moyennes entreprises (PME). Ce projet de 5,1 millions d'euros, financé par l'Union européenne (UE) et le Gouvernement autrichien, vise aussi à améliorer les services nationaux de contrôle de la qualité et à renforcer les principaux organismes qui en ont la responsabilité. À ce jour, quatre laboratoires ont été accrédités et il devrait en être bientôt de même pour un cinquième. Du matériel a été fourni à l'Institut national de la normalisation et de la qualité du Mozambique.

Le plan national de développement quinquennal de l'Iraq définit cinq domaines prioritaires: amélioration de la gouvernance, y compris la protection des droits de l'homme; croissance économique inclusive, plus équitable et durable; gestion de l'environnement et respect des traités et obligations internationaux sur l'environnement qui ont été ratifiés; accès élargi à des services essentiels de qualité et investissements dans le capital humain; et émancipation des femmes, des jeunes et des enfants. Les travaux préliminaires d'élaboration d'un nouveau projet de 10 millions de dollars destiné à perfectionner le système national d'assurance de la qualité ont commencé en mai. Le projet, qui doit être mis en œuvre en coopération avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et l'Office suédois d'accréditation et d'évaluation de la conformité, répondra aux priorités du pays en matière de protection des consommateurs et de renforcement des capacités commerciales. Il vise à établir un cadre et des infrastructures juridiques pour les normes, les essais, la métrologie et l'évaluation de la conformité selon les meilleures pratiques

internationales. L'objectif de développement global est de renforcer les capacités et les résultats de l'Iraq dans le domaine commercial pour faciliter son intégration dans le système commercial régional et multilatéral.

Pendant l'année à l'examen ont été publiés les résultats d'une grande étude sur l'impact de la norme ISO 9001 en Asie, effectuée en coopération avec l'Organisation internationale de normalisation (ISO), l'International Accreditation Forum (IAF) et l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (Norad). Cette étude, intitulée *ISO 9001—Its relevance and impact in Asian developing economies* (La norme ISO 9001 — Importance et impact pour les économies en développement asiatiques) répond à une préoccupation récente, partagée par l'ISO, l'IAF et d'autres instances, quant au fait de savoir si, en mettant trop l'accent sur l'obtention de la certification ISO 9001, les organismes intéressés se sont moins souciés de l'efficacité des systèmes de gestion de la qualité. Cette publication tente d'aborder ces problèmes. C'est l'aboutissement d'un projet lancé par l'ONUDI, financé par la Norad et qui a bénéficié de concours techniques de l'ISO et de l'IAF. Les pays associés à l'étude étaient le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, les Maldives, le Népal, le Pakistan, les Philippines, Sri Lanka, la Thaïlande et le Viet Nam. L'étude a permis d'évaluer l'établissement du système certifié de gestion de la qualité, les organismes de certification et les avantages économiques qu'offre l'accréditation dans le cadre de l'Association sud-asiatique de coopération régionale, ainsi que les niveaux de conformité à la norme ISO 9001 atteints par les entreprises, principalement dans l'industrie manufacturière et le bâtiment. L'étude établit clairement les retombées économiques de la mise en œuvre et de la certification accréditée des systèmes de gestion de la qualité dans les économies en développement asiatiques.

En octobre, l'ONUDI a organisé pour la première fois à Vienne un atelier sur les partenariats d'entreprises en coopération avec l'International Business Leaders Forum. Cet atelier de renforcement des capacités, qui portait sur les aptitudes et les techniques intervenant dans la constitution de partenariats, a permis d'illustrer une approche uniforme et cohérente des partenariats avec le secteur privé et d'étudier des modèles novateurs de partenariats de collaboration au sein du système des Nations Unies. Des outils et des techniques pour le choix de partenaires y ont également été présentés. Les très nombreux techniciens qui y ont participé se sont félicités de la qualité et de la pertinence de la formation qu'ils ont reçue.

## Services de contrôle de la qualité et de mise en conformité

Les efforts que déploient de nombreux pays en développement pour être compétitifs sur le marché mondial sont entravés par la nécessité de respecter les accords relatifs aux obstacles techniques au commerce et les mesures sanitaires et phytosanitaires promulguées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Pour mettre en œuvre les accords de l'OMC, ils doivent d'abord établir des systèmes nationaux d'assurance de la qualité et mettre sur pied des infrastructures institutionnelles de normalisation, de métrologie, d'essais et de contrôle de la qualité et, mesure tout aussi importante, se doter des moyens nécessaires à cet égard.

Jusqu'à une date récente, la Sierra Leone, membre de l'OMC depuis 1995, n'avait pas de politique nationale de la qualité ni de services de contrôle de la qualité reconnus à l'échelle internationale pour les essais microbiologiques et chimiques. Elle n'avait pas non plus d'installations pour l'étalonnage du matériel d'essai et de mesure. Sans ces moyens de contrôle, la population locale était exposée aux risques potentiels d'importations non conformes aux normes exigées et le pays se trouvait lui-même dans l'incapacité d'exporter des marchandises. Sur la base du succès d'une initiative antérieure, un nouveau projet a été conçu l'année dernière pour faciliter l'intégration de la Sierra Leone dans les échanges mondiaux grâce à l'élaboration d'une politique nationale de la qualité et au renforcement des services essentiels de contrôle de la qualité. Le financement du projet en cours a été assuré par les gouvernements finlandais et norvégien et par l'ONUDI.

La nouvelle politique nationale de la Sierra Leone dans le domaine de la qualité a été officiellement adoptée par le Président en octobre. Elle offre un cadre permettant de s'assurer que les biens et les services en provenance de la Sierra Leone ou qui y font l'objet d'échanges respectent non seulement les exigences des acheteurs et des consommateurs, mais aussi celles des organismes de réglementation, sur les marchés locaux et les marchés d'exportation. À ce jour, le projet a débouché sur la conception et la construction d'un laboratoire de métrologie moderne qui répondra aux besoins de la Sierra Leone, respectera les normes internationales et permettra de renforcer les moyens dont dispose l'autorité compétente pour la certification des exportations de produits halieutiques, un des principaux produits de base d'exportation du pays.

Un projet analogue est en cours d'élaboration pour le Malawi. Il portera sur l'accès aux marchés et la facilitation des échanges par le renforcement des capacités institutionnelles et nationales en matière de normalisation, de métrologie, d'essais et de qualité. La politique nationale du Malawi en matière de qualité, établie par l'ONUDI et actuellement en instance d'approbation par le Gouvernement, pose les bases d'un développement économique et social accéléré. Dans le cadre de cette politique, le Gouvernement malawien s'engage à mettre en place un cadre réglementaire technique auquel se conformeront tous les ministères et leurs organismes de réglementation. En février, l'ONUDI a organisé, à Lilongwe, un atelier sur la politique nationale en matière de qualité, auquel ont participé de hauts fonctionnaires ainsi qu'une soixantaine d'acteurs publics et privés. Une fois cette politique nationale approuvée, la Norad financera un projet de coopération technique pour renforcer les services nationaux de contrôle de la qualité du Malawi.

Un projet a été lancé en septembre pour renforcer les capacités commerciales du Burundi grâce à une mise en conformité plus étroite aux normes internationales de qualité et aux mesures sanitaires et phytosanitaires. Financé par le Cadre intégré renforcé et la Norad, ce projet de trois ans et d'un coût de 3 millions de dollars est le premier du Cadre intégré renforcé que l'ONUDI doit exécuter au Burundi. Il contribuera au renforcement de plusieurs services nationaux de contrôle de la qualité — normes, inspection et essais — chargés de la mise en conformité aux normes sanitaires et phytosanitaires et apportera son soutien à des chaînes de valeur ciblées pour améliorer la qualité de la production et la compétitivité des exportations. Il aidera à faire en sorte que les marchandises produites ou échangées au Burundi répondent aux besoins, aux attentes et aux exigences tant des acheteurs et des consommateurs que des organismes de réglementation sur les marchés locaux et sur les marchés d'exportation.

De nombreux pays en développement qui ont libéralisé leurs marchés dans l'espoir de parvenir à une croissance axée sur l'exportation et d'éliminer la pauvreté n'ont pas tardé à découvrir que la réduction des droits de douane et des contingents à elle seule n'entraînait pas une augmentation perceptible de leurs exportations. C'est dans ce contexte que l'ONUDI et l'OMC ont conjugué leurs efforts pour aider les pays en développement à surmonter ces derniers obstacles et à mieux s'intégrer dans l'économie mondiale. En vertu d'un mémorandum d'accord conclu entre les deux organisations, l'ONUDI développera les capacités d'offre et la

■ L'année considérée a vu l'aboutissement d'un grand projet qui était destiné à aider l'Afrique occidentale à jouer un plus grand rôle dans l'économie mondiale grâce au renforcement de l'intégration régionale et du commerce. Le Programme Qualité de l'Afrique de l'Ouest de 16,5 millions d'euros a été financé par l'UE et mis en œuvre par l'ONUDI au nom des Commissions de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). Il s'est appuyé sur le succès d'un projet antérieur de quatre ans achevé en 2005 dont il a élargi la portée pour englober l'accréditation, les essais et la certification de produits, l'appui aux entreprises, la métrologie, la normalisation, les services de contrôle de la qualité, l'inspection et la promotion de la qualité.

Le volet du programme relatif à la qualité prévoyait l'adoption d'une politique régionale de la qualité et plusieurs pays participants ont établi un cadre juridique dans ce domaine. Il apportait aussi un soutien aux institutions chargées de la qualité au sein de l'UEMOA pour leur permettre de devenir pleinement opérationnelles. Un rapport d'évaluation concernant les services régionaux de contrôle de la qualité et une feuille de route pour la mise en conformité ont été établis et adoptés par la CEDEAO. Au titre du volet métrologie du projet, l'ONUDI a fourni du matériel à des organismes nationaux de métrologie dans 15 pays et formé 30 techniciens en métrologie à l'échelle nationale et régionale. Des projets de loi sur la métrologie de portée régionale et nationale sont en phase finale d'élaboration ou d'adoption par les autorités compétentes. Dans le domaine des normes, le programme a conduit à l'adoption de 42 normes techniques par un secrétariat sous-régional pour la coordination des activités concernant les normes, lequel est aujourd'hui pleinement opérationnel. L'ONUDI a formé le personnel des organismes de normalisation nationaux et fourni du matériel informatique. Elle a aussi mis en place des procédures d'harmonisation des normes régionales adoptées par la CEDEAO. Elle a aussi formé un directeur de l'accréditation et créé deux comités d'accréditation.

Plus de 300 administrateurs régionaux ont été initiés à l'accréditation et sensibilisés à son importance pour l'industrie et le Système d'accréditation de l'Afrique de l'Ouest a été modernisé. Au titre du volet évaluation de la conformité du programme, plus de 500 techniciens de 100 laboratoires de la région ont reçu une formation aux critères d'accréditation. L'ONUDI a équipé 84 laboratoires et 9 ont été accrédités dont 8 ont reçu la certification ISO 17025 et 1 la certification ISO 15189. Dix laboratoires sont désormais prêts à être évalués aux fins d'accréditation et deux autres laboratoires seront évalués début 2013. L'ONUDI a dispensé une formation dans le cadre de ce volet au personnel de 16 services d'inspection ainsi qu'au personnel d'organismes nationaux de certification. Pour ce qui est de la promotion de la qualité, elle a établi ou renforcé des systèmes de gestion de la qualité et de l'hygiène alimentaire dans 90 entreprises et formé plus de 1 500 agents. Sur les 13 certificats délivrés, 9 concernaient la norme ISO 9001, 2 la norme ISO 22000 et 2 l'agriculture biologique. Des diagnostics et des plans de développement ont été mis en place pour six centres techniques. Le programme a soutenu quatre ateliers de formation à l'intention de 30 agents spécialisés du Centre international de recherche-développement sur l'élevage dans les zones subhumides de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso). Un appui a été également apporté au laboratoire d'essais génétiques du Centre en vue de l'accréditation ISO/CEI 17025:2005.

Le Programme qualité de l'Afrique de l'Ouest a contribué à la création d'une conjoncture favorable à l'activité commerciale qui permettra aux entreprises de produire des marchandises répondant aux exigences du marché, notamment aux normes publiques et privées. Les résultats impressionnants obtenus par le Programme ont bénéficié d'une large couverture médiatique aux niveaux local, régional et international.



compétitivité et évaluera la conformité aux prescriptions du marché tandis que l'OMC facilitera l'accès des pays en développement au marché mondial et leur intégration dans le système commercial multilatéral.

Une politique nationale en matière de qualité et son plan d'application ont été approuvés par le Gouvernement zambien à la fin de 2010. L'année suivante, l'ONUDI et l'OMC ont mis en place un programme de renforcement des capacités pour la Zambie qui devrait renforcer les résultats à l'exportation du pays grâce à la mise en place de services crédibles d'évaluation de la conformité. Financé par la Norad, le projet de 2,7 millions d'euros devrait se poursuivre jusqu'en 2013. Il a conduit à la constitution de l'Association nationale des laboratoires zambiens qui, entre autres choses, gère les systèmes d'essais nationaux. Le premier stage de formation au Protocole de l'Initiative mondiale de la sécurité alimentaire concernant les marchés mondiaux a eu lieu en avril et a réuni les producteurs et les fournisseurs de produits alimentaires ainsi que les responsables de la qualité de grandes chaînes de supermarchés. La formation d'un groupe restreint de nouveaux diplômés en science et technologie alimentaires au Protocole et aux listes de contrôle a permis de garantir la disponibilité future de compétences locales. Une formation de deuxième niveau à l'analyse des lacunes tenue en juin prévoyait des visites et des tutorats.

En février, l'ONUDI a organisé à Dhaka un atelier international sur l'évaluation de la conformité en coopération avec le Gouvernement bangladais et plusieurs organisations internationales, destiné aux économies en développement asiatiques. Avec l'appui financier de l'UE et de la Norad,

l'atelier visait à faire mieux comprendre aux décideurs les normes promulguées par l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'ISO et la Commission électrotechnique internationale. Dans ses conclusions et recommandations, l'atelier a reconnu l'importance d'une meilleure sensibilisation à l'évaluation de la conformité. Il a recommandé la désignation d'agents nationaux de liaison et la constitution de comités miroirs nationaux, le mentorat par des organisations internationales et une collaboration régionale plus efficace. L'atelier de Dhaka a été suivi par un autre à Brasilia en juin, organisé par l'ONUDI, l'UIT et d'autres organisations sur le thème de la conformité et de l'interopérabilité pour la région de l'Amérique latine. L'ONUDI prévoit d'organiser des ateliers similaires dans d'autres régions pour élaborer des projets de coopération technique dans le domaine de l'évaluation de la conformité.

Dans le cadre d'un vaste projet financé par la Norad et destiné aux pays les moins avancés d'Asie du Sud, l'ONUDI a apporté un soutien au Bhoutan dans les domaines de l'accès aux marchés et de la facilitation des échanges en renforçant les moyens institutionnels et nationaux du pays dans le domaine des normes, de la métrologie, des essais et de la qualité. Terminé à la fin de l'année, ce projet de cinq ans visait à stimuler le développement industriel du Bhoutan et, en particulier, à renforcer sa capacité d'exporter ses produits tout en protégeant la population des risques potentiels d'importations non conformes aux normes. Ce projet a suscité une forte accélération de la croissance économique du pays en réduisant les obstacles techniques au commerce grâce au renforcement des structures institutionnelles et des capacités



Photo © iStockphoto.com/thiel\_andrzej

nationales en matière de normes, de métrologie, d'essais, de qualité et d'évaluation de la conformité. Dans le cadre du projet, l'ONUDI a aidé le pays à se préparer à l'adoption de normes et à créer son Bureau de normalisation en application de la loi de 2010 sur les normes du Bhoutan. Le Bureau est sur le point d'acquiescer le statut d'organisme autonome chargé de superviser les activités de normalisation, de certification et de métrologie dans le pays. Il a récemment été doté par l'ONUDI des équipements nécessaires à l'établissement d'un laboratoire national de métrologie pour maintenir la conformité aux normes internationales de la norme nationale qui s'applique aux unités de mesure. Sa demande d'accréditation a été soumise au Conseil national indien d'accréditation des laboratoires d'essai et d'étalonnage.

L'ONUDI a aussi fourni du matériel et dispensé des formations en vue du développement des capacités d'essais chimiques du Laboratoire national de contrôle de la qualité qui relève de l'Autorité bhoutanaise de réglementation de l'agriculture et de l'alimentation du Ministère de l'agriculture et des forêts. Le laboratoire peut désormais effectuer des essais sur les résidus de pesticides, les polluants et les métaux lourds. Des formations offertes en interne et à l'étranger au personnel technique lui ont permis de satisfaire aux exigences de l'accréditation ISO 17025. Quinze auditeurs ont reçu une formation à la norme ISO 22000, à des méthodes plus perfectionnées d'analyse des risques aux points critiques et à la capacité d'audit conformément à la norme ISO 22000. L'ONUDI a organisé, en coopération avec l'Autorité bhoutanaise de réglementation de l'agriculture et de l'alimentation, un séminaire de sensibilisation de deux jours à

l'intention de 53 participants, dont 29 inspecteurs d'hygiène alimentaire. Suite à ce projet, les entreprises ont fait état d'une amélioration de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et pour celles qui ont suivi la norme ISO 22000, il en est résulté une productivité plus élevée, due pour une large part aux modifications des procédures d'exploitation qui ont eu pour effet de responsabiliser davantage les employés et de réduire les déchets.

Avec l'aide de l'ONUDI, un autre pays asiatique parmi les moins avancés a pu obtenir sa toute première accréditation internationale pour les essais chimiques dans un laboratoire du secteur public. Le fait que les certificats délivrés par les laboratoires au Népal n'étaient pas reconnus au niveau international était l'un des principaux obstacles auxquels se heurtait son secteur d'exportation. L'Inde a refusé d'importer du gingembre et des lentilles à partir du Népal en 2004, tandis que l'UE a interdit l'importation de miel à cause de la présence de résidus de pesticides<sup>11</sup>, ce qui a empêché l'économie népalaise de réaliser d'importants profits potentiels. En septembre, le laboratoire central d'analyse alimentaire du Département népalais de la technologie et du contrôle de qualité à Katmandou a reçu une accréditation internationale du Conseil national indien d'accréditation des laboratoires d'essai et d'étalonnage, signataire d'accords de reconnaissance mutuelle à la fois avec la Conférence internationale sur l'agrément des laboratoires d'essai et avec la Coopération Asie-Pacifique d'accréditation des laboratoires.

<sup>11</sup> Source: *Nepal Trade Integration Strategy* (Stratégie népalaise d'intégration commerciale) 2010.

Cette évolution constitue une étape importante dans la mise en place de services de contrôle de la qualité au Népal qui pourrait ouvrir la voie à de futures accréditations. Le Bureau népalais des normes et de la métrologie espère obtenir la reconnaissance internationale de ses services d'essai et d'étalonnage dans un proche avenir.

Bien que les économies des États arabes soient à différents stades de développement, elles tendent à rencontrer le même type de problèmes dans le secteur commercial. Dans le monde arabe, l'intégration du commerce a débuté avec la création de la Ligue des États arabes en 1945 et plusieurs tentatives ont été faites au fil des années pour promouvoir l'intégration politique et économique régionale. Il reste beaucoup à faire, toutefois, et cela devrait particulièrement profiter aux PME qui sont loin d'atteindre leur potentiel et n'emploient actuellement que 15 % en moyenne de la population active. La contribution du secteur manufacturier au produit intérieur brut ne dépasse pas 10 %, bien que ce chiffre soit légèrement plus élevé pour certains pays de la région. De toute façon, le secteur manufacturier local ne répond pas aux besoins de la plupart des pays arabes pour ce qui est des produits alimentaires, des vêtements et du logement; il ne permet pas non plus de créer les emplois rendus nécessaires par l'accroissement démographique.

En partenariat avec l'Organisation arabe pour le développement industriel et les ressources minières (OADIM) — l'organisation responsable du développement industriel dans la région arabe dont le siège est à Rabat —, l'ONUDI a été priée de concevoir un programme concernant les services de contrôle de la qualité. Lancé en 2010 et financé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, le but du projet a été d'appuyer les efforts déployés par la région pour harmoniser ses services de contrôle de la qualité en veillant au respect des règles et réglementations commerciales internationales. Le projet ONUDI-OADIM a débouché en 2011 sur la création d'Arab Accreditation, organisme qui a pour mission de fournir des services d'accréditation fiables, adaptés aux besoins des pays arabes.

Une fois ses capacités de coordination technique et régionale renforcées dans le cadre du projet, l'OADIM a été chargée des activités régionales concernant les normes et les services de contrôle de la qualité et elle remplit désormais les fonctions d'organisme de coordination de tous les instituts nationaux d'accréditation de la région. Elle comprend des comités consultatifs de normalisation, d'accréditation et de métrologie qui s'occupent d'élaborer et d'appliquer une

stratégie de normalisation arabe. L'accent mis sur l'égalité de représentation des hommes et des femmes au sein du projet a permis aux femmes de contribuer aux efforts de renforcement du commerce et de la protection des consommateurs. Le projet a aussi encouragé la coopération Sud-Sud en tirant parti de l'expérience et des compétences des organismes d'accréditation plus anciens de la région pour fournir un soutien aux autres.

La communauté internationale a réagi très favorablement aux progrès accomplis à ce jour et Arab Accreditation a conclu plusieurs accords avec d'autres instances régionales. En juin, cet organisme a signé un accord de coopération technique avec la Coopération interaméricaine d'accréditation (IAAC) — organisme à but non lucratif qui promeut la coopération entre les organismes d'accréditation et les parties intéressées des Amériques — afin de renforcer les programmes d'accréditation nationaux, régionaux et interrégionaux. L'accord, qui a été signé lors d'un atelier régional sur l'accréditation tenu à Amman, vise à promouvoir les programmes nationaux, régionaux et mondiaux en vue de l'établissement d'organismes d'accréditation plus fiables; Arab Accreditation est actuellement hébergé par l'OADIM et a son propre secrétariat et trois comités techniques comprenant 15 pays membres. Il est membre de la Conférence internationale sur l'agrément des laboratoires d'essai.

Malgré les remarquables progrès accomplis ces 20 dernières années tant en matière d'investissement étranger direct que pour les exportations, l'économie colombienne n'a pas été épargnée par la récente crise financière qui a ralenti le taux de croissance de son secteur industriel. Bien que le pays ait amorcé une reprise, il reconnaît que l'un des obstacles au commerce régional et international est la difficulté qu'il a à satisfaire aux exigences en matière de métrologie et d'évaluation de la conformité imposées par les partenaires commerciaux du monde industrialisé. Pour faire face à ce problème, la Colombie a récemment engagé d'importantes réformes institutionnelles dans le domaine des services de contrôle de la qualité, qui ont été couronnées par la création de l'Institut national de métrologie et du Réseau public-privé colombien de métrologie.

L'ONUDI et le Secrétariat d'État suisse à l'économie mettent actuellement au point un projet visant à renforcer les services de contrôle de la qualité en Colombie pour certains secteurs, en particulier dans les domaines de la métrologie et de l'évaluation de la conformité. Le projet comportera aussi un volet sur le renforcement des capacités

**Un moyen efficace** d'accéder aux marchés d'exportation consiste à constituer des consortiums d'exportation ou des alliances volontaires d'entreprises dans le dessein de promouvoir l'exportation de biens et services par des actions conjointes. L'ONUDI a une vaste expérience et une somme de connaissances à mettre à la disposition de ses pays bénéficiaires dans ce domaine.



dans le domaine de l'efficacité énergétique. Le Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme assurera la coordination du projet à l'échelle institutionnelle et nationale. Les principaux bénéficiaires seront certains des secteurs visés par le programme colombien de transformation productive, des institutions publiques œuvrant dans les domaines du contrôle de la qualité, de la sécurité des produits alimentaires et de l'efficacité énergétique, des associations du secteur commercial et du secteur manufacturier, le secteur privé et les consommateurs en général. La proposition de projet sera soumise pour approbation au troisième trimestre de 2013.

Des projets de renforcement des capacités sont aussi en cours dans l'État plurinational de Bolivie, en Équateur et au Nicaragua. Dans l'État plurinational de Bolivie, l'assistance de l'ONUDI porte sur l'amélioration de l'innocuité de produits alimentaires tels que la farine, les fruits secs et le sang de bovin utilisé dans l'industrie alimentaire et elle s'inscrit dans un plus vaste projet financé par le Fonds pour la réalisation des OMD. Dans le cadre de son projet en Équateur, l'ONUDI a aidé le pays à mettre au point un système national de traçabilité du cacao. Au Nicaragua, elle aide actuellement le pays à renforcer et améliorer ses services de normalisation, de métrologie, d'essais et d'évaluation de la qualité.

## Promotion des exportations industrielles et groupements de PME

Il n'est pas facile pour les PME d'entrer en compétition sur les marchés mondiaux, régionaux, voire intérieurs. Faute d'un savoir-faire étendu et de ressources financières, les tentatives qu'elles font à l'exportation sont souvent vouées à l'échec et peuvent même mettre en danger la stabilité financière des entreprises. Les entreprises qui souhaitent exporter doivent repérer les marchés étrangers indiqués, contacter les distributeurs locaux, évaluer précisément les préférences des consommateurs et adapter la qualité et le prix de leurs produits en conséquence. Enfin, il est difficile d'atteindre un niveau élevé d'exportations sans offrir une gamme complète de produits. Les compétences requises pour relever ces défis et les coûts qui y sont associés dépassent souvent les capacités d'une seule PME. Un moyen efficace d'accéder aux marchés d'exportation consiste à constituer des consortiums d'exportation ou des alliances volontaires d'entreprises dans le dessein de promouvoir l'exportation de biens et services par des actions conjointes. L'ONUDI a une vaste expérience et une somme de connaissances à mettre à la disposition de ses pays bénéficiaires dans ce domaine.

Le bilan à mi-parcours d'un projet financé par l'UE en Côte d'Ivoire a montré que d'excellents progrès avaient été accomplis malgré une longue interruption pour des raisons politiques en 2011. Ce projet vise à améliorer la compétitivité des entreprises ivoiriennes dans les secteurs d'exportation non traditionnels. Il a été décidé de faire porter les efforts dans trois secteurs prioritaires: noix de cajou, manioc et textiles et vêtements. La formation fournie par l'ONUDI a largement dépassé l'objectif. Plus de 130 représentants d'institutions nationales d'appui et 150 représentants d'entreprises nationales, soit plus de deux fois le nombre de participants prévu initialement, ont reçu des informations sur l'approche suivie par l'ONUDI en matière d'amélioration de la compétitivité. On a montré à plus de 150 employés de 72 entreprises comment accroître la compétitivité de leurs entreprises respectives, alors que le nombre prévu à l'origine était de 60. Une formation a pu être dispensée avec succès à 33 initiateurs de consortiums d'exportation, dont 10 ont pris part à un voyage d'étude en Italie. On a aidé 20 entreprises à constituer des consortiums d'exportation, et 3 ont été officiellement créés alors que 2 sont en cours de création. L'ONUDI a pu former 12 évaluateurs en chef à la norme ISO 17025, soit quatre fois plus que le nombre d'évaluateurs prévu. Le projet prévoyait aussi l'étude de faisabilité d'un centre de traitement des déchets de laboratoire et il a permis d'établir un programme de modernisation et de restructuration nationales que les acteurs nationaux examinent actuellement.

Un projet destiné à promouvoir et à appuyer les consortiums d'exportation au Maroc s'est achevé en 2012. Financé par l'Italie, ce projet de quatre ans visait l'industrie textile du pays ainsi que ses secteurs du cuir, de l'agroalimentaire, de l'automobile, des matériaux de construction et de la mécanique. L'un de ses résultats les plus gratifiants a été le niveau de satisfaction élevé des bénéficiaires qui ont cité à cet égard leur capacité nouvelle à accéder à différents marchés ou à de nouveaux clients sur les marchés traditionnels, à rehausser leur image professionnelle, à développer leur propre marque collective, à accroître leur pouvoir de négociation, à organiser leurs gammes de production, à approfondir leur connaissance des marchés extérieurs, à maintenir ou améliorer leur chiffre d'affaires et à accéder à une certification internationalement reconnue. Au total, l'ONUDI a dispensé une formation à l'établissement de consortiums d'exportation à 134 hommes et femmes venant de grandes institutions publiques et privées, tant au niveau national que local. Grâce au projet, 25 consortiums d'exportation sont

désormais opérationnels dans 12 secteurs différents et desservent 8 régions du pays. L'Association marocaine de consortiums d'exportation est pleinement opérationnelle et a signé un accord de partenariat avec Federexport, la Fédération italienne des consortiums d'exportation. Un site Web ([www.marocconsortium.com](http://www.marocconsortium.com)) est en place et des informations sur les consortiums d'exportation sont régulièrement publiées dans un bulletin trimestriel. Enfin, la pérennité du projet a été assurée par un dispositif d'appui financé par le Département du commerce extérieur qui apporte une assistance financière et technique aux consortiums d'exportation pendant une période de lancement de trois ans.

En vue d'accompagner les efforts que fait le Gouvernement koweïtien pour réduire la dépendance du pays à l'égard des recettes pétrolières, l'ONUDI a récemment lancé un projet pilote pour renforcer la compétitivité des exportations du secteur koweïtien des produits chimiques et plastiques. En collaboration avec l'Autorité publique pour l'industrie du Koweït, l'ONUDI aide actuellement les PME locales à mettre à niveau leurs compétences et leurs connaissances en matière d'exportation et à accéder aux marchés étrangers. Le projet pilote prévoit aussi une formation et des voyages d'étude pour les agents du Centre de développement des exportations industrielles et la création d'une base de données sur les exportations et les marchés étrangers potentiels qui sera accessible au public. Parmi les autres activités en cours figurent l'assistance à des PME pilotes à chaque étape de la mise en œuvre de leurs plans d'exportation, une formation aux questions relatives à l'exportation destinée aux représentants des PME koweïtiennes et l'établissement d'une étude de faisabilité sur la possibilité de constituer des consortiums d'exportation au Koweït. Grâce à l'aide de l'ONUDI, le Koweït devrait bientôt être en mesure de diversifier ses principaux secteurs d'exportation pour ce qui est des produits et des marchés.

Le Kazakhstan a fait de grands progrès économiques depuis son indépendance en 1991. Si ce succès est dû pour une bonne part au développement du secteur minier et énergétique qui offre des possibilités énormes d'investissement étranger direct et de recettes d'exportation, le secteur manufacturier, en particulier les PME, ne s'est pas aussi bien comporté. Cette situation a conduit le Gouvernement à mettre en place plusieurs initiatives de politique générale pour soutenir les PME, notamment en créant un fonds de développement de sociétés de capitaux, le "Damu". En 2011, le Kazakhstan s'est adressé à l'ONUDI pour qu'elle l'aide à

## PROGRAMME DE RÉUSSITE DE L'ENTREPRENEUR RESPONSABLE

Le Programme de réussite de l'entrepreneur responsable (Responsible Entrepreneurs Achievement Programme) (REAP) de l'ONUDI est une méthode générale d'accompagnement des efforts déployés par les PME du secteur manufacturier des pays en développement pour appliquer le principe de responsabilité sociale des entreprises avec l'aide d'experts ou de conseillers spéciaux formés par l'Organisation. D'une manière générale, ceux-ci aident des PME pendant une période de 8 à 12 mois à mettre en œuvre les aspects les plus pertinents de la responsabilité sociale des entreprises.

S'appuyant sur les dix principes du Pacte mondial des Nations Unies, la méthode REAP repose sur une série de guides par étape concernant des questions spécifiques comme la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, la gestion de l'environnement, le traitement des déchets, l'utilisation de l'eau, les normes du travail et les droits de l'homme et la lutte contre la corruption. Ces guides encouragent la prise en compte de ces questions dans les activités de l'entreprise. Le programme REAP met strictement l'accent sur des questions internes de responsabilité sociale des entreprises — les sujets comme la participation de la communauté ou des intervenants extérieurs n'étant pas traités — et se fonde sur une approche simplifiée de la production. L'expérience montre que, en ce qui concerne nombre de PME de pays en développement, la responsabilité sociale des entreprises peut être plus facilement adoptée lorsqu'elle s'attaque d'abord aux questions directement en rapport avec le processus de production et les ouvriers. Pour plus de renseignements, on se reportera à l'adresse: [www.unido.org/reap](http://www.unido.org/reap).

améliorer la compétitivité générale des PME industrielles en créant un centre de développement des entreprises industrielles et en renforçant les services liés au développement des entreprises assurés par le Damu. Une étude des besoins réalisée par l'ONUDI a souligné l'importance qu'il y avait à améliorer la compétitivité et les capacités commerciales, et à instaurer une coopération régionale et internationale dans le domaine industriel afin de diversifier l'économie. Le Damu fournira toutes les installations nécessaires, tandis que l'ONUDI assurera la base méthodologique et les services d'experts et de consultation.

Un séminaire sur les groupements de petites et moyennes entreprises d'exportation s'est tenu à Quito en juin, organisé conjointement par l'ONUDI, le Système économique latino-américain et des Caraïbes et le Ministère équatorien de l'industrie et de la productivité. Le Directeur général de l'ONUDI a évoqué la troisième révolution industrielle et l'impératif de développement durable pour faire face à l'accroissement rapide de la population mondiale. Il a ajouté que

les consortiums d'exportation qui satisfaisaient aux normes environnementales internationales constituaient une solution que l'ONUDI était mieux à même que quiconque de promouvoir auprès de ses pays bénéficiaires.

## Responsabilité sociale des entreprises pour l'intégration au marché

La responsabilité sociale des entreprises est un concept de gestion qui intègre des préoccupations sociales et environnementales dans les activités de l'entreprise et les interactions entre l'entreprise et ses partenaires. La mise en œuvre des pratiques de responsabilité sociale des entreprises a été longtemps considérée comme relevant du domaine des grandes entreprises et des sociétés multinationales qui opèrent à l'échelle mondiale, lesquelles ont répondu aux



**Pour améliorer l'impact des entreprises** sur la société, il importe au plus haut point de faire en sorte que l'application du principe de la responsabilité sociale des entreprises favorise, et n'entrave pas, le développement des PME dans les pays en développement.

pressions exercées par les États et les consommateurs en faveur de la lutte contre la pollution et la dégradation de l'environnement, les mauvaises conditions de travail dans les processus de production, d'approvisionnement et de livraison ou les atteintes aux droits de l'homme. Ces dernières années, l'accent s'est de plus en plus porté sur la chaîne de valeur dans son ensemble, de la production primaire à la consommation et à l'élimination des produits, et plus particulièrement sur les PME et les entreprises agro-industrielles qui fournissent des matières premières ou des produits semi-transformés ou des biens de consommation et des services aux multinationales. Pour améliorer l'impact des entreprises sur la société, il importe au plus haut point de faire en sorte que l'application du principe de la responsabilité sociale des entreprises favorise, et n'entrave pas, le développement des PME dans les pays en développement. L'appui au développement des PME peut occuper une place importante dans l'engagement que les grosses entreprises prennent en matière de responsabilité sociale des entreprises dans le contexte de la gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement, et l'amélioration de l'impact social et environnemental peut aller de pair avec la recherche d'une meilleure qualité et d'une gestion plus efficace. Au titre de son programme relatif à la responsabilité sociale des entreprises, l'ONUDI s'attache à établir un cadre qui devrait permettre aux PME de mieux traduire les principes de responsabilité sociale des entreprises dans une perspective qui leur est adaptée, renforçant ainsi leur compétitivité et leur accès aux marchés.

L'ONUDI reconnaît que l'alignement des stratégies, des activités et des chaînes d'approvisionnement des entreprises sur les résultats en matière de développement durable ne relève pas seulement de la responsabilité sociale, mais qu'il s'impose aussi de plus en plus comme un impératif commercial. En optant pour des activités plus socialement inclusives et plus écologiquement viables, on pourra atténuer les risques, développer de nouveaux marchés et cultiver des relations durables avec les fournisseurs, les clients et les investisseurs. Pour de nombreux producteurs de pays en développement, la possibilité d'être reconnus comme fournisseurs fiables et d'établir des liens commerciaux durables avec des acheteurs potentiels comme Ahold, IKEA, Marks & Spencer, le groupe METRO, PVH Corp, Pick 'n Pay et Walmart peut contribuer à la génération de revenus et à la création d'emplois, ce qui s'inscrit parfaitement dans le cadre du programme de partenariat de l'ONUDI avec le secteur privé.

Afin de familiariser le personnel de tous ses services au concept de responsabilité sociale des entreprises, l'ONUDI a organisé en octobre un séminaire sur l'approche qu'elle avait suivie dans le cadre de son programme de réussite de l'entrepreneur responsable "REAP 26" (voir encadré). L'idée était d'aider les participants à comprendre les principes de ce programme et de voir comment ces principes pouvaient s'appliquer à leurs propres projets. Parmi les questions examinées lors du séminaire, on citera le cas d'un projet de responsabilité sociale des entreprises au Viet Nam et l'évolution du programme REAP, les perspectives futures offertes par la norme ISO 26000 et la reconnaissance de la sphère d'influence et de la notion de circularité pour ce qui concerne les partenaires. Le séminaire s'est achevé sur un débat sur la manière d'harmoniser, d'intégrer et d'exploiter au mieux les méthodes employées par les uns et par les autres pour l'élaboration de futurs projets.

En octobre, l'ONUDI et le Global Social Compliance Programme (Programme mondial de responsabilité sociale) ont uni leurs forces pour encourager les entreprises à prendre dûment en compte les préoccupations sociales, environnementales et économiques tout au long de leurs chaînes d'approvisionnement. Le Programme conjoint de développement durable des fournisseurs (voir aussi le chapitre 2) s'efforce de créer des capacités au sein des groupements de fournisseurs afin de renforcer les droits de l'homme et les droits du travail, de promouvoir de meilleures pratiques environnementales et d'aider les fournisseurs qui satisfont à ces critères à mieux accéder aux marchés.

En novembre, l'ONUDI a été invitée à s'adresser à la conférence annuelle de la Business Social Compliance Initiative (BSCI), qui regroupe des entreprises attachées à améliorer les conditions de travail sur la chaîne d'approvisionnement mondiale. L'initiative a été lancée en 2003 par la Foreign Trade Association, qui réunit plus de 1 000 détaillants, importateurs, grandes marques et associations nationales en Europe afin d'améliorer l'environnement politique et juridique pour un secteur commercial responsable. À la Conférence de Bruxelles, l'ONUDI a présenté les travaux sur les chaînes d'approvisionnement agro-industrielles qu'elle a réalisés par le biais du Centre égyptien de traçabilité pour les exportations agro-industrielles. Elle a aussi présenté les travaux réalisés sur le développement durable des fournisseurs avec le groupe METRO et défini le champ de sa coopération avec le Global Social Compliance Programme, initiative portée par les entreprises pour l'amélioration continue des conditions de travail et du

respect de l'environnement dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. L'exposé de l'ONUDI a ouvert des perspectives de coopération avec la Business Social Compliance Initiative (BSCI). Les membres de la BSCI fournissent des produits agricoles, des textiles, des chaussures, des jouets, des meubles, des appareils électroniques et d'autres produits originaires de pays comme le Bangladesh, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Thaïlande, la Turquie et le Viet Nam.

En fin d'année, l'ONUDI a achevé la mise en œuvre d'un programme de renforcement des capacités de trois ans destiné au secteur des textiles turc; financé par le Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement du Gouvernement espagnol, le programme a été mis au point par l'ONUDI en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation internationale du Travail et l'Association des exportateurs de textiles et de vêtements d'Istanbul. L'objectif était de faire du secteur textile turc un secteur compétitif, l'accent étant mis sur l'intégration des petits producteurs de textiles d'Adiyaman, de Gaziantep, de Kahramanmaraş et de Malatya dans les chaînes de valeur nationales et mondiales. Le programme visait à offrir de meilleures perspectives d'emploi dans les régions et, à l'échelle locale, un appui spécial aux groupes défavorisés et aux femmes. Parmi les activités concrètes auxquelles participe l'ONUDI, on citera la modernisation des procédés de production et la promotion de la responsabilité sociale des entreprises dans la chaîne de valeur des textiles, notamment par la réalisation d'une étude sur la conduite, en matière de respect de l'environnement, de 100 PME, de 10 acheteurs et de 10 organisations d'appui aux entreprises.

Le projet prévoyait aussi des activités destinées à promouvoir le développement de groupements de PME dans la région visée et à renforcer les capacités des institutions d'appui à aider ces structures à long terme. Vingt-six experts et représentants institutionnels ont été formés à la méthode préconisée par l'ONUDI pour la constitution de tels groupements et une réunion de groupe d'experts a été organisée pour les personnes intervenant dans la chaîne de valeur des textiles. Au cours de plusieurs réunions et visites de sites, l'ONUDI a réuni des informations sur les stratégies en matière de responsabilité sociale des entreprises et sur les besoins d'approvisionnement d'acheteurs internationaux comme Gerry Weber, H&M, Marks & Spencer, Nike, Inc. et Otto Group. Des activités

mettant en jeu une coopération plus concrète avec les acheteurs ont aussi été retenues et ont permis d'établir par la suite des programmes de partenariat avec H&M et Marks & Spencer.

Les PME qui fabriquent des produits agroalimentaires dans les pays en développement, en particulier les petites unités de production, n'ont pas souvent les ressources techniques et financières nécessaires pour produire à moindre coût des biens en quantité et de qualité suffisantes, ce qui a pour effet de les priver des débouchés offerts par les supermarchés et les fabricants à l'échelle locale et mondiale. Cette situation a une incidence négative sur les entreprises les moins développées et sur leurs effectifs qui, avec leurs produits, ont du mal à se tailler une place sur les marchés structurés et rentables pour pouvoir croître, générer des revenus et créer des emplois.

Les groupements de micro-, petites et moyennes entreprises de Malaisie constituent un excellent exemple de partenariat commercial en faveur des plus pauvres établi sous l'égide de l'ONUDI. Ce partenariat associe les objectifs de développement aux objectifs de responsabilité sociale des entreprises en réunissant les groupements d'entreprises, les collectivités locales et les institutions d'appui ainsi que le plus gros réseau de distribution japonais, le groupe AEON, qui comprend toute une série de filiales et de sociétés apparentées, des magasins et supermarchés de proximité aux galeries marchandes et magasins spécialisés. Financé par le Gouvernement japonais moyennant une participation aux coûts du groupe AEON, le projet appuiera dans un premier temps 25 PME en Malaisie — pour l'essentiel des fournisseurs de fruits, de légumes, d'aliments surgelés, de produits laitiers, de viande et d'articles de confiserie — en améliorant la qualité et la sécurité de leurs produits, en augmentant leur productivité et en leur permettant d'appliquer les meilleures pratiques internationales en matière de responsabilité sociale des entreprises. Le programme s'appuie sur des valeurs partagées par tous les partenaires. Il articule les politiques de développement de la Malaisie et les capacités des entreprises privées locales avec les principes de la bonne citoyenneté d'entreprise appliqués par AEON qui favorisent la sécurité des produits alimentaires, l'intégrité, le développement durable et le développement communautaire tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Il s'appuie aussi sur l'expérience accumulée par l'ONUDI pour ce qui est de promouvoir les partenariats d'entreprises, de créer des capacités commerciales en augmentant

la qualité et la sécurité, la productivité et la viabilité des produits, ainsi que sur son programme relatif à la responsabilité sociale des entreprises pour l'intégration au marché. Il fait partie du Programme de développement durable des fournisseurs de l'Organisation et s'appuie sur une coopération fructueuse avec certains des plus gros distributeurs et fabricants mondiaux des pays développés afin

d'améliorer les moyens de subsistance des petits producteurs des pays en développement.

Ce projet exécuté en Malaisie sera étendu à 100 fournisseurs d'ici à 2015. En mettant à profit son important volet relatif au renforcement des capacités, le pays devrait se donner les moyens de devenir une plate-forme de développement durable des fournisseurs dans la région.



## Le chemin de la croissance verte

**“Industrie verte et écologisation des industries, concepts forgés par l’ONUDI ces dernières années, contribuent à placer le développement industriel durable au nombre des nouveaux enjeux mondiaux de durabilité. Ensemble, nous pouvons réussir la transition mondiale vers une croissance verte.”**

**Kandeh K. Yumkella, Directeur général de l’ONUDI**

Pour mener ses pays clients sur le chemin de la croissance verte, l’ONUDI suit deux approches: celle de la production verte et propre et celle de l’énergie verte et propre. Elle est en permanence guidée par les objectifs et les principes inscrits dans les accords multilatéraux qui définissent un calendrier pour qu’à travers le monde les pays adaptent leurs industries.

Rendant compte de la manifestation écologique de l’année — la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, plus connue sous le nom de Rio+20 —, le Secrétaire général de l’ONU, Ban Ki-moon, a fait observer qu’elle avait offert, d’une part, une plate-forme solide sur laquelle il fallait construire et, d’autre part, les outils nécessaires pour construire. “Le travail doit commencer maintenant”, a-t-il souligné. La Conférence a également enregistré des annonces de contribution de 513 millions de dollars pour traduire ces aspirations en actes.

Tenu en juin à Rio de Janeiro au Brésil, le sommet a réuni 100 dirigeants mondiaux et 45 000 participants. Si le document final, “L’avenir que nous voulons”, n’a pas fixé de mandats aussi ambitieux que ceux de la Conférence précédente de 1992, il n’en est pas moins le fruit d’un réel consensus politique sur une série de questions essentielles. Parmi celles-ci, la nécessité de définir un ensemble d’objectifs de développement durable, en adéquation avec les objectifs du Millénaire pour le développement, qui seront proposés par un groupe de travail intergouvernemental et soumis à l’Assemblée générale à sa soixante-huitième session. Au cours du sommet, les participants sont convenus d’adopter une résolution qui encourage vivement l’application de politiques économiques vertes, dans le contexte du développement durable et de l’élimination de la pauvreté, en tenant compte des droits de l’individu et des priorités de chaque pays. Comme dans la plupart des documents finaux, la résolution a privilégié des objectifs raisonnables plutôt que des mesures radicales.

Comme on l’a noté pour d’autres grandes conférences, quelques-unes des manifestations les plus réussies ont eu lieu en marge de la plénière. Pour l’ONUDI, l’un des moments phares a été le lancement de la Plate-forme pour une industrie verte, initiative menée conjointement avec le Programme des Nations Unies pour l’environnement (PNUE). Une autre manifestation particulièrement importante pour l’ONUDI était axée sur la chimie verte et son application dans la production et la consommation durables ainsi que dans la protection de la santé humaine et de l’environnement. Les applications actuelles de la chimie verte et les nouveaux défis qui en découlent, ainsi qu’un certain nombre d’expériences réussies y ont été présentées. Les bases de partenariats internationaux entre les États, les entreprises, le milieu universitaire et les organisations non gouvernementales ont été posées pour favoriser la mise au point, l’utilisation et la gestion de produits chimiques dans des conditions de sécurité. Le lancement de l’Évaluation énergétique mondiale lors de Rio+20 a également été l’occasion

d'une manifestation marquante dont il est rendu compte plus loin dans le présent chapitre. L'Exposition sur les technologies vertes organisée par le Bureau de promotion des investissements et de la technologie de l'ONUDI au Japon a été évoquée au chapitre 2. L'ONUDI a également animé une table ronde sur le thème "Une politique industrielle verte est-elle nécessaire?" (voir chapitre 5).

En collaboration avec la Suisse et la Société financière internationale (SFI), entité rattachée à la Banque mondiale, l'ONUDI a organisé une manifestation sur l'utilisation rationnelle des ressources et la compétitivité des entreprises, au cours de laquelle elle a présenté le Programme sur la production propre et économe en ressources ainsi que le réseau mondial des centres nationaux pour une production plus propre (CNPP). La manifestation a permis de montrer comment le réseau s'appuie sur l'application continue d'une stratégie environnementale préventive intégrée aux procédés, produits et services pour accroître l'efficacité globale et réduire les risques pour la santé humaine et l'environnement. Elle a également abordé la question des moyens financiers nécessaires au secteur manufacturier pour devenir plus économe en ressources, réduire les émissions de CO<sub>2</sub> et tirer parti du marché des produits et services écologiques en pleine croissance. L'ONUDI a de même participé à des manifestations sur les progrès réalisés par le secteur manufacturier dans sa transition vers une économie à faible émission de carbone, la nécessité d'une politique industrielle tournée vers la croissance verte, les défis que posent les énergies renouvelables pour un développement durable, les modèles de financement novateurs pour une croissance verte, les efforts d'atténuation des changements climatiques dans le cadre du Protocole de Montréal et à présenter les technologies respectueuses de l'environnement recensées dans le cadre de l'Initiative pour une industrie verte (voir ci-dessous).

## Production industrielle économe en ressources et à faible émission de carbone

La vision de l'industrie verte repose sur la possibilité pour les industries de découpler la croissance économique de l'utilisation excessive de ressources précieuses. Elle envisage un monde où les secteurs industriels réduiront au minimum les déchets et toutes les formes de pollution, utiliseront des ressources renouvelables comme intrants et combustibles et

prendront toutes les précautions possibles pour éviter de nuire aux travailleurs, aux communautés, au climat ou à l'environnement. Les industries vertes doivent faire preuve de créativité et innover en développant de nouveaux moyens d'améliorer leurs performances économiques, environnementales et sociales.

En octobre, le Bureau régional de l'ONUDI en Inde a présenté l'Initiative pour une industrie verte aux agents des services de l'État, des agences nationales et des pays donateurs. L'ONUDI a décrit les perspectives de l'industrie verte du pays et présenté le portefeuille des activités qu'elle mène en la matière dans le pays, notamment, à ce jour, une étude documentaire sur les lacunes en matière de politiques, le Programme sur la production propre et économe en ressources, le programme intégré pour le développement de groupements d'entreprises et la fourniture de conseils en matière de politiques en faveur d'une croissance verte dans le secteur manufacturier. Les débats qui ont suivi la présentation de l'ONUDI ont donné aux organisations participantes l'occasion d'exposer leurs propres activités d'appui à l'industrie verte.

## L'Initiative pour une industrie verte

L'Initiative de l'ONUDI pour une industrie verte a été annoncée par le Directeur général à la Conférence internationale sur les industries vertes en Asie, tenue en 2009, à Manille. Elle vise à prendre en compte les dimensions sociales et environnementales dans les activités des entreprises de tous les pays et régions, grâce à l'utilisation plus efficace de l'énergie et des matières premières, à l'adoption de pratiques novatrices et à l'application de technologies vertes. L'initiative aborde l'ensemble des trois dimensions du développement durable autour d'un triangle vertueux reposant sur l'environnement, et favorisant le développement économique grâce à l'adoption de pratiques plus économes en ressources et plus respectueuses de l'environnement. Dans le même temps, le projet traite des normes, politiques et pratiques en matière d'hygiène et de sécurité dans les industries manufacturières à travers le monde, qui constituent la dimension sociale du développement durable. En 2012, son résultat le plus marquant a sans nul doute été le lancement de la Plate-forme pour une industrie verte (voir encadré).

L'ONUDI a profité d'un certain nombre de forums pour présenter tout au long de l'année son approche pour une industrie verte. En janvier, elle a ainsi présenté son Programme

“Nous attendons des résultats concrets de Rio et le plus important est peut-être là.”

Janez Potocnik, Commissaire européen à l'environnement



■ À la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro au Brésil, l'ONUDI et le PNUE ont lancé une nouvelle initiative conjointe: la Plate-forme pour une industrie verte. L'objectif de cette Plate-forme est d'encourager la réalisation de progrès mesurables vers une industrie verte et de s'assurer que soient accordées à la révolution industrielle verte émergente la priorité, l'attention et la cohérence politiques qu'elle mérite. La Plate-forme fournit un cadre devant permettre à un partenariat multipartite de haut niveau de stimuler, mobiliser et généraliser les initiatives relatives à l'industrie verte dans le monde. Elle réunit des États, des entreprises et des organisations internationales et de la société civile pour qu'ils s'engagent concrètement et encouragent l'écologisation des industries existantes et la création de nouvelles industries vertes de production de biens et services. Elle appelle à une utilisation plus efficace de l'énergie et des matières premières, à une utilisation prudente des ressources en eau et à la gestion rationnelle des produits chimiques dans les processus et services de fabrication. Elle contribue au développement d'une industrie qui soit à la fois plus propre et plus compétitive et aidera à réduire la pollution et le recours à une exploitation non durable des ressources naturelles.

La Plate-forme regroupe tant des petites et moyennes entreprises (PME) — Cambodia Modern Rattan, par exemple — que des sociétés multinationales telles que la société pétrolière et gazière française, Total S.A. Des représentants d'entreprises membres, notamment le groupe manufacturier chinois Broad Group, la société multinationale Microsoft Corporation et l'entreprise danoise de biotechnologie Novozymes A/S, ont pris part au lancement de la Plate-forme aux côtés de ministres des États partenaires de l'initiative, dont la Pologne, la Sierra Leone et la Suède. À la fin de l'année, la Plate-forme comptait 122 membres — des entreprises, pour plus de la moitié —, et ce chiffre ne cesse de croître quotidiennement.

“Nous relevons également le rôle actif joué par l'ONUDI à Rio+20 avec le lancement, notamment, de la Plate-forme pour l'industrie verte. Face aux défis actuels en matière d'énergie et d'environnement, la promotion d'un nouveau modèle de croissance, et porteur d'un développement véritablement durable, apparaît en effet comme une nécessité. Nous sommes convaincus du rôle de l'ONUDI dans la promotion d'un tel modèle.”

Déclaration de la France à la quarantième session du Conseil du développement industriel

sur la production propre et économe en ressources à une conférence internationale tenue à Prague à l'occasion de l'ouverture de la Présidence tchèque du réseau européen PREPARE (Preventive Environmental Protection Approaches in Europe) pour la période 2012-2014 et de l'adoption d'une feuille de route pour une Europe efficace dans l'utilisation des ressources. Au cours du Forum des partenariats pour le développement durable, tenu en avril, à Stockholm, l'ONUDI a fait une présentation sur les politiques et pratiques relatives à l'industrie verte. Le forum commémorait le quarantième anniversaire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement de 1972 tenue à Stockholm. La quinzième table ronde européenne sur la consommation et la production durables s'est déroulée en mai à Bregenz en Autriche, sur le thème de "SCP meets industry" (Quand la consommation et production durables rencontrent l'industrie). En mai également, l'ONUDI était le partenaire officiel du cinquième Congrès écologique international Nevsky tenu à Saint-Petersbourg en Fédération de Russie sur le thème du fondement écologique du développement durable. Les représentants de l'ONUDI y ont fait une déclaration liminaire et animé une table ronde sur la gestion de l'eau.

Les conséquences de la pollution toxique sur la santé humaine dans les pays en développement ont fait l'objet d'une présentation de l'ONUDI à la Conférence internationale sur l'héritage toxique des pays en développement, tenue en juillet, à Bellagio en Italie. Les données présentées ont été collectées grâce à la collaboration de l'Institut Blacksmith, organisation internationale à but non lucratif qui œuvre en faveur de la réduction des conséquences néfastes de la pollution toxique sur la santé. Depuis 2009, cet institut et ses partenaires ont mené plus de 1 500 évaluations de sites pollués dans 47 pays. Les débats de la Conférence ont également porté sur l'établissement d'une alliance mondiale sur l'héritage de la pollution et ses conséquences sur la santé humaine dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.

En octobre, l'ONUDI a noué un nouveau partenariat avec le brasseur danois Carlsberg Group et sa filiale Baltika Breweries, principal brasseur en Fédération de Russie. Ce partenariat avec le secteur privé, premier du genre dans le pays, reflète une nouvelle vision de la durabilité environnementale. Il devrait avoir des retombées positives dans ce domaine grâce, d'une part, à la réduction de la consommation de ressources naturelles, de la pollution et des émissions de gaz à effet de serre par les brasseries et leur chaîne d'approvisionnement et, d'autre part, à l'amélioration de l'écosystème agricole et des systèmes hydrologiques.

En coopération avec le PNUE et l'Université d'Europe centrale de Budapest, l'Institut de l'ONUDI pour le renforcement des capacités a organisé un cours d'été sur l'évolution vers l'industrie verte, industrie du futur (voir chapitre 5).

## Production plus propre

Deux nouveaux centres sont venus renforcer le programme relatif aux centres nationaux pour une production plus propre, administré conjointement par l'ONUDI et le PNUE, portant ainsi à 51<sup>12</sup> leur nombre total dans le monde. Avec l'appui financier du Secrétariat d'État à l'économie (SECO) de la Suisse et en coopération avec les Ministères indonésiens de l'environnement et de l'industrie, l'ONUDI a lancé un nouveau projet axé sur les méthodes de production industrielles plus propres et économes en ressources dans les secteurs de la métallurgie, de la chimie et de l'alimentation et des boissons. Le projet vise à mettre en œuvre à plus grande échelle le programme national pour une production plus propre et économe en ressources en s'appuyant sur la méthodologie de l'ONUDI. Le SECO a également contribué à la création d'un nouveau centre en Ukraine, dont l'objectif est d'améliorer l'efficacité, la productivité, la compétitivité et les performances environnementales des entreprises du pays, en particulier les PME, grâce à l'adoption de modes de production plus propres et économes en ressources.

En septembre, l'ONUDI et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), dont le siège est à Vienne, ont resserré leur coopération dans un certain nombre de domaines, notamment celui de la production industrielle plus propre. Un accord de collaboration a été signé par le Chef du Département de la coopération technique de l'AIEA et le Directeur principal de la Division de l'élaboration des programmes et de la coopération technique de l'ONUDI. Il prévoit que les deux organisations mutualiseront leurs réseaux et mobiliseront les centres nationaux pour une production plus propre dans les différents pays pour partager des informations relatives aux retombées techniques des

<sup>12</sup> Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Arménie, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Bulgarie, Cambodge, Cap-Vert, Chine, Colombie, Costa Rica, Croatie, Cuba, Équateur, Égypte, El Salvador, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Guatemala, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Jordanie, Kenya, Liban, Mexique, Monténégro, Maroc, Mozambique, Nicaragua, Ouganda, Ouzbékistan, Pérou, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Serbie, Slovaquie, Sri Lanka, Tunisie, Ukraine, Viet Nam, Zimbabwe.

# “La pollution n’a pas de passeport: elle peut apparaître n’importe où et se porter ailleurs sans aucune limite.”

Kandeh K. Yumkella, Directeur général de l’ONUUDI

technologies issues du nucléaire pour les processus industriels de production plus propre. L’accord reflète leur intérêt commun à promouvoir des technologies plus propres dans l’industrie et à aider les pays en développement à parvenir à un développement durable. Les technologies issues du nucléaire peuvent contribuer à écologiser l’industrie pour l’analyse et la transformation de toute une gamme de matériaux industriels. Les technologies par faisceau d’électrons et autres applications issues du nucléaire sont largement employées pour l’assainissement des eaux usées et les radio-traceurs peuvent également être utilisés pour détecter et suivre une pollution d’origine industrielle.

## Location de produits chimiques

L’utilisation de produits chimiques dans l’industrie joue un rôle important dans l’économie mais peut avoir des conséquences néfastes tant sur l’environnement que sur les êtres humains. L’industrie est l’un des principaux contributeurs à la production de déchets dangereux et, alors que de nombreuses régions du monde sont industrialisées, la quantité de produits chimiques employés dans les processus industriels a considérablement augmenté. La location de produits chimiques apporte une solution durable à ce problème. Ce concept, selon lequel le producteur d’une substance chimique en vend les propriétés plutôt qu’un volume donné, n’est pas nouveau. Mais il y a 10 ans, seul un petit nombre d’entreprises, principalement du secteur de la peinture, y avait recours. Ce n’est qu’à partir du Sommet mondial pour le développement durable tenu en 2002 que la communauté internationale a pris des mesures pour que les conséquences néfastes des produits chimiques sur la santé humaine et l’environnement soient réduites au minimum lors de leur production et de leur utilisation. Cette initiative a été suivie, un an plus tard, de la mise en place de l’Approche stratégique

de la gestion internationale des produits chimiques. L’Allemagne et l’Autriche ont toutes deux joué un rôle capital dans la promotion d’une utilisation sûre des produits chimiques et, en 2004, l’ONUUDI et l’Autriche ont lancé un certain nombre de projets en faveur de la location de produits chimiques.

Un premier prix de location de produits chimiques a été annoncé en 2010, puis un deuxième en 2012, à l’initiative de l’ONUUDI, du Ministère fédéral autrichien de l’agriculture, de la foresterie, de l’environnement et de la gestion de l’eau et du Ministère fédéral allemand de l’environnement, de la sécurité nucléaire et de la conservation de la nature. Le prix — qui reflète aussi l’approche pour une industrie verte de l’ONUUDI — vise à améliorer la visibilité de cette solution au niveau mondial et à encourager les applications novatrices. Il récompense également les meilleures pratiques de mise en œuvre, de publication et de promotion d’activités de location de produits chimiques. La cérémonie de remise des prix a eu lieu en juin, à Francfort en Allemagne, et 13 prix au total ont été décernés dans les différentes catégories.

## Gestion de l’eau

Les projets au Cambodge, en Égypte, en Fédération de Russie, au Maroc et en Tunisie se sont poursuivis en 2012. Ceux menés au Honduras et au Mexique ont été menés à bien au cours de l’année (voir encadré); le projet mexicain a d’ailleurs débouché sur le développement d’un projet auto-financé dans l’État de Veracruz. Le projet hondurien a été présenté dans l’ouvrage “Water and the Green Economy: Capacity Development Aspects” (Eau et économie verte: aspects relatifs au développement des capacités), publié par l’ONU-Eau et lancé à l’Association internationale de commerce équitable (IFAT), un des grands salons commerciaux

■ Ces quatre dernières années, les industries installées sur les rives du Río Blanco au nord-ouest du Honduras ont progressivement réduit leur pollution environnementale, tout en abaissant leurs coûts de fonctionnement. La méthodologie de transfert d'écotechnologies de l'ONUDI a permis aux trois entreprises ciblées — une entreprise du secteur de la transformation de volailles et deux du textile — d'adopter des pratiques écologiques durables qui ont montré comment réduire la pollution des effluents contaminés pouvait contribuer à minimiser les coûts. L'objectif de ce projet, achevé en 2012 et financé par le Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, était de faire adopter les meilleures pratiques en matière de gestion de l'eau et de réduction de la pollution dans l'industrie. Dans un premier temps, le responsable du centre national du Honduras pour une production plus propre s'est rendu à Vienne pour y être formé à la méthodologie de transfert d'écotechnologies. Le centre du Honduras a ensuite organisé des ateliers de formation à cette méthodologie à l'intention de 50 experts des 3 entreprises concernées, comprenant notamment un cours magistral et une présentation pratique des nouvelles techniques. Plus de 2 200 salariés des 3 entreprises ont été formés à l'utilisation durable de l'eau, ce qui a permis de toucher au moins 25 communautés voisines.

Comme suite à ce projet, la consommation d'eau dans les trois entreprises a diminué de 7,5 %, ce qui a eu pour conséquence de mettre davantage d'eau à la disposition des communautés riveraines du fleuve. Le projet a également contribué à diminuer de 20 % la consommation d'énergie des stations de traitement des eaux des deux entreprises textiles et à diviser par deux la concentration de sel des effluents, la rendant ainsi conforme aux niveaux autorisés. Après assainissement, les eaux usées sont réutilisées pour l'irrigation des cultures de biomasse. L'usine de transformation de volailles a réduit la demande biochimique en oxygène de 55 %. Les trois entreprises devraient réaliser 90 000 dollars d'économies annuelles, pour un investissement total de 130 000 dollars.

mondiaux de la gestion de l'eau, de l'assainissement, des déchets et des matières premières, tenu en mai à Munich en Allemagne.

En 2000, l'ONUDI a mis en place une méthodologie spécifique de transfert d'écotechnologies pour aider les entreprises des pays en développement à accroître leur compétitivité tout en se conformant à des normes environnementales strictes. Lancé initialement dans le bassin du Danube, la méthodologie a été reproduite dans un certain nombre de sites industriels critiques aux quatre coins du monde en vue de préserver les ressources en eau pour les générations futures en réduisant les rejets d'effluents industriels dans les eaux internationales. La méthodologie des sites critiques est actuellement appliquée au Cambodge pour évaluer les principaux sites de pollution du bassin du Mékong, qui traverse la Chine, le Myanmar, la République démocratique populaire lao, la Thaïlande et le Viet Nam. Le projet vise à améliorer la qualité de l'eau du Mékong et à réduire les conséquences néfastes des émissions et rejets industriels. L'ONUDI formera les industries et les PME

locales recensées comme des sites critiques de pollution selon cette méthodologie, aux meilleures techniques disponibles et aux meilleures pratiques environnementales, à la comptabilité de la gestion de l'environnement et aux systèmes de gestion de l'environnement ainsi qu'aux principes de responsabilité sociale des entreprises. Une fois le projet achevé, les autorités cambodgiennes compétentes seront en mesure de prendre des décisions relatives aux moyens d'atténuation, afin de réduire la pression anthropique sur les ressources en eau.

En 2009, avec le soutien financier du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et du Gouvernement italien, l'ONUDI a élargi l'initiative aux pays de la rive sud de la Méditerranée afin de promouvoir le transfert de technologies propres et leur adoption par les industries de la région. Une brochure utile, parue en 2012, intitulée "Transfer of Environmental Sound Technology in the South Mediterranean Region" (Transfert de technologies respectueuses de l'environnement aux pays de la rive sud de la Méditerranée) décrit les bons résultats obtenus par l'ONUDI lors de la

mise en œuvre de l'initiative de transfert d'écotechnologies pour la région méditerranéenne dans trois pays, à savoir l'Égypte, le Maroc et la Tunisie.

Le succès de la méthodologie de transfert d'écotechnologies a conduit à la validation par la Commission européenne du nouveau programme SWITCH-Med, piloté par l'ONUDI; doté d'un financement de 17 millions d'euros, il vise à aider, au titre de l'Instrument européen de voisinage et de partenariat, les pays ciblés de la rive sud de la Méditerranée (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, État de Palestine, République arabe syrienne, Tunisie). Le programme SWITCH-Med sur la consommation et la production durables a pour but d'encourager les économies méditerranéennes à adopter des modes de consommation et de production durables et à s'engager sur le chemin de l'économie verte.

Ailleurs dans la région, l'ONUDI a joué un rôle actif dans le sixième Forum mondial de l'eau, le plus grand rassemblement mondial sur le sujet, tenu en mars, à Marseille en France. Le forum a été l'occasion pour l'ONUDI de promouvoir l'Initiative pour une industrie verte auprès de chefs d'État ou de gouvernement, de commissaires européens et de ministres de 145 pays. Le Directeur du Service de la gestion de l'environnement de l'ONUDI a animé deux tables rondes ministérielles. L'ONUDI a contribué à deux chapitres du deuxième volume (Base de connaissances) du quatrième Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau, intitulé "Gérer l'eau dans des conditions d'incertitude et de risques", lancé à ce Forum. Les deux chapitres abordaient l'interaction eau-énergie au niveau mondial ainsi que la question de l'utilisation de l'eau douce dans l'industrie. L'ONUDI a été désignée pour piloter la préparation du cinquième rapport par l'ONU-Eau et le Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau. L'ONUDI a ainsi organisé un atelier en novembre pour discuter du rapport et ébaucher un fil conducteur et une table des matières annotée.

Les grands écosystèmes marins du courant de Guinée et du golfe du Mexique, entre autres, ont aussi bénéficié en 2012 des services de l'ONUDI dans le domaine de la gestion de l'eau. L'ONUDI et ses organismes partenaires ont été sollicités par 16 pays partageant les ressources du grand écosystème marin du golfe de Guinée pour la définition d'un plan d'action stratégique. Le projet, financé par le FEM, est un effort qui se fonde sur les écosystèmes et qui vise à aider les pays riverains à parvenir à la durabilité en matière d'environnement et d'utilisation des ressources en reconstituant

les réserves halieutiques épuisées, en rétablissant les habitats dégradés et en réduisant la pollution venant des terres et des navires. En mai, l'ONUDI a organisé une conférence ministérielle de la Commission intérimaire du courant de Guinée, première étape vers la création d'un organe permanent. Le projet d'organe permanent s'est achevé fin 2012. En préparation de la conférence ministérielle, l'ONUDI a entrepris une analyse exhaustive des solutions juridiques et institutionnelles pour la création d'une Commission du courant de Guinée, en coopération étroite avec l'Institut du droit de l'environnement, groupe environnemental non militant à but non lucratif qui réalise des études et fait paraître toute une série de publications.

Le projet du grand écosystème marin du golfe du Mexique est également bien avancé et l'ONUDI travaille avec ses partenaires au Mexique et aux États-Unis pour mettre au point un projet de suivi qui prendra le relais une fois le projet actuel achevé fin 2013.

Dans le cadre d'un projet au Soudan, financé par l'Ambassade norvégienne à Khartoum, l'ONUDI coopère avec l'Institut norvégien de recherche océanographique pour évaluer les ressources marines renouvelables de l'État de la mer Rouge, notamment les stocks de poissons, de mollusques et de crustacés. Les résultats de l'évaluation permettront de diversifier l'économie du pays en fournissant la base de connaissances nécessaires au développement de pêcheries marines artisanales et semi-industrielles durables.

La Volga est au cœur d'un autre projet de transfert d'écotechnologies de l'ONUDI visant à réduire la pollution de l'eau par l'industrie. L'ONUDI a également été sollicitée par le Gouvernement de la République du Tatarstan (Fédération de Russie) pour développer un projet de ce type en vue du dragage des sédiments accumulés dans les réservoirs de la Volga et de ses affluents. En octobre, elle a signé un mémorandum d'accord avec l'entreprise Baltika Breweries pour favoriser l'adoption par l'industrie russe de la bière de solutions écologiques durables. Un projet de partenariat public-privé est en cours de préparation; financé par le FEM, il vise à réduire l'empreinte écologique des brasseries et des industries agroalimentaires tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Depuis les années 90, l'ONUDI est au premier plan de l'action mondiale en faveur de la réduction et l'élimination à terme de l'utilisation du mercure dans le secteur de l'extraction artisanale et à petite échelle de l'or. L'extraction artisanale de l'or figure en bonne place des problèmes de pollution toxique les plus graves au niveau mondial, d'après

l'inventaire en cours du Blacksmith Institute réalisé en coopération avec l'ONUDI et Green Cross Suisse. Le Projet d'inventaire mondial financé par l'Union européenne a également progressé en 2012, notamment avec la formation de chercheurs de toutes les régions. En 2012, elle a participé étroitement aux négociations menées par le PNUE en vue de l'élaboration d'un traité mondial contraignant sur le mercure. Dans le même temps, le FEM finance des projets pour aider les pays à préparer l'entrée en vigueur de ce traité, notamment un projet visant à mettre en place des mesures pour réduire au minimum les rejets de mercure du secteur de l'extraction artisanale de l'or en Équateur et au Pérou, ainsi qu'un autre visant à améliorer la santé et l'environnement des communautés de ce secteur au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal grâce à la réduction des émissions de mercure et à la promotion de la gestion rationnelle des produits chimiques. Un nouveau projet a également été approuvé pour la Côte d'Ivoire et le projet pour l'Afrique francophone, cofinancé par le Fonds français pour l'environnement mondial a bien avancé. Des projets sont actuellement en cours d'élaboration au Nigéria et aux Philippines.

Le programme de l'ONUDI relatif au mercure s'étend toutefois au-delà du secteur de l'extraction minière à petite échelle. En 2012, un projet financé par le FEM, doté d'un budget de près de 5 millions de dollars comprenant une part substantielle de cofinancement par des entités nationales, a été approuvé pour permettre à la Chine de réduire les émissions de mercure de ses fonderies de zinc, tandis qu'un autre est en cours d'élaboration pour aider la Mongolie à faire face au problème des déchets de mercure.

L'année 2012 a également été marquée par la création du premier centre de l'ONUDI consacré aux nanotechnologies. Le Centre international de nanotechnologies, établi par l'ONUDI à l'initiative du Gouvernement de la République islamique d'Iran, s'intéresse au développement et aux applications des nanotechnologies dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Dès qu'il sera pleinement opérationnel, le centre interviendra aux niveaux national, régional et international pour favoriser le transfert de technologies et le partage des connaissances avec les pays en développement. La première réunion du nouveau centre de l'ONUDI s'est tenue en décembre, à Téhéran, et portait sur les défis et les débouchés que posent les applications des nanotechnologies dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Elle a notamment rassemblé des représentants de sociétés d'ingénierie, de centres de recherche et d'universités.

## Accès à une énergie propre à des fins productives

### Énergies renouvelables

L'année écoulée a été particulièrement fructueuse pour le programme de l'ONUDI relatif aux énergies renouvelables. En fin d'année, le portefeuille d'activités dans ce domaine s'élevait au total à 62 millions de dollars et couvrait 40 pays. Quinze projets sont entrés en phase de pleine exécution tandis que 20 autres étaient en cours d'élaboration.

En 2012, l'ONUDI a essentiellement axé ses efforts sur les miniréseaux d'énergies renouvelables, la promotion, d'une part, de modèles de fonctionnement novateurs pour les zones raccordées ou non au réseau et, d'autre part, des énergies renouvelables dans l'industrie. Elle a adopté une approche en trois volets: déploiement des énergies renouvelables à des fins productives, promotion de l'utilisation des énergies à faible émission de carbone dans les applications industrielles de petites et moyennes entreprises grâce aux énergies renouvelables et renforcement des capacités techniques locales pour la production et l'utilisation de technologies d'énergie renouvelable. Cette approche sera reprise dans la nouvelle stratégie de l'ONUDI sur les énergies renouvelables, actuellement en cours de finalisation.

En octobre, le Directeur général a signé un accord avec le Ministère ghanéen du commerce et de l'industrie pour un projet de 1,3 million d'euros financé par la République de Corée et l'ONUDI, visant à soutenir le développement d'une industrie verte au Ghana et à promouvoir les technologies et la filière du biogaz pour la croissance durable. Cet accord faisait suite à l'adoption en 2011 de la Loi sur les énergies renouvelables par le Gouvernement ghanéen, dans le but d'augmenter de 0,01 % à 10 % d'ici à 2020 la part des sources d'énergies renouvelables modernes dans le bouquet énergétique. Le projet proposé prévoit le transfert de technologies de biogaz entre la République de Corée et le Ghana. Il permettra de tester une usine pilote de production industrielle de biogaz et de soutenir le développement de la filière et des entreprises tout au long de la chaîne de valeur, en mettant en relation agriculteurs, fournisseurs d'énergie et organismes de recherche. Le projet prévoit également un soutien technique sur le long terme pour les entreprises nationales de biogaz. À la cérémonie de signature, le Directeur général de l'ONUDI a rappelé que le principal objectif du projet était de fournir "un cadre technique solide

“L’énergie durable est le fil d’or qui relie la croissance économique, l’équité sociale et un climat et un environnement qui permettent au monde de prospérer.”

Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies



■ Un an après le lancement de son initiative “Énergie durable pour tous”, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a annoncé que le Directeur général de l’ONUDI, Kandeh K. Yumkella, avait accepté d’être son Représentant spécial et le principal responsable de l’initiative, chargé de la programmation et de la mise en œuvre. Le Président de la Banque mondiale et le Secrétaire général en personne coprésideront le Conseil consultatif de l’initiative, nouvellement créé. Selon les propres termes du Président autrichien, Heinz Fischer, “Les objectifs généraux de cette initiative sont tout aussi importants pour les pays développés que pour les pays en développement. C’est ce qui la rend pertinente pour tous les pays du monde.”

et viable pour inciter à promouvoir plus largement et plus rapidement les technologies du biogaz au Ghana ainsi que dans l’ensemble de la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest”. Le projet sera mis en œuvre en coordination étroite avec le Centre régional pour l’énergie renouvelable et l’efficacité énergétique de la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO), en vue d’élaborer un programme régional relatif aux technologies du biogaz dans lequel le Ghana interviendrait comme centre d’excellence régional.

En Gambie, l’ONUDI est parvenue à promouvoir de miniréseaux faisant appel aux énergies renouvelables, en appui aux efforts d’électrification rurale du pays. Le secteur de l’énergie gambien est caractérisé par un accès limité aux services énergétiques modernes et une forte dépendance vis-à-vis à la fois des biocombustibles traditionnels et des combustibles fossiles importés pour la production d’électricité. Le projet financé par le FEM vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre en créant un environnement de marché propice aux investissements dans les miniréseaux utilisant des énergies renouvelables. Un peu moins d’un an après le

début du projet, une capacité de 900 kW d’énergies renouvelables avait été installée et raccordée au réseau. L’ONUDI a testé la viabilité technique et commerciale de projets d’énergies renouvelables et aidé le pays à renforcer sa capacité institutionnelle ainsi qu’à créer un environnement politique et juridique propice au développement d’un marché des énergies renouvelables. Le projet contribuera à stimuler la croissance économique du pays et à réduire la pauvreté. Les bons résultats du projet ont incité le Gouvernement à élaborer une nouvelle stratégie pour l’électricité et les énergies renouvelables et un plan d’action pour le secteur de l’énergie.

L’Inde figure également parmi les pays où de nombreuses communautés rurales n’ont toujours pas accès à l’énergie. Au cours de l’année écoulée, l’ONUDI a lancé deux projets novateurs: l’un promouvant les miniréseaux d’hydroélectricité de basse chute, avec l’appui technique du Japon; l’autre visant à établir des modèles commerciaux pour favoriser le développement des technologies solaires à haute température pour le chauffage et la climatisation. Bien qu’à un stade précoce de développement, la technologie d’hydroélectricité

■ En Zambie, grâce à l'intervention de l'ONUDI, les communautés rurales ont eu de l'électricité pour la première fois: trois miniréseaux alimentés par des sources d'énergies renouvelables (solaire, biomasse et petite hydroélectricité) ont été installés et favorisent désormais des activités génératrices de revenus dans les communautés ciblées. La petite centrale hydroélectrique, achevée en 2012, est la plus importante de ce type installée grâce à l'ONUDI et la première centrale électrique mise en service par la Zambie depuis les années 70.

L'année 2012 a aussi été marquée par l'achèvement d'une centrale solaire photovoltaïque de 60 kW. Le projet est le fruit d'une collaboration fructueuse avec le Gouvernement zambien, le Centre international sur la petite hydraulique, l'Autorité d'électrification rurale et la Compagnie zambienne d'électricité (Zambia Electricity Supply Corporation Ltd). Il a des retombées positives sur plus de 25 000 personnes ainsi que sur un certain nombre d'institutions publiques, notamment des écoles et des centres sanitaires ruraux, notamment par l'amélioration de la vie sociale des communautés rurales zambiennes et un meilleur accès à l'énergie pour les ménages et les entreprises. Il a contribué à la réalisation du premier (éliminer l'extrême pauvreté et la faim) et du septième (préserver l'environnement) objectifs du Millénaire pour le développement. Il a non seulement été une source d'emplois pendant la phase de construction, mais aussi contribué à créer des débouchés professionnels pour les travailleurs qualifiés qui assurent l'exploitation des centrales. Les miniréseaux devraient permettre de diminuer la consommation de diesel et de réduire ainsi les émissions de CO<sub>2</sub> de 12 500 tonnes par an, soit une réduction totale de près de 188 000 tonnes sur 15 ans. Le projet a favorisé la création d'un environnement propice aux investissements dans des technologies et des industries faisant appel aux énergies renouvelables. L'ONUDI a été sollicitée pour reproduire ce projet ailleurs en Zambie et des études de faisabilité portant sur trois ou quatre petits sites d'hydroélectricité commenceront sous peu.

de très basse chute — type de centrale hydroélectrique de capacité n'excédant pas 100 kW, produisant de l'électricité à partir de l'écoulement naturel de l'eau — présente un potentiel énorme comme source d'énergies renouvelables ayant un impact minimal sur l'environnement.

Compte tenu du potentiel significatif de l'hydroélectricité de basse chute en Inde<sup>13</sup>, le projet permettra de tester, avec l'aide de développeurs de technologies japonais, la faisabilité de la technologie tout en renforçant les capacités locales. Le second projet en faveur de l'utilisation de l'énergie solaire thermique dans l'industrie est également nouveau. L'ONUDI contribuera à tester les technologies à haute température pour diverses applications industrielles et à préparer des dossiers d'information sur ces technologies. Leur large diffusion permettra de limiter les coûts, améliorant ainsi la productivité

des entreprises tout en réduisant leurs émissions de gaz à effet de serre. Les deux projets visent à apporter des compétences aux populations locales et à créer des emplois.

À Cuba, un projet en cours d'exécution contribue à réduire la dépendance du pays vis-à-vis des importations de combustibles fossiles, afin qu'il puisse faire face à ses besoins énergétiques croissants et réduise ses émissions de gaz à effet de serre, grâce au recours généralisé aux énergies renouvelables. L'île de la jeunesse (Isla de la Juventud), deuxième île du pays, compte une population d'environ 100 000 habitants. Les vastes forêts de pin, le flux important de vents de l'Atlantique, le soleil et l'eau sont des sources idéales d'énergies renouvelables. Le projet de l'ONUDI, lancé en 2006, permet de tester la viabilité technique, économique et financière de la production durable d'énergies renouvelables, conformément au septième objectif du Millénaire pour le développement (préserver l'environnement). L'un des objectifs du projet est de favoriser l'investissement privé par le biais du Fonds de gestion du risque et de la réplique et d'encourager la création de marchés économiquement viables, la gestion forestière écologique durable, l'élaboration

<sup>13</sup> Les centrales hydroélectriques de basse chute produisent de l'énergie à partir du courant des rivières ou du mouvement des marées pour une hauteur de chute n'excédant pas 20 mètres, éliminant ainsi la nécessité d'un barrage. L'utilisation du courant d'une rivière ou du mouvement naturel des marées pour produire de l'électricité pourrait constituer une source d'énergies renouvelables ayant un impact minimal sur l'environnement.

■ “Nos fleuves produiront une énergie verte, renouvelable et durable, et nous permettront ainsi d’aspirer à la réussite économique et à la sécurité nationale les années à venir”, a déclaré le Président de la Sierra Leone lorsque le Directeur général de l’ONUDI et lui-même posaient la première pierre d’une centrale hydroélectrique. Située sur le fleuve Bankasoka, à Port Loko, la centrale d’une capacité de 3 MW a été développée grâce à l’action conjointe de l’ONUDI et du Gouvernement chinois. Elle devrait soulager dans l’immédiat 8 000 foyers des communautés locales en matière d’irrigation, d’assainissement et d’accès à une eau potable propre. Financée en totalité par la Chine, elle stimulera également les petites et moyennes entreprises, notamment celles qui se consacrent à la culture de manioc, de fleurs et de fruits et légumes et à l’exploitation de minéraux. Elle s’est également avérée bénéfique pour un hôpital de Port Loko et plusieurs écoles de la région; les élèves ont désormais de la lumière pour faire leurs devoirs à la maison le soir. À l’heure actuelle, la biomasse traditionnelle, constituée de bois de chauffe et de charbon de bois destiné à la cuisine, représente environ 84 % de la consommation totale d’énergie en Sierra Leone. La nouvelle centrale hydroélectrique permettra de préserver les forêts et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Elle contribuera aussi à réduire la dépendance de la Sierra Leone vis-à-vis des importations de pétrole qui lui reviennent chères et qu’il peut difficilement se permettre alors qu’il se bat pour rebâtir son économie.



de normes de certification obligatoires et le développement de la capacité locale de fabrication de technologies d’énergies renouvelables. Les réalisations à ce jour incluent une centrale à biomasse de 50 kW, une ferme éolienne de 1,65 MWe, quatre mâts de mesure de vent et une pépinière forestière qui produira jusqu’à 36 000 tonnes de biomasse par an. Le processus d’appel d’offres pour une centrale à biomasse de 3,8 MWth destiné au secteur de la viande est en cours. Au cours de l’année 2012, la dotation totale de 2,2 millions de dollars du Fonds de gestion du risque et de la réplification a été réunie, permettant ainsi la signature de conventions de prêts pour trois projets d’énergies renouvelables importants: une centrale de gazéification de biomasse de 500 kW et deux nouvelles chaudières à biomasse dans le secteur de la transformation de viande.

Les activités de l’ONUDI dans le cadre de l’initiative “Énergie durable pour tous” du Secrétaire général de l’Organisation des Nations Unies ont été mises en avant à l’occasion de plusieurs forums internationaux au cours de l’année écoulée. En partenariat avec le Gouvernement ghanéen, le FEM, le Centre pour l’énergie renouvelable et l’efficacité

énergétique de la CEDEAO et le Forum mondial sur l’énergie durable (GFSE), l’ONUDI a organisé à Accra en octobre un forum de haut niveau sur l’énergie sur le thème “Ouvrir la voie de l’énergie durable pour tous en Afrique de l’Ouest grâce aux énergies renouvelables et à l’efficacité énergétique”. Au nombre des principaux résultats du forum, l’adoption par les ministres de l’énergie des pays de la CEDEAO de résolutions, d’une part, sur la politique de la CEDEAO en matière d’énergies renouvelables, d’efficacité énergétique et de petite hydroélectricité et, d’autre part, sur le Cadre stratégique de la CEDEAO pour la bioénergie. La réunion comprenait aussi des ateliers sur l’amélioration de l’accès à l’énergie et la réduction de la pauvreté dans la région grâce à l’efficacité énergétique, l’introduction de systèmes d’énergies renouvelables raccordés au réseau ou décentralisés et de fourneaux de cuisine propres et sûrs.

La production d’électricité en Sierra Leone est très insuffisante pour soutenir le développement économique du pays. Moins de 10 % de la population a accès à l’électricité, chiffre très faible comparé aux niveaux enregistrés dans la région et dans le reste du monde. Dans les zones rurales, où vit la

grande majorité de la population du pays, ce chiffre tombe à moins d'1 %. L'ONUDI a récemment achevé une étude de faisabilité pour un projet de centrale hydroélectrique d'une capacité de 10 MW auquel a participé l'Université de Nyala de la province de Moyamba. Dans le cadre de ce projet de 32 millions de dollars, financé par le FEM, l'ONUDI contribuera à installer une série de miniréseaux pour électrifier la région.

D'autres manifestations visant à promouvoir les énergies renouvelables en Afrique ont été organisées en 2012 à l'initiative de l'ONUDI, notamment en mars, une conférence consacrée aux technologies émergentes permettant de produire des biocarburants et des produits biochimiques à partir d'algues ainsi qu'aux perspectives qu'elles offrent aux pays en développement et en avril, une réunion de groupe d'experts sur l'importance des miniréseaux d'énergie en Afrique ainsi qu'un atelier sur les technologies d'énergies renouvelables en Afrique de l'Ouest. Ces trois manifestations ont eu lieu au Centre international pour la science et la haute technologie à Trieste en Italie et elles ont réuni des scientifiques, des chercheurs et des technologues d'institutions publiques et privées et du milieu universitaire de pays en développement ou à économie en transition. Une quatrième manifestation, également organisée en coopération avec le Centre, consistait en un cours d'été au mois de juin sur les énergies renouvelables dans les systèmes décentralisés; on y présentait les outils d'appui et les meilleures pratiques en matière d'énergie verte et de développement durable. Les participants étaient majoritairement de jeunes étudiants africains inscrits à un programme de MBA international sur l'énergie verte de l'Alma Graduate School de l'Université de Bologne en Italie.

En mai, l'ONUDI a signé un mémorandum d'accord avec l'Agence nationale italienne pour les nouvelles technologies, l'énergie et le développement économique durable afin de promouvoir le développement durable grâce au transfert aux pays en développement de connaissances et de technologies relatives aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique. Le partenariat sera axé sur le renforcement des capacités et le transfert de technologies, la formation technique et professionnelle et l'appui dans des domaines comme les énergies renouvelables et l'agro-industrie, ainsi que les instruments financiers novateurs de nature à favoriser le déploiement des technologies d'énergies renouvelables. L'Agence nationale italienne mettra à contribution un certain nombre de laboratoires et de scientifiques pour aider à améliorer les compétences et ouvrira sa plate-forme d'apprentissage à distance ENEA E-LEARN qui proposera plus

de 200 formations en ligne et plus de 300 cours filmés sur des sujets tels que la planification et la gestion des sources d'énergies renouvelables (solaire et éolienne), les bâtiments écologiques et les nouvelles technologies.

## Efficacité énergétique

L'amélioration de l'efficacité énergétique dans l'industrie est l'un des moyens les plus efficaces et rentables pour les pays en développement et les pays à économie émergente de satisfaire leurs besoins énergétiques croissants avec un impact minimal sur l'environnement. L'efficacité énergétique dans l'industrie répond à des défis aussi variés que les changements climatiques, la sécurité énergétique, la compétitivité industrielle, le bien-être humain et la croissance économique. Les pays en développement et les pays à économie en transition devraient représenter plus de 90 % de l'accroissement de la demande énergétique dans l'industrie au niveau mondial sur la période 2010-2035. Pour atteindre les objectifs de réduction de gaz à effet de serre nécessaires pour limiter l'augmentation de température à 2°C à l'horizon 2100, la demande et la consommation énergétiques nouvelles dans l'industrie doivent être beaucoup plus productives qu'à l'heure actuelle. Les industries des pays en développement, les PME en particulier, présentent le potentiel d'amélioration de l'efficacité économique et de réduction de coûts le plus important, tant au niveau des secteurs traditionnels à forte consommation énergétique que dans l'industrie légère. L'amélioration de l'efficacité énergétique des PME aurait un effet positif en contribuant à réduire à terme les coûts de production, à dégager davantage de ressources pour investir dans le développement de l'activité, y compris la création d'emplois, et finalement à accroître la compétitivité.

D'une manière générale, l'efficacité avec laquelle l'industrie utilise l'énergie est nettement inférieure à ce qui est techniquement faisable et économiquement viable. L'Agence internationale de l'énergie estime que l'industrie pourrait diminuer sa forte consommation énergétique de plus de 26 % et ses émissions de plus de 32 %, contribuant ainsi à une réduction notable de 8,0 % de la consommation énergétique mondiale totale et de 12,4 % des émissions mondiales totales de CO<sub>2</sub>.

À la fin 2012, le formidable portefeuille de projets de l'ONUDI consacrés à l'introduction de l'efficacité énergétique dans les industries des pays clients s'élevait à 120 millions de

dollars. Parmi les pays ayant bénéficié de ces projets au cours de l'année figuraient les pays suivants: Afrique du Sud, Burkina Faso, Chine, Équateur, Égypte, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Malaisie, Philippines, République de Moldova, Thaïlande, Turquie, Ukraine, Viet Nam, Zambie. Au cours de l'année, l'accent a été mis sur les programmes de renforcement des capacités relatifs à la norme ISO 50001 (management de l'énergie) et à l'optimisation des systèmes énergétiques. Plus de 1 500 entreprises et plus de 400 experts ont été formés. Grâce aux interventions de l'ONUDI, deux pays ont adopté la norme ISO 50001 comme norme nationale de gestion des systèmes énergétiques et d'autres devraient leur emboîter le pas en 2013.

Le Centre international de l'ONUDI pour la technologie de l'utilisation de l'énergie de l'hydrogène sis à Istanbul en Turquie a bien avancé dans la mise en œuvre de trois projets cofinancés par l'Union européenne au titre de son programme de partenariats public-privé. La première flotte au monde constituée de quinze véhicules à trois roues roulant à l'hydrogène, pouvant servir au transport de marchandises ou de passagers, a été lancée en janvier au Salon de l'automobile (Auto Expo) 2012 de New Dehli. Il a fallu trois ans pour mener à bien ce projet d'1 million de dollars, qui représente un cas exemplaire de coopération Sud-Sud. Le Sri Lanka et d'autres pays ont exprimé leur intérêt et rien ne s'oppose à ce que le projet soit reproduit dans d'autres pays en développement où il est courant d'utiliser ce type de véhicules à trois roues.

■ Des résultats assez impressionnants ont été obtenus dans le cadre d'un projet de l'ONUDI sur l'efficacité énergétique dans l'industrie en Afrique du Sud. Financé conjointement par le Gouvernement sud-africain, le Ministère britannique du développement international et le Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse (SECO), le projet lancé en 2010 vise à susciter une transformation durable des pratiques de consommation d'énergie dans l'industrie sud-africaine. Il a aussi pour but d'améliorer la productivité des entreprises et la compétitivité des produits industriels sud-africains et de contribuer à créer et à préserver des emplois, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre au niveau national. Parmi les sous-secteurs industriels ciblés par ce projet figurent la transformation de produits agricoles, les produits chimiques et les combustibles liquides, l'ingénierie mécanique, la construction automobile et l'extraction et la transformation des minéraux.

Le projet soutient l'introduction et l'application de la nouvelle norme ISO 50001 sur le management de l'énergie et recourt à deux méthodologies relatives à l'efficacité énergétique pour améliorer la performance énergétique de l'industrie sud-africaine: systèmes de gestion de l'énergie et optimisation des systèmes énergétiques. Il comporte des volets sur l'assistance apportée au Gouvernement sud-africain dans l'élaboration d'un cadre politique sur l'efficacité énergétique dans l'industrie, le renforcement des capacités et des institutions en vue de l'introduction et de l'application de la norme ISO 50001 et la formation d'un groupe restreint d'ingénieurs et de praticiens de l'énergie. Il a aussi contribué à promouvoir et à tester des systèmes de gestion de l'énergie, l'optimisation des systèmes énergétiques et des méthodologies y relatives dans quelques entreprises industrielles.

À ce jour, grâce au projet, environ 87 formations ont été dispensées à plus de 1 850 stagiaires sur des sujets divers. Les formations de l'ONUDI sur les systèmes de gestion de l'énergie et cinq aspects de l'optimisation des systèmes énergétiques (pompes, air comprimé, ventilateurs, vapeur et moteurs) ont obtenu l'agrément professionnel au niveau national à travers la South African Institution of Mechanical Engineering. Le projet a également permis à un certain nombre d'entreprises de réduire sensiblement leur consommation énergétique moyennant un investissement modeste, voire quasiment nul dans certains cas, tout en maintenant leurs niveaux de production. Le projet a aussi collaboré avec des organes de normalisation sud-africains compétents, afin d'établir les critères nécessaires à l'introduction et à l'application de la norme ISO 50001.

■ Parce que les importations de combustibles fossiles ne satisfont qu'un cinquième des besoins énergétiques du pays, le Burkina Faso dépend pour une large part du bois de chauffe et du charbon de bois. Le bois de chauffe y est rare. La déforestation rapide conduit à la désertification et suscite des inquiétudes pour le développement rural et la biodiversité. Elle a également entraîné une augmentation préoccupante des émissions de gaz à effet de serre.

Pour la plupart, la bière de sorgho (ou “*dolo*”) produite localement représente une alternative abordable à la bière en bouteille. Sa préparation selon une tradition transmise de génération en génération est une source de revenu importante pour les femmes burkinabés. Il existe des milliers de petites brasseries à domicile et de microentreprises à travers le pays, dont environ 4 000 uniquement à Ouagadougou. Les brasseries utilisant les fourneaux à *dolo* traditionnels représentent un cinquième de la consommation de bois de chauffe du pays. La faible efficacité de la combustion de ces fourneaux se traduit par des temps de cuisson plus longs et, par conséquent, par l'utilisation d'une quantité plus importante de bois de chauffe. Des économies de l'ordre de 45 à 60 % peuvent être aisément obtenues grâce à l'installation de fourneaux plus performants, mais les brasseurs locaux méconnaissent souvent leurs avantages ainsi que les économies de temps et de coûts qu'ils peuvent permettre de réaliser.

Un projet de l'ONUDI lancé récemment pour promouvoir les technologies économes en énergie dans le secteur du brassage de bière au Burkina Faso est axé sur les grands fourneaux utilisés dans les brasseries de la région du Plateau Central, proche de la capitale. Financé par le FEM, ce projet de deux ans contribuera à former, appuyer et conseiller 100 fabricants locaux afin d'améliorer la conception des fourneaux ainsi que les normes de qualité devant garantir une performance optimale. Il permettra de mettre en place des modes de financement pour les femmes brasseurs par le biais d'une institution de financement locale et collaborera avec des associations de femmes qui pourront ensuite former des brasseurs et servir de caution aux microentreprises auprès des banques.

L'ONUDI s'emploiera à promouvoir son approche de groupements d'entreprises afin de relever la performance économique des entreprises en encourageant l'efficacité collective, en optimisant la productivité et en améliorant les conditions de travail des femmes brasseurs. Elle s'efforcera également d'assurer la pérennité du projet en aidant le pays à élaborer et à mettre en œuvre des projets sur les fourneaux qui seront financés par les marchés de droits d'émission de carbone. Le projet vise à installer plus de 1 000 fourneaux plus performants et économes en énergie, à former 20 promoteurs de projets à l'identification et à l'élaboration de projets éligibles à ces marchés ainsi que 50 exploitants de projets à l'enregistrement de ce type de projets et au respect des exigences de ces marchés, et à mettre en place une plate-forme pour faciliter l'interaction entre les partenaires. Il s'agit du premier projet de ce type exécuté par l'ONUDI dans un pays parmi les moins avancés. Le projet permettra de réduire les émissions d'environ 40 000 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par an, de diminuer les concentrations de fumée et de gaz à effet de serre et d'alléger la pression exercée sur les forêts du Burkina Faso.

Tout au long de l'année, l'ONUDI a continué d'élargir le champ de ses partenariats avec le secteur privé, les autorités publiques et d'autres organisations internationales dans les domaines de l'efficacité énergétique dans l'industrie. Un mémorandum d'accord qui sera signé avec NL Agency — agence du Ministère néerlandais des affaires économiques chargée des questions de développement

durable, d'innovation, de commerce et de coopération au niveau international — servira de cadre à une coopération future entre les deux organismes dans le domaine de la croissance économique durable.

En février, à Varsovie, l'ONUDI a coorganisé une réunion consacrée à l'élaboration d'une feuille de route sur les solutions pour le transport et le stockage de CO<sub>2</sub>, en préparation

de la conférence ministérielle sur la coopération en matière d'énergie dans la région de la mer Baltique, qui se tiendra en mai 2013 à Berlin. Cette réunion faisait suite au lancement par l'ONUDI et l'Agence internationale de l'énergie, en 2011, de la feuille de route pour l'application de techniques de captage et de stockage du carbone dans l'industrie.

Le Directeur général de l'ONUDI a assisté avec le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, au Forum mondial sur une croissance verte tenu en octobre. Le Forum, organisé à Copenhague, a été constitué par le Gouvernement du Danemark en partenariat avec le Gouvernement de la République de Corée et conçu en association avec le Global Green Growth Institute comme un partenariat mondial public-privé pour la croissance verte. Il a rassemblé environ 200 dirigeants mondiaux de gouvernements, d'entreprises, de la finance et de la société civile afin de promouvoir la croissance verte et de concevoir l'architecture d'une économie verte. La séance stratégique sur les indicateurs d'efficacité énergétique a particulièrement retenu l'attention des participants; organisée par l'ONUDI et le Global Green Growth Institute, elle a permis de lancer un nouveau partenariat public-privé pour accélérer la diffusion des meilleures pratiques et technologies disponibles en matière d'efficacité énergétique dans l'industrie. Par le biais de sa Plate-forme pour une industrie verte, l'ONUDI travaille en collaboration étroite avec l'Institut pour mobiliser des ressources et la participation du secteur privé et définir un programme de travail biennal pour des activités de partenariats public-privé.

En octobre, l'ONUDI s'est associée à une autre institution travaillant sur les solutions énergétiques durables afin de favoriser le développement des régions montagneuses d'Europe, notamment la chaîne des Carpates d'Europe centrale et orientale. Le Directeur général de l'ONUDI et le Président de l'Académie européenne de Bolzano en Italie — centre de recherche et d'enseignement supérieur privé — ont signé un accord pour promouvoir l'énergie durable, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, élaborer des politiques en matière d'énergie durable et nouer des partenariats au niveau régional.

## Évaluation énergétique mondiale

Saluée comme l'entreprise la plus ambitieuse de ce type jamais menée, l'“Évaluation énergétique mondiale: vers un avenir durable” a été officiellement lancée par le Directeur

général de l'ONUDI en juin, à l'occasion d'une manifestation organisée en marge de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20). Coordinée par l'Institut international d'analyse appliquée des systèmes (IIAAS), basé à Laxembourg en Autriche, l'Évaluation énergétique mondiale est le fruit du travail conjoint de 500 scientifiques, experts de l'énergie et décideurs de premier plan des quatre coins du monde. En collaboration avec d'autres partenaires, l'ONUDI collaborera étroitement à l'établissement du rapport, notamment des parties qui traitent des questions d'efficacité énergétique et de technologies à faible émission de carbone.

Le rapport propose un ensemble d'options de développement durable viables et décrit des stratégies et politiques susceptibles de favoriser la réalisation des objectifs de santé humaine et de durabilité écologique, notamment ceux inscrits dans l'Initiative “Énergie durable pour tous”. Il examine en détails: *a)* les principaux problèmes mondiaux et leurs liens avec l'énergie; *b)* les technologies et les ressources disponibles pour fournir des formes d'énergie adéquates, modernes et bon marché; *c)* la structure plausible des futurs systèmes énergétiques les plus adaptés pour répondre aux défis du siècle; et *d)* les politiques et mesures, les institutions et les capacités nécessaires pour un avenir énergétique durable. Dans le cadre du projet de l'ONUDI intitulé “Global Energy Assessment: developing policy tools for jointly reducing energy poverty and greenhouse gas emissions” (Évaluation énergétique mondiale: élaborer les moyens d'intervention pour réduire la pauvreté et les émissions de gaz à effet de serre”), deux nouveaux documents ont été publiés en coopération avec l'IIAAS: “The Next Energy Transition—Transformative Pathways, Choices and Opportunities” (La prochaine transition énergétique: voies, choix et perspectives de transformation) et “Access to Modern Energy Assessment and Outlook for Developing and Emerging Regions” (Accès à l'évaluation de l'énergie moderne et perspectives pour les régions en développement et les régions émergentes). Une série d'ateliers de renforcement des capacités consacrés aux voies et outils de transformation des nouvelles énergies ont été organisés par l'ONUDI, le FEM, l'IIAAS et des partenaires locaux au Cap-Vert (mars), en Inde (avril) et en Arménie (juin) à l'intention des décideurs régionaux. Conçus initialement comme un effort de sensibilisation, les ateliers ont débouché, dans ces pays, des mesures de suivi concrètes et l'élaboration de nouvelles propositions de projets dans le cadre du cinquième cycle de refinancement du FEM.

En Chine, l'ONUDI s'appuiera sur sa grande expertise dans les domaines de l'efficacité énergétique dans l'industrie, de la métrologie et de la certification des normes pour mettre en œuvre un projet financé par le FEM. Le projet sur l'efficacité énergétique des équipements de transfert de chaleur dans la chimie et la pétrochimie est le premier projet de coopération technique de l'ONUDI axé sur les normes de performance et d'efficacité des équipements industriels; c'est aussi un repère important pour l'ONUDI car c'est la première fois qu'elle est sollicitée pour mettre en œuvre un projet financé par le FEM en Chine.

## Renforcement des capacités en vue de l'application des accords multilatéraux sur l'environnement

### Protocole de Montréal

Adopté en 1987, il y a 25 ans, le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone est le premier accord international de l'histoire des Nations Unies à avoir bénéficié d'une ratification universelle. Rassemblant 197 Parties, le Protocole a contribué à réduire de plus de 97 % la consommation et la production mondiales de substances réglementées de ce type.

En septembre, pour marquer cet événement historique, qui, faut-il l'ajouter, a coïncidé avec le vingtième anniversaire en tant qu'agent de réalisation au titre du Protocole, l'ONUDI a organisé une semaine de commémoration à son siège à Vienne. La manifestation, qui comprenait une exposition d'art et des activités de sensibilisation, a permis aux fonctionnaires et aux visiteurs de découvrir les résultats exceptionnels obtenus par le Protocole de Montréal ces 25 dernières années. Quelques semaines plus tard, une statue dédiée à la préservation de la couche d'ozone a été officiellement dévoilée sur le parvis du Centre international de Vienne. Haute de 3,9 mètres, la sculpture représente la déesse chinoise Nüwa qui, selon la mythologie chinoise, fit fondre une pierre de sept couleurs pour colmater une brèche dans le ciel, analogie évidente au problème actuel de l'appauvrissement de la couche d'ozone et des changements climatiques. C'est un don de l'artiste et écologiste chinois Yuan Xikun, nommé Patron des arts et de l'environnement par le

PNUE en 2010 pour avoir fait preuve de responsabilité sociale en tant qu'artiste et pour sa contribution à la préservation de l'environnement.

L'anniversaire du Protocole de Montréal a été commémoré dans des manifestations concrètes à travers le monde et sur le Web. Par exemple, une séance de lecture a été organisée à Saint-Petersbourg en Fédération de Russie. À Quezon City aux Philippines, des élèves du secondaire vêtus d'uniformes verts et blancs se sont rassemblés pour former le chiffre 25 et aux Émirats arabes unis, des jeunes ont participé à un concours de vidéos illustrant comment le Protocole de Montréal a contribué à préserver la vie sur Terre. La toile aussi était en pleine effervescence: une multitude de messages, commentaires et anecdotes, émanant aussi bien de la Maison Blanche à Washington que d'un éleveur de moutons, soucieux de l'environnement, de Dunedin en Nouvelle-Zélande, ont été postés.

L'ONUDI a été classée meilleur agent de réalisation par le Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal pour la neuvième fois consécutive. Elle est en train d'accroître le nombre de ses projets et pays bénéficiaires au titre du Protocole de Montréal; elle exécute actuellement 250 projets dans 80 pays, financés par le Fonds multilatéral et des organismes multilatéraux. Elle a également cinq projets en cours au titre du FEM dans des pays à économie en transition.

L'année écoulée a marqué une étape importante s'agissant des plans de gestion de l'élimination progressive des hydrochlorofluorocarbones (HCFC) car il était prévu que les pays stabilisent leur consommation de ces substances à son niveau de référence, au plus tard début 2013. À l'heure actuelle, 96 projets en cours de l'ONUDI au titre du Protocole de Montréal concernent ces plans, 20 traitent de l'élimination progressive du bromométhane (bromure de méthyle) et 35 de celle des chlorofluorocarbones (CFC). L'ONUDI exécute aussi quatre projets de démonstration concernant l'élimination des substances qui appauvrissent la couche d'ozone en Chine, au Mexique, au Nigéria et en Turquie, et prépare d'autres projets de ce type dans différentes régions. Les projets au titre du Protocole de Montréal participent de plus en plus à la promotion de nouvelles technologies qui n'appauvrissent pas la couche d'ozone et qui ont un faible potentiel de réchauffement climatique. L'ONUDI a considérablement avancé dans l'élaboration d'un système approprié pour capter les avantages climatiques des activités liées au Protocole et mobiliser un appui financier au-delà du Fonds multilatéral.

■ À l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du Protocole de Montréal, un des accords mondiaux les plus efficaces sur l'environnement, une statue dédiée à la préservation de la couche d'ozone a été officiellement dévoilée le 21 novembre au Centre international de Vienne.



## Élimination progressive des hydrochlorofluorocarbones

Au cours de l'année, de nouveaux plans de gestion de l'élimination progressive des hydrochlorofluorocarbones (HCFC) ont été approuvés pour les pays suivants: Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Argentine, Bahreïn, Bosnie-Herzégovine, Côte d'Ivoire, Érythrée, Éthiopie, Guinée, Koweït, Mozambique, Myanmar, Nicaragua, Niger, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Somalie, Soudan, Turquie, Yémen. La deuxième tranche des plans existants a été approuvée pour les pays suivants: Chine, Croatie, Égypte, ex-République yougoslave de Macédoine, Guatemala, Iran (République islamique d'), Maroc, Mexique, Nigéria, Sainte-Lucie et Venezuela (République bolivarienne de).

Récemment, l'ONUDI a commencé à travailler sur un projet visant à aider le Turkménistan à respecter ses objectifs d'élimination progressive des HCFC au titre du Protocole de Montréal. Le pays interdira progressivement l'importation d'équipements contenant des HCFC, définira des quotas sur les importations de ces substances et en réduira la consommation de 10 % d'ici à 2015 et de 35 % à l'horizon 2019. Le projet permettra de coordonner et de suivre les activités liées à l'élimination progressive des HCFC et des substances qui appauvrissent la couche d'ozone et contribuera à renforcer la législation en matière de contrôle. Le programme de travail a été finalisé au cours

de l'année et l'ONUDI a recruté des experts nationaux et organisé un certain nombre d'ateliers pour sensibiliser les parties prenantes.

La formation des agents des services de détection et de répression, qui vise à les familiariser avec les questions relatives à l'ozone afin qu'ils puissent mieux suivre et contrôler les importations de HCFC et d'équipements qui en contiennent, constitue un élément essentiel de ce projet. Des supports de formation et des boîtes à outils sur l'identification des substances réfrigérantes permettront de prévenir le commerce illicite de ces substances. L'ONUDI contribuera aussi à former environ 300 techniciens en réfrigération d'institutions publiques et privées à travers le pays, en s'appuyant sur les bons résultats de formations précédentes sur les bonnes pratiques dans ce domaine. Des outils pour la récupération et le recyclage ont été fournis au Bureau de l'ozone du Turkménistan ainsi qu'à des ateliers d'entretien. Au titre d'un autre volet du projet, des personnels de laboratoires apprendront, par le biais d'une série de cours magistraux et de séances pratiques, à détecter les différents produits réfrigérants. Des campagnes de sensibilisation ont été mises au point pour présenter aux propriétaires d'équipements de réfrigération et au grand public les solutions de remplacement plus sûres des HCFC ainsi que la stratégie nationale de réduction progressive. Elles s'articuleront notamment autour de la distribution de brochures et autres supports d'information, d'ateliers techniques, de communiqués de

■ Petra Engineering Industries Co. est une entreprise jordanienne spécialisée dans les équipements sophistiqués de chauffage, de ventilation et de climatisation. Située à Amman, elle s'est rapidement développée depuis sa création en 1987. Elle emploie aujourd'hui 1 500 personnes. Dans le cadre d'un projet débuté en 2010, l'ONUDI aide cette entreprise à éliminer progressivement 125 Mt de HCFC 22 et 10,8 Mt de HCFC 141b de ses produits de climatisation, grâce à l'adoption de technologies de réfrigération à base d'hydrofluorocarbones (HFC) et de moussage à base de cyclopentane, contribuant ainsi au respect de l'obligation qui incombe au pays de stabiliser sa consommation d'HCFC en 2013 et de la réduire de 10 % en 2015. L'entreprise fabrique et exporte plus de 60 types d'équipements de climatisation qui subiront cette reconversion: refroidisseurs, climatiseurs monobloc, unités de climatisation split centralisée, mini-unités de climatisation split et unités de traitement d'air.

Le Gouvernement jordanien a fait de ce projet sa plus grande priorité car l'élimination progressive des HCFC dans d'autres secteurs ne lui permettrait pas de respecter ses objectifs pour 2013 et 2015. Les progrès accomplis à ce jour incluent la mise au point, la refonte et la fabrication de prototypes en vue d'essais; les derniers tests réalisés sur les refroidisseurs et les systèmes de climatisation ont montré que les nouveaux prototypes à base de substances qui préservent la couche d'ozone affichent généralement une puissance frigorifique et une efficacité énergétique supérieures à celles des autres modèles. L'entreprise a modifié sa ligne de moussage, éliminant ainsi 10,8 Mt de HCFC 141b. Elle a également adapté ses lignes de montage et amélioré son service après-vente.

presse et de publiereportages diffusés à la télévision et dans les salles de cinéma.

Au titre du Protocole de Montréal, la Chine a pour obligation de réduire sa production et sa consommation d'HCFC de 10 % avant 2015. Fait important, le pays, principal consommateur d'HCFC, est convenu en 2011 non seulement de réduire sensiblement sa consommation d'HCFC, mais aussi d'adopter de nouvelles technologies. Pour l'aider à atteindre ses objectifs, l'ONUDI participe actuellement à deux projets permettant de tester une nouvelle technologie de climatisation intérieure. Le premier fait intervenir Midea Group, un des principaux fabricants chinois d'appareils de consommation et de systèmes de climatisation, dont le siège est dans la province de Guangdong. Dans ce cadre, 200 000 unités de climatisation à base d'HCFC 22 sont reconverties au propane (HC 290), gaz naturel inoffensif, respectueux de la couche d'ozone et du climat et pouvant servir de réfrigérant, ce qui permettra d'éliminer 240 tonnes d'HCFC 22, soit 13,2 tonnes de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone ou environ 967 490 tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>. Le second projet implique une filiale de Midea Group, Meizhi Appliance Co. Ltd., sise dans la province de Zhejiang, où des travaux sont

en cours pour reconvertir au HC 290 une ligne d'une capacité annuelle de production de 1,8 million de compresseurs utilisant l'HCFC 22, ce qui générera une réduction des gaz à effet de serre de près de 8,9 millions de tonnes métriques équivalent CO<sub>2</sub>. Les enseignements tirés des deux projets pourraient grandement influencer sur la production de climatiseurs en Chine et au-delà.

Un projet semblable était en cours en 2012 au Venezuela. Financé à hauteur de 1,1 million de dollars par le Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal, le projet vise à réduire la consommation d'HCFC du secteur de l'entretien des systèmes de réfrigération et de climatisation, en proposant des formations à l'utilisation responsable des HCFC, notamment en termes de pratiques d'exploitation, de maintenance et d'entretien. Le projet traite également des questions du confinement, de récupération et de recyclage de ces substances. L'ONUDI a établi le cahier des charges pour la mise à niveau des installations de formation existantes et permis d'acquérir les outils nécessaires. Le Gouvernement est convenu de fixer un niveau de référence à 220,7 tonnes de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone, comme base de départ pour la réduction globale de

la consommation d'HCFC. D'autres projets de ce type sont en cours en Égypte, en Érythrée, au Nigéria, au Pakistan et au Pérou.

Le premier résultat visible d'un projet visant à aider la Fédération de Russie à atteindre les objectifs d'élimination progressive des HCFC définis par le Protocole de Montréal pour 2015 a été le lancement d'un site Internet attrayant: [www.ozonprogram.ru](http://www.ozonprogram.ru). Premier portail russe dédié aux questions relatives à l'ozone, ce site fournit des informations utiles sur une large gamme de sujets connexes, notamment la législation nationale en la matière et l'expérience d'autres pays dans le domaine de l'élimination progressive des HCFC. Il donne aussi des informations actualisées sur le projet. L'objectif principal du projet est, tout d'abord, d'éliminer dès maintenant les HCFC — essentiellement les HCFC 21, 22, 141b et 142b — dans les secteurs de la production de mousses et de la fabrication d'équipements de réfrigération, ce qui représente près de 600 tonnes de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone. L'élimination progressive contribuera également à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 15,6 millions de tonnes métriques équivalent CO<sub>2</sub>. Le projet favorisera, en outre, le transfert de technologies novatrices pour moderniser les entreprises industrielles qui utilisent des HCFC dans la production d'équipements de réfrigération destinés aux secteurs médical, ménager et industriel, ainsi que les entreprises qui réparent et entretiennent les équipements de climatisation et de réfrigération. La mise en place de ces mesures devrait permettre une réduction supplémentaire des gaz à effet de serre d'environ 10 millions de tonnes métriques équivalent CO<sub>2</sub> sur cinq ans, grâce à la diminution de la consommation d'énergie.

Entre mars et octobre, l'ONUDI a organisé dix réunions régionales du réseau des agents nationaux de l'ozone à travers le monde. En mars, deux réunions de ce type ont eu lieu, l'une en Dominique pour la sous-région des pays anglophones des Caraïbes et Haïti, l'autre au Kirghizistan pour l'Europe et l'Asie centrale. La réunion régionale thématique sur l'élimination progressive des HCFC dans les entreprises de formulation des mousses s'est tenue en mai en Jordanie et elle a été suivie d'une réunion de réseau conjointe au Bhoutan pour l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est. Le réseau pour les pays d'Afrique s'est réuni en mai en Zambie et les réseaux pour le Mexique, l'Amérique centrale, l'Amérique du Sud et les pays hispanophones des Caraïbes en juillet, au Chili. En septembre, trois activités ont été organisées en Arabie saoudite: un atelier régional sur les codes et normes

applicables aux produits et services utilisant des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, un autre sur le rôle des nouveaux médias dans la sensibilisation à l'environnement et, enfin, la réunion de suivi du réseau pour l'Asie occidentale. Une réunion conjointe des réseaux pour l'Afrique francophone et pour l'Afrique anglophone s'est tenue fin septembre à Djibouti; à la même date, le réseau pour l'Amérique latine et les Caraïbes se réunissait au Panama. Le mois suivant, les agents de l'ozone d'Asie du Sud et d'Asie du Sud-Est et du Pacifique se sont rencontrés en Thaïlande.

### Élimination progressive du bromométhane (bromure de méthyle)

L'élimination du bromométhane est un autre domaine où l'ONUDI a aidé les pays à s'acquitter de leurs obligations au titre du Protocole de Montréal. Plus de 20 pays en développement ont bénéficié de son expertise pour concevoir et mettre en œuvre des projets de démonstration et d'élimination progressive de cette substance et l'ONUDI a contribué à former plus de 150 000 agriculteurs de différents pays à l'utilisation de solutions alternatives non chimiques telles que les traitements solaires, la biofumigation et la vapeur.

L'échéance pour l'élimination totale du bromure de méthyle pour les usages réglementés a été fixée à début 2015. L'ONUDI s'est concentrée sur les régions où cette substance est encore employée pour la fumigation des sols et le traitement après-récolte des céréales et des denrées périssables. Un nouveau projet de coopération technique pour le Kenya a été approuvé en 2012 afin de contribuer à l'élimination finale de cette substance dans les opérations après-récolte et, en Argentine, un projet contribue à mettre fin à l'utilisation de bromométhane dans la culture des fraises, des fleurs et des légumes protégés, en recourant plutôt à la stérilisation par la vapeur. La démonstration de cette nouvelle technique a connu un tel succès qu'elle a été étendue à l'ensemble du pays. En Zambie, l'ONUDI s'efforce d'éliminer totalement le bromure de méthyle de la culture du tabac, des fleurs coupées, de l'horticulture et du traitement après-récolte. En Algérie et en Tunisie, l'action de l'ONUDI porte sur les usines de traitement des dattes. Après une évaluation positive, les résultats seront diffusés à d'autres pays producteurs de dattes.

En Libye, l'horticulture est le seul secteur où le bromométhane est utilisé et le Gouvernement est prêt à en arrêter l'utilisation bien avant l'échéance de 2015, sous réserve qu'il

puisse bénéficier d'une assistance extérieure. Après une étude minutieuse des solutions alternatives possibles et en fonction du type de culture et d'exploitation, les agriculteurs libyens ont opté pour la solarisation des sols associée à l'emploi de faibles quantités de produits chimiques et à la biofumigation, à la production hors sols et au greffage. En 2005, il a été demandé à l'ONUDI d'aider plusieurs coopératives d'agriculteurs, une faculté d'agriculture et un institut de recherche national à s'occuper de la question de l'utilisation de bromure de méthyle dans la culture des concombres, poivrons, tomates et autres. Le projet d'investissement qui en a découlé, avec une contribution bilatérale du Gouvernement espagnol, a reçu l'aval de l'organe responsable de la mise en œuvre du Protocole de Montréal en Libye. Il est mis en œuvre par l'ONUDI, en coordination avec les autorités libyennes compétentes. Pendant le conflit armé de 2011, les travaux ont été interrompus mais ont pu reprendre en 2012 en dépit d'un certain nombre de difficultés logistiques. Les équipements ont été fournis et l'ONUDI a contribué à dispenser des formations spécialisées à 1 000 agriculteurs et

300 techniciens sur les solutions alternatives proposées. Elle entend désormais organiser une formation des formateurs de deux jours. Le projet devrait conduire à l'élimination totale du bromométhane du secteur horticole libyen. Les activités restantes seront achevées en 2013.

Au Maroc, un projet récemment achevé a permis au pays d'éliminer 106,2 tonnes de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone de bromure de méthyle, actuellement employé par les agriculteurs pour la fumigation de 200 hectares de haricots verts et de près de 100 hectares de cucurbitacées, pour lutter contre les nématodes, le virus responsable de la tache nécrotique du melon et les champignons. L'apport de compost de qualité supérieure a été identifié comme une solution alternative de choix, respectueuse de l'environnement, qui pourrait être employée dans nombre de situations agricoles. Pour la culture de melons, le greffage a également été retenu comme technique alternative adéquate. Concernant la culture de haricots verts, les solutions retenues comprennent notamment le recours à la biofumigation associée à la solarisation lors du premier cycle, aux substrats hors sols



■ Une évaluation récente des activités que mène l'ONUDI dans le domaine des polluants organiques persistants a conclu que "l'ONUDI jouait un rôle capital pour aider les pays à mettre au point leurs plans nationaux de mise en œuvre, notamment en dotant les autorités publiques de capacités fondamentales, en réalisant les inventaires initiaux et en sensibilisant les décideurs. L'ONUDI s'est appuyée sur ces plans pour élaborer 30 projets de démonstration et d'investissement. Ces projets se sont fondés sur les priorités des pays définies dans les plans. L'ONUDI a également joué, et continue de jouer, un rôle essentiel dans le transfert de technologies sans combustion aux pays en développement pour leur permettre de traiter et détruire en toute sécurité les polluants organiques persistants."

lors du deuxième et aux produits chimiques lors du troisième. Ces techniques ont été testées par des agriculteurs marocains et elles sont largement utilisées dans un certain nombre de pays. Le Maroc devait avoir éliminé totalement le bromure de méthyle à la fin de l'année.

## Convention de Stockholm

Depuis le milieu des années 90, l'ONUDI participe aux efforts entrepris pour faire face aux menaces que les polluants organiques persistants, et plus généralement, la pollution chimique, font peser sur l'environnement et la santé humaine. En conséquence des rejets accidentels ou délibérés dans l'environnement, ces substances sont largement réparties sur tous les continents, y compris dans les régions arctiques et antarctiques où leur présence atteste de leur aptitude à se propager inexorablement d'un point du globe à l'autre.

Lorsque la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants est entrée en vigueur en 2004, elle recensait 12 des substances chimiques les plus nocives au monde, en se fondant sur leur persistance dans l'environnement, leur bioaccumulation et les dommages importants qu'elles pouvaient occasionner loin de leur source<sup>14</sup>. Dans le même temps, les Parties à la Convention reconnaissaient que d'autres produits chimiques pouvaient présenter des risques similaires pour la santé humaine et l'environnement et s'accordaient sur un processus d'examen et d'inscription dans la Convention de composés toxiques persistants, sous réserve que ces derniers remplissent les critères de persistance et de menace transfrontière. La première liste de neuf nouvelles substances chimiques à inscrire dans la Convention a été approuvée en 2009; une autre substance y a été ajoutée en 2011.

Le processus d'examen et de mise à jour des plans nationaux de mise en œuvre lorsque de nouvelles substances chimiques sont inscrites dans la Convention peut s'avérer redoutable pour les pays qui n'ont pas les capacités techniques nécessaires. L'ONUDI dispose d'une expertise pour les aider à y parvenir. Au mois de décembre, elle avait reçu des demandes de 40 pays dont 12 mises à jour de plans

avaient été approuvées<sup>15</sup>, 24 étaient en cours de validation par le FEM<sup>16</sup> et 4 n'avaient pas encore été soumises (Gabon, Rwanda, Sri Lanka et Tunisie).

L'objectif initial de l'ONUDI était d'aider les pays à élaborer leur plan national de mise en œuvre, obligation faite à toutes les Parties à la Convention. Une fois ces plans mis au point, l'accent a été mis, en 2007, sur leur exécution, en aidant les pays à concevoir et à mettre en œuvre les projets y relatifs. Ces projets étaient axés sur le renforcement des capacités institutionnelles aux fins de l'élimination progressive et de la gestion rationnelle de ces produits chimiques ainsi que sur l'investissement dans des technologies appropriées pour leur élimination. L'ONUDI a aussi œuvré avec ses pays clients à l'adoption des meilleures technologies disponibles et des meilleures pratiques environnementales dans les domaines du traitement des déchets et de la transformation industrielle, afin de réduire la production non intentionnelle de polluants organiques persistants. Bien que, pour la plupart, les projets d'exécution des plans sont en cours de mise en œuvre, l'ONUDI continue résolument d'en élaborer de nombreux autres de ce type.

En 2012, l'ONUDI a activement participé à l'élaboration de documents d'orientation relatifs aux plans nationaux de mise en œuvre pour aider les pays à aborder la question des substances nouvellement inscrites dans la Convention, au titre d'un projet financé par le FEM, mené en collaboration avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR). Ces documents incluent notamment des lignes directrices pour réaliser l'inventaire, d'une part, de l'acide perfluorooctane sulfonique et des substances chimiques connexes ainsi que des meilleures technologies disponibles et des meilleures pratiques environnementales relatives à leur utilisations et, d'autre part, des polybromodiphényléthers ainsi que des meilleures technologies disponibles et des meilleures pratiques environnementales relatives au recyclage et à l'élimination des déchets ou des articles en contenant. Ces documents ont été élaborés suite aux demandes d'information des Parties concernant les polluants organiques persistants largement utilisés à des fins industrielles.

<sup>15</sup> Algérie, Arménie, Bosnie-Herzégovine, ex-République yougoslave de Macédoine, Indonésie, Mongolie, Philippines, Serbie, Soudan, République-Unie de Tanzanie, Togo et Turquie.

<sup>16</sup> Bolivie (État plurinational de), Burkina Faso, Costa Rica, Équateur, Éthiopie, Guinée, Honduras, Jordanie, Lesotho, Libéria, Maldives, Mexique, Mozambique, Myanmar, Népal, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Swaziland, Tadjikistan et Zambie.

<sup>14</sup> Les 12 substances chimiques initialement inscrites à l'annexe sont l'aldrine, le chlordane, la dieldrine, l'endrine, l'heptachlore, l'hexachlorobenzène (HCB), le mirex, le toxaphène, les polychlorobiphényles (PCB), le DDT, les dioxines et les furannes.

■ Le Pérou a ratifié la Convention de Stockholm en 2005 et soumis son plan national de mise en œuvre relatif aux polluants organiques persistants. Bien que la production de polychlorobiphényles (PCB) ait été proscrite par la Convention en 2001 en raison de leurs propriétés cancérigènes, ces substances ont été largement employées dans l'industrie pendant des décennies et sont donc toujours présentes dans les équipements. La Convention de Stockholm a fixé à 2025 l'échéance pour l'élimination de l'utilisation d'équipements contenant des PCB — transformateurs, capacités et autres réceptacles contenant des liquides — et à 2028 celle pour le traitement et l'élimination des PCB récupérés.

En 2010, l'ONUDI a lancé un projet visant à aider le Pérou à respecter ces échéances. L'objectif global du projet est de définir des pratiques de gestion des PCB respectueuses de l'environnement et d'accélérer l'élimination des équipements et des déchets contenant ces substances, en ciblant particulièrement les entreprises et les principaux usagers de l'électricité. Le projet comprend un appui à la création d'infrastructures de réglementation, une formation à l'inspection, à l'analyse, au traitement et à l'élimination des PCB, un transfert de technologies, le renforcement des institutions nationales et locales et l'information et la sensibilisation du grand public.

Un inventaire de 10 000 transformateurs est en bonne voie: à la fin de l'année, 97 % des échantillons et 27 % des analyses de laboratoires avaient été réalisés. Dans le cadre du projet, l'ONUDI a apporté au laboratoire national de la Direction générale de la santé environnementale (DIGESA) — organe technique et de réglementation du Ministère péruvien de la santé et partenaire national — les équipements et les fournitures nécessaires aux fins de l'analyse des échantillons recueillis lors de l'inventaire. Un projet de réglementation nationale sur les PCB est en cours de discussion avec les différentes parties prenantes avant sa soumission pour approbation au niveau national. Quatre ateliers régionaux ont permis de présenter le projet à un groupe cible d'autorités nationales et locales et d'entreprises de l'électricité et de donner une vue d'ensemble, d'une part, des dangers que les PCB présentent pour la santé et l'environnement et, d'autre part, du cadre juridique pour leur élimination. Ce cadre est l'une des synergies recherchées avec d'autres projets du FEM qui portent sur les meilleures pratiques de gestion des PCB dans le secteur minier en Amérique latine.

En 2012, l'ONUDI a également achevé avec succès un certain nombre de projets visant à aider les pays à s'acquitter de leurs obligations au titre de la Convention de Stockholm. Grâce à un projet de l'ONUDI de deux ans, l'Arménie a pu réduire considérablement l'utilisation et les rejets de polychlorobiphényles (PCB) et de pesticides contenant des polluants organiques persistants, préservant ainsi à la fois l'environnement et la santé de sa population. L'ONUDI a atteint tous les objectifs du projet, jetant ainsi les bases pour la mise en œuvre globale de la Convention de Stockholm.

En Mongolie et en ex-République yougoslave de Macédoine, l'ONUDI a achevé le transfert et la mise en service de technologies de traitement des PCB ainsi que la formation des ouvriers des entreprises concernées. Au Maroc, une liste de 2 486 transformateurs suspectés d'être

contaminés au PCB a été dressée et un laboratoire mis en place pour déterminer le niveau de contamination a progressé dans l'analyse des échantillons. En Chine, un projet en cours, relatif à la gestion écologique et à l'élimination de pesticides obsolètes contenant des polluants organiques persistants et d'autres déchets de ces substances, est en bonne voie et devrait donner des résultats encourageants dans un avenir proche. Un autre projet concerne la gestion des déchets médicaux dans différentes régions du pays. Son objectif est d'aligner les performances des équipements d'incinération et les systèmes de contrôle de la pollution sur celles des meilleures technologies disponibles et de remplacer les installations obsolètes par des technologies sans incinération qui évitent le rejet de polluants organiques persistants. En raison de la diversité socioéconomique, géographique et culturelle du pays, les meilleures

techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales doivent prendre en compte la spécialisation des institutions médicales, les types de traitement et d'installations d'élimination ainsi que la disponibilité des infrastructures adéquates.

En Inde, l'ONUDI travaille actuellement sur un nouveau projet visant à introduire des pesticides biologiques et botaniques ainsi que d'autres solutions alternatives au dichlorodiphényltrichloroéthane, pesticide plus connu sous le nom de DDT, dans une première étape vers l'élimination de la dépendance vis-à-vis de ce produit, ce qui contribuera aussi à garantir la sécurité des aliments, à améliorer les moyens de subsistance et à préserver la santé humaine et l'environnement. Mené en coopération avec le PNUE et le Gouvernement indien, le projet financé par le FEM permettra de tester des solutions alternatives au DDT et autres polluants qui soient rentables, socialement acceptables et écologiquement durables.

La plupart des pays les moins avancés d'Afrique ont ratifié la Convention de Stockholm et mis au point des plans nationaux de mise en œuvre. Ils ont, en grande partie, dressé des inventaires préliminaires des polluants organiques persistants et recensé les barrières techniques, réglementaires et institutionnelles à la mise en œuvre de la Convention. Trois

projets de l'ONUDI menés dans les pays membres du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA), de la CEDEAO et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) aident ces pays à exécuter leurs plans nationaux. En Afrique de l'Est et en Afrique australe, un certain nombre de réunions et d'ateliers ont été organisés ces deux dernières années; le point d'orgue était une formation de formateurs tenue en mai à Kampala en Ouganda, sur la teinture et le finissage dans le textile et un atelier qui s'est déroulé en août à Addis-Abeba, sur la gestion des sites contaminés. Le projet pour les pays membres de la CEDEAO a débuté en 2011. La programmation d'un projet visant à traiter du brûlage à l'air libre des déchets et de la gestion des sites contaminés a commencé.

En appoint aux projets ci-dessus, l'ONUDI a établi, au cours du deuxième semestre de l'année 2012, un forum régional pour l'Afrique sur les meilleures technologies disponibles et les meilleures pratiques environnementales, qui servira de plate-forme informelle d'échange de données et d'informations. Le forum a été officiellement lancé à la quatorzième session ordinaire de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement, tenue en septembre à Arusha en République-Unie de Tanzanie.



## Outils pour améliorer les moyens de subsistance

Une analyse solide et fondée sur des données factuelles permet de donner de bons conseils qui, à leur tour, se traduisent par des stratégies et politiques industrielles appropriées en faveur des pays en développement et des économies en transition. Grâce à des politiques bien pensées, un pays peut diversifier sa capacité productive et faire en sorte que son industrie contribue au mieux à la réalisation des objectifs de développement aux niveaux local et mondial. Par ses analyses et ses services consultatifs de politique générale, l'ONUDI apporte aux États membres les outils nécessaires pour mettre au point des stratégies et des politiques industrielles appropriées.

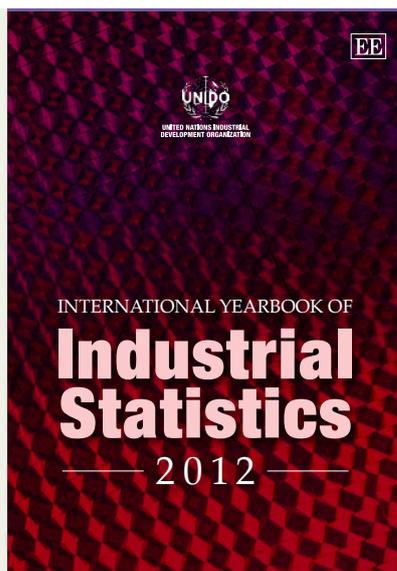
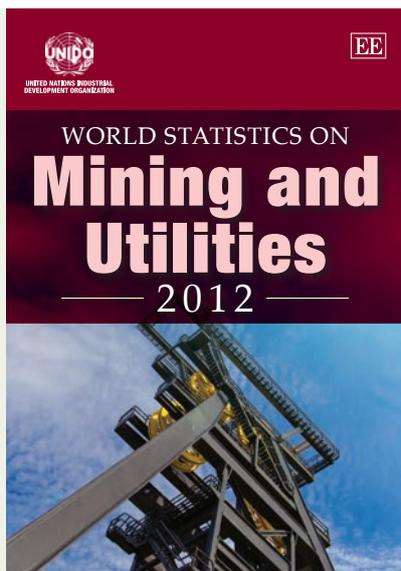
L'ONUDI réalise des travaux de recherche appliquée et des analyses fondées sur des données factuelles dans les domaines de la croissance économique et du changement structurel de l'industrie, et elle en diffuse les résultats au sein de l'Organisation et à la communauté des acteurs du développement. Dans ce contexte, elle préconise d'accélérer le développement industriel et d'améliorer la compétitivité industrielle pour contribuer de manière importante à réduire la pauvreté et à assurer un développement durable et inclusif.

Parmi les activités menées à cet égard, on peut noter la compilation régulière de statistiques concernant spécifiquement le développement industriel, la publication de produits d'information pragmatiques d'intérêt majeur, notamment le rapport phare de l'Organisation, le *Rapport sur le développement industriel*, ainsi que l'organisation de formations appliquées par l'Institut de l'ONUDI pour le renforcement des capacités. La contribution intellectuelle que l'ONUDI apporte au développement industriel sert de fondement à ses activités de coopération technique.

### Statistiques

L'ONUDI doit disposer de statistiques exactes et de qualité pour pouvoir accompagner le développement industriel durable de ses pays bénéficiaires, en particulier quand il s'agit de mener des activités de recherche stratégique et de donner des conseils de politique générale. Ces dernières années, l'Organisation a considérablement développé ses activités statistiques tant du point de vue des domaines couverts que de la fréquence de production de données. Il y a deux ans, elle a lancé la publication de statistiques sur les mines et les carrières, ainsi que sur l'approvisionnement en électricité, en gaz et en eau et, en 2012, elle a sorti la deuxième édition du *World Statistics on Mining and Utilities*, publiée et distribuée par Edward Elgar Publishing. Elle a également produit des rapports trimestriels sur les tendances mondiales actuelles du secteur manufacturier et présenté, par groupes de pays, les estimations en milieu d'année des prévisions de croissance annuelle.

L'accès aux données de l'ONUDI se fera de façon beaucoup plus conviviale l'année prochaine avec la mise en place d'un "entrepôt" de données statistiques et des outils nécessaires à la diffusion automatisée et efficace des données; ces outils sont



en cours d'élaboration et seront prêts au premier semestre de 2013. Les utilisateurs pourront alors télécharger les données directement à partir du site Web de l'Organisation, sans ne plus avoir à commander de CD-ROM, ce qui ne manquera pas d'augmenter le nombre d'utilisateurs de données de l'ONUDI dans le monde. La gestion des données sera intégrée au processus de production de statistiques selon le cycle de vie normal.

Tout au long de l'année, l'ONUDI a continué de recueillir des données sur les principaux indicateurs de l'activité industrielle et distribué ses produits statistiques dans le monde entier. Cette collecte de données a été menée en coopération avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). L'ONUDI tient son mandat de recueillir, de compiler et de diffuser des statistiques industrielles dans le monde de la Commission de statistique de l'ONU. Après avoir validé les données de pays transmises par les bureaux nationaux de statistiques, elle les a complétées avec ses propres estimations puis affinées afin d'assurer leur comparabilité au niveau international. Les tableaux statistiques des dernières années ont été compilés et présentés dans l'*International Yearbook of Industrial Statistics 2012*. Outre cette publication et la *World Statistics on Mining and Utilities* mentionnée antérieurement, l'ONUDI a mis à

disposition deux CD-ROM qui fournissent des statistiques industrielles clés sur 127 secteurs manufacturiers, ainsi que des données sur la production, le commerce extérieur et la consommation intérieure. Une liste complète des produits statistiques diffusés en 2012 figure à l'annexe L.

La classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI) a été adoptée par la Division de statistique de l'ONU pour le classement des données économiques. Il s'agit d'un outil fondamental utilisé aussi bien au niveau national qu'au niveau international pour étudier les phénomènes économiques, faciliter la comparaison des données à l'échelle internationale et promouvoir le développement de systèmes statistiques nationaux solides. Cette classification est révisée régulièrement pour tenir compte de nouveaux produits ou industries et des changements dans l'organisation de la production, qui résultent souvent d'innovations technologiques. En 2012, l'ONUDI a poursuivi ses efforts en vue de la mise en œuvre de la quatrième version de la CITI; à l'heure actuelle, plus de 50 pays transmettent leurs données sous ce format et des séries chronologiques partant de 2008 sont disponibles dans la base de données. Les données de pays sont publiées selon la classification utilisée par les États, mais les données stockées sur CD-ROM sont converties, si

■ *L'International Yearbook of Industrial Statistics* de l'ONUDI est la seule publication qui donne aux économistes, aux planificateurs, aux décideurs et aux entrepreneurs une vue d'ensemble des tendances mondiales du secteur manufacturier. Les données qu'elle contient peuvent être utilisées pour analyser les profils de croissance et les tendances connexes à long terme, le changement structurel et les résultats industriels des différents pays. La publication présente des statistiques sur la situation de l'emploi, les salaires, la consommation et la production brute, ainsi que sur d'autres indicateurs clefs. L'édition de 2012 met en lumière un ralentissement de la production manufacturière en 2011, alors que les tendances positives de croissance de 2010 laissaient présager une reprise du secteur manufacturier mondial. Les dernières estimations publiées par l'ONUDI dans les rapports trimestriels ont montré que les taux de croissance du secteur avaient reculé à l'échelle mondiale. Si la première récession a touché plus durement les pays industrialisés, la seconde a autant affecté ces derniers que les pays en développement. L'instabilité financière en Europe s'est répétée dans les pays en développement aux niveaux du commerce des produits de base, des envois de fonds et des investissements. Depuis 2011, les taux de croissance du secteur manufacturier ont diminué dans les principaux pays en développement et les grandes économies industrielles émergentes comme le Brésil, la Chine et l'Inde. Toutefois, le *Yearbook* attire l'attention sur la montée en puissance du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud (BRICS) en tant que groupe important d'acteurs mondiaux émergents du secteur manufacturier. Ces pays comptent pour plus d'un cinquième de la valeur ajoutée manufacturière (VAM) et le taux de croissance annuelle de la VAM du groupe a été estimé à 8,5% sur les 10 dernières années.

nécessaire, au format unique de la version révisée de la CITI de sorte que les séries chronologiques des années passées puissent être comparées. L'ONUDI met progressivement en œuvre les normes internationales sur l'échange de données et de métadonnées statistiques, ainsi que l'avait recommandé la Commission de statistique de l'ONU, et elle s'appuie actuellement sur cet échange pour élaborer son "entrepôt" de données (voir ci-dessus).

Le projet visant à améliorer la pertinence de l'indice de la performance compétitive de l'industrie comme outil de visibilité et de sensibilisation stratégique pour l'ONUDI et comme instrument consultatif pour ses États membres touche à sa fin. Il doit permettre, d'une part, de valider l'indice et ses indicateurs en tant qu'outils de mesure de la performance industrielle et, d'autre part, d'analyser le bien-fondé méthodologique du regroupement des indicateurs sous un seul numéro d'indice, sur la base des bases de données statistiques gérées par l'ONUDI. Pour marquer le dixième anniversaire de la publication de l'indice, l'ONUDI a décidé de le publier séparément au lieu de l'incorporer dans son rapport phare, le *Rapport sur le développement industriel*, dans lequel il a systématiquement servi à évaluer la capacité des pays à fabriquer et à exporter des produits manufacturés dans le cadre concurrentiel. Ce choix renforcera l'attention

portée à l'indice et améliorera la visibilité de l'Organisation en tant qu'intermédiaire pour l'élaboration des politiques.

Les travaux méthodologiques détaillés ont été présentés à une réunion de groupe d'experts tenue en mars sur les indices de la performance compétitive et la classification par pays, à laquelle ont participé des économistes et des statisticiens d'autres organisations productrices de données, notamment de la Commission économique pour l'Europe, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'OCDE, de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement. Parmi les experts, on pouvait noter la présence de l'économiste Ha-Joon Chang de l'Université de Cambridge, de Michael Landesmann du Vienna Institute for International Economic Studies, de Eoin O'Sullivan de l'Institute for Manufacturing de l'Université de Cambridge et de Michael Peneder de l'institut autrichien de recherche économique. Si la version 2012 de la publication vise à valider de nouveau les fondements théoriques de l'indice, les publications futures exploreront une gamme plus vaste de dimensions liées à la performance industrielle. La publication devrait être prête en mars 2013.

La coopération est un point de passage obligé dans le domaine des statistiques industrielles. Tout au long de

L'année 2012, l'Organisation a maintenu des contacts étroits avec les bureaux nationaux de statistiques ainsi qu'avec les départements de statistiques des ministères de l'industrie. Elle a été invitée à visiter les bureaux nationaux de statistiques de l'Équateur, de la Fédération de Russie, du Gabon, d'Oman et de la Thaïlande, où elle a donné des conseils, aidé à élaborer des projets de coopération technique et participé à des missions d'enquête sur les programmes de statistiques industrielles en cours. En novembre, elle a accueilli une délégation de l'Institut national mexicain de statistiques et de géographie afin d'examiner les perspectives de coordination des activités statistiques et de coopération bilatérale en matière d'échange de données statistiques industrielles.

À la demande du Ministère gabonais de l'économie, du commerce, de l'industrie et du tourisme, l'ONUDI élabore actuellement un projet visant à renforcer le système de statistiques industrielles du pays. Ce projet doit permettre au Gabon de produire des statistiques structurelles sur les entreprises (sur l'emploi ou la valeur ajoutée, par exemple) comparables au niveau international, ainsi que des indicateurs clés à court terme, parmi lesquels des indices trimestriels de la production industrielle. Dans le cadre du projet, l'ONUDI entreprendra un recensement industriel et constituera un registre des entreprises. Les statistiques de qualité seront utiles aux utilisateurs de données des organismes publics, notamment pour l'élaboration et le suivi des stratégies de développement industriel; au secteur privé, pour l'identification des secteurs dynamiques et des opportunités d'affaires; et aux instituts de recherche, pour une meilleure compréhension du processus d'industrialisation.

L'ONUDI a été un partenaire clef dans le cadre des activités statistiques internationales. Elle a participé à la session annuelle de la Commission de statistique de l'ONU et à la réunion du Groupe d'experts interinstitutions sur les indicateurs des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui se sont tenues au Siège de l'Organisation des Nations Unies en février. En tant que membre du Comité de coordination des activités de statistique des organisations internationales, elle a présenté, avec l'Union internationale des télécommunications, un document conjoint sur la coordination internationale des activités statistiques. L'ONUDI est également un membre éminent de plusieurs équipes spéciales du Comité et d'autres comités internationaux. À sa session de février, la Commission de statistique de l'ONU a constitué un comité d'experts connu sous le nom de "Groupe d'étude d'Oulan-Bator sur les statistiques des économies basées sur les ressources naturelles", dirigé conjointement par

les bureaux nationaux de statistiques de l'Australie et de la Mongolie. La première réunion du Groupe s'est tenue en août à Oulan-Bator et l'ONUDI y a participé en tant que membre du comité directeur. L'Organisation a en outre pris part à la session annuelle du Comité des statistiques de l'OCDE et à la session biennale du Comité des statistiques de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique. En mai, elle a participé à une réunion organisée à Genève en Suisse par la Commission économique pour l'Europe sur les statistiques des changements climatiques destinées aux producteurs et aux utilisateurs. En septembre, elle a pris part à Washington à un atelier des Nations Unies sur les registres des activités industrielles et commerciales pour les pays en développement.

En coopération avec la Division de statistique de l'ONU, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale et l'Organisation des ingénieurs-conseils des industries du Golfe, l'ONUDI a organisé à Doha, en mai, un atelier régional de quatre jours sur les statistiques industrielles et la classification par industrie. À cet atelier destiné aux pays membres du Conseil de coopération du Golfe, les principaux sujets abordés ont été le rôle des statistiques industrielles, les nouvelles recommandations concernant ces statistiques, la quatrième version de la CITI et l'utilisation de données administratives à des fins statistiques. Deux autres ateliers ont suivi, respectivement en septembre et en décembre; ils s'inscrivaient dans le cadre d'un programme de formation supérieure sur les cadres analytiques et les informations statistiques devant étayer l'analyse des politiques. Ils comprenaient également un examen des méthodes appliquées pour mesurer la compétitivité des secteurs manufacturiers nationaux, des indicateurs statistiques de la performance industrielle, ainsi que de la mise en œuvre de ces concepts à l'aide de diverses bases de données. Dispensé à Doha par l'ONUDI et le Conseil de coopération du Golfe, ce programme de formation était destiné aux spécialistes des secteurs publics et semi-publics, notamment des ministères du commerce et de l'économie, des banques centrales, des services douaniers et d'autres organismes tenant des statistiques.

Des statisticiens et des économistes de 12 pays francophones d'Afrique subsaharienne, essentiellement parmi les moins avancés, ont suivi en décembre une formation organisée par l'ONUDI, qui leur permettra d'élaborer leurs propres projets de coopération technique dans le domaine des statistiques. Au cours d'un atelier régional tenu à Yaoundé sur les concepts, méthodes et analyses de base concernant les statistiques industrielles, les participants, qui

# “Le Groupe [des États d’Afrique] se félicite des efforts que l’Organisation déploie pour renforcer ses activités de recherche stratégique et d’orientation et exhorte l’Organisation à continuer de fournir ses services ainsi qu’un appui aux États membres dans ce domaine important.”

Déclaration du Groupe des États d’Afrique à la quarantième session du Conseil du développement industriel

travaillaient pour la plupart dans des bureaux nationaux de statistiques ou les ministères de tutelle concernés, ont reçu des informations actualisées sur les révisions récentes apportées aux recommandations et aux normes internationales de classification. Ils se sont vu proposer un module complémentaire sur la mesure de la performance industrielle.

Un projet lancé récemment en République-Unie de Tanzanie vise à renforcer les capacités dans le domaine des statistiques industrielles, tant sur le continent que sur l’île de Zanzibar. À l’heure actuelle, l’ONUDI a déjà organisé des sessions de formation à l’intention des spécialistes des statistiques industrielles, mis en place un système pour effectuer des enquêtes annuelles sur l’industrie en vue de produire des statistiques industrielles comparables au niveau international et élaboré des indicateurs de performance industrielle en vue d’une politique industrielle fondée sur des données factuelles. Au terme du projet, le Bureau national de statistiques du pays sera en mesure de mener des enquêtes annuelles périodiques sur l’industrie, de gérer et de diffuser des données, ainsi que de mettre au point les indicateurs correspondants pour l’élaboration des politiques.

## Recherche et orientations

Dans une résolution adoptée fin 2011<sup>17</sup>, lors de sa quatorzième session, la Conférence générale a prié le Directeur général “d’adopter, dans la limite des ressources existantes de

<sup>17</sup> Résolution GC.14/Res.1 de la Conférence générale, “Activités menées par l’ONUDI dans le domaine de la politique industrielle en vue de promouvoir l’intégration sociale”.

l’ONUDI, des activités visant à renforcer le rôle de l’ONUDI dans la fourniture de conseils et d’orientations aux pays en développement dans le domaine des stratégies et de la politique industrielles”. En février, le Directeur général a créé un groupe de recherche et d’orientations, qui a officiellement pris ses fonctions en avril et commencé à produire les résultats attendus conformément aux directives de la Conférence générale. Tout au long de l’année, ce groupe a notamment fourni aux États membres des services consultatifs de politique générale et des travaux de recherche sous forme d’études, de rapports, d’organisation d’ateliers et de contributions aux conférences, d’une part, en faisant appel à ses propres ressources humaines et financières et, d’autre part, dans le cadre des projets de coopération technique de l’ONUDI, comme cela est précisé ci-après.

## Recherche

Les activités de recherche de l’ONUDI ont été conceptualisées comme étant des outils propres à renforcer la capacité de l’Organisation à recenser les meilleures pratiques pour promouvoir la diversification économique, la compétitivité et le changement structurel dans ses pays bénéficiaires, tout en garantissant la durabilité écologique de leur secteur industriel et en contribuant à l’inclusion sociale.

## Diversification économique

Même si les prix des matières premières restent stables les années à venir, leur volatilité à long terme oblige les pays à

faible revenu et à revenu intermédiaire, souvent largement dépendants de la production de produits de base, à diversifier leurs structures économiques en renforçant leurs secteurs industriel et à forte intensité de qualifications. Cependant, la diversification industrielle est semée de nombreuses embûches, la rente tirée de l'exploitation des ressources étant souvent perdue du fait d'investissements inefficaces. L'enjeu pour les pays en développement riches en ressources naturelles est donc principalement d'élaborer des politiques et des stratégies appropriées pour valoriser le dynamisme et la pérennité des compétences industrielles.

Les pays africains restent dépendants d'un petit nombre de produits primaires: dans plus de 20 d'entre eux, une seule et unique matière première représente plus de 50 % des recettes d'exportation. Pour remédier à ce problème, l'ONUDI et la Commission de l'Union africaine ont organisé une conférence de deux jours sur les stratégies visant à promouvoir la diversification économique en Afrique, l'accent étant mis sur l'investissement dans les secteurs agro-industriel et pharmaceutique. Cette conférence, tenue en juin à Addis-Abeba, a encouragé la collaboration entre les entreprises africaines et les entreprises des pays développés et économies émergentes en matière d'investissement. Elle a permis de mettre en relation les entreprises participantes, en particulier celles du secteur privé. L'objectif ultime était de réunir les entreprises africaines des secteurs agro-industriel et pharmaceutique pour qu'elles conviennent de mesures spécifiques et pratiques pour promouvoir la diversification économique. La conférence s'est tenue dans le cadre des préparatifs du Sommet de l'Union africaine de juillet sur le thème "Stimuler le commerce intra-africain". Une séance spéciale sur la diversification économique a permis aux représentants des secteurs public et privé, ainsi que des milieux universitaires, de partager leurs expériences et leurs connaissances sur les politiques applicables aux pays d'Afrique à faible revenu et à revenu intermédiaire.

Au cours de la conférence, l'ONUDI a présenté un document de travail publié récemment portant sur les stratégies de diversification économique, moteur clef de la nouvelle révolution industrielle de l'Afrique (*Economic Diversification Strategies: A Key Driver in Africa's New Industrial Revolution*), dans lequel elle examine les défis et les opportunités qui se présentent aux pays africains dans leur quête d'une économie plus diversifiée et moins dépendante de l'exportation de produits non transformés. Dans un rapport plus détaillé sur la promotion de la diversification industrielle

dans les économies nécessitant des ressources considérables (expériences de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie centrale) (*Promoting Industrial Diversification in Resource Intensive Economies—The Experiences of Sub-Saharan Africa and Central Asia Regions*) publié en juin, l'ONUDI examine la portée d'une intégration en amont pour les pays exportateurs de matières premières, en particulier de minerais.

En avril, l'ONUDI a publié un document de travail mettant en lumière le développement du secteur manufacturier ainsi que le rôle des avantages comparatifs, de la croissance de la productivité et des conditions propres à chaque pays (*Unraveling Manufacturing Development: The Role of Comparative Advantage, Productivity Growth and Country-specific Conditions*). Elle y analyse l'évolution des tendances du secteur manufacturier dans les pays en développement et les changements qui en découlent en termes de productivité. Elle a ensuite publié, en mai, un autre document de travail de la même série sur les stratégies de diversification économique, moteur clef de la nouvelle révolution industrielle de l'Afrique (*Economic Diversification Strategies: A Key Driver in Africa's New Industrial Revolution*).

En décembre, l'ONUDI a publié un document de travail dans lequel elle examine les avantages respectifs de la diversification et de la spécialisation comme stratégies alternatives de développement économique, aussi bien en termes de production que d'exportation. Dans un autre document portant sur le développement du secteur manufacturier dans les grands pays pour relancer l'emploi (*Pro-employment manufacturing development in large countries*), elle a examiné les tendances de l'emploi dans le secteur manufacturier et proposé des voies de développement qui assurent la promotion de l'emploi dans ce secteur et ralentissent les pertes d'emploi en plein processus d'industrialisation.

## Compétitivité

En 2012, l'ONUDI a commencé à élaborer un projet concernant les choix politiques à apporter en Afrique du Sud. Ce projet pilote aidera le Département sud-africain du commerce et de l'industrie à mettre en place un cadre de suivi et d'évaluation du programme de renforcement de la compétitivité du secteur manufacturier qui vient d'être lancé. Ce programme vise à améliorer la compétitivité et à garantir le maintien de l'emploi dans le secteur au moyen d'incitations accordées aux fabricants. Le nouveau programme s'appuiera sur l'ensemble exceptionnel des compétences spécialisées de

l'ONUDI dans les domaines du suivi et de l'évaluation des programmes d'appui des petites et moyennes entreprises (PME), ainsi que de l'évaluation de leur compétitivité industrielle. Le projet pilote, qui sera financé par le Département du commerce et de l'industrie, sera mis en œuvre en 2013.

L'adoption d'un plan à long terme de 15 ans dans lequel l'industrie est reconnue comme le principal moteur de la transformation socioéconomique, confirme l'importance que le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie accorde à l'industrialisation en tant que catalyseur principal pour la transformation de l'économie, la réalisation d'une croissance durable et la réduction de la pauvreté. Dans le cadre d'un projet de renforcement des capacités, l'ONUDI a collaboré avec le Ministère de l'industrie et du commerce et la Commission de planification du Cabinet présidentiel pour l'élaboration du rapport 2012 sur la compétitivité industrielle en Tanzanie (*Tanzania Industrial Competitiveness Report 2012*). Ce rapport contient des informations sur la performance industrielle du pays, une analyse des défis et opportunités clefs du secteur industriel, ainsi que des recommandations stratégiques concrètes en matière de développement industriel. Sur la base des résultats d'une enquête, l'ONUDI a également réalisé une analyse de la situation actuelle des compétences industrielles du pays. Le cadre conceptuel et les résultats des travaux de recherche seront regroupés dans un document plus général rassemblant les instruments de politique industrielle sur les compétences industrielles, qui sera publié début 2013.

Compte tenu de son économie en mutation rapide, le Viet Nam doit adapter ses stratégies et politiques industrielles aux nouveaux défis. L'ONUDI participe actuellement à un projet financé au titre de l'initiative "Unité d'action" visant à créer, au sein du Ministère vietnamien né de la fusion récente des ministères de l'industrie et du commerce, des capacités nationales pour dynamiser le processus d'élaboration des politiques industrielles. Dans le cadre du projet, l'ONUDI a dispensé à de jeunes professionnels une formation portant sur le diagnostic industriel, l'analyse sectorielle de la compétitivité et l'analyse de la chaîne de valeur, insistant en particulier sur la compétitivité commerciale. Un noyau de participants a été affecté à un groupe du nouveau ministère chargé de la compétitivité industrielle pour suivre en permanence l'évolution de la performance industrielle et commerciale. L'une des premières réalisations du groupe a été la publication du rapport sur la compétitivité industrielle nationale du Viet Nam pour 2011, en collaboration avec l'ONUDI. S'appuyant sur la

méthodologie bien rodée de l'ONUDI, le rapport cible le secteur manufacturier pour aider les décideurs à identifier des domaines d'intervention clefs pour stimuler la compétitivité industrielle. Il compare la performance industrielle du Viet Nam à celle d'autres pays de la région et met en lumière les axes stratégiques qui permettront d'approfondir le processus d'industrialisation. Le projet a en outre permis aux hauts fonctionnaires, jusqu'à présent, de mieux cerner les moteurs de la compétitivité industrielle, notamment le rôle de la création de compétences.

En avril, les décideurs des ministères vietnamiens concernés ont bénéficié d'une formation pour cadres à l'Institut de l'ONUDI pour le renforcement des capacités (voir ci-après). En juillet, une formation complémentaire sur l'analyse sectorielle de la compétitivité et de la chaîne de valeur a été dispensée à Hoi An au Viet Nam aux membres du groupe pour la compétitivité industrielle et à des représentants du secteur public. Cette formation était axée sur les chaînes de valeur agro-industrielles telles que le café et le riz, ainsi que sur la chaîne de valeur du secteur de la pêche, notamment de poissons et de crevettes. En juillet également, l'ONUDI a organisé, en collaboration avec le Ministère de l'industrie et du commerce, un séminaire sur les données d'expérience devant permettre d'améliorer la qualité du système de formation professionnelle pour l'industrie et le commerce au Viet Nam. L'objectif était de contribuer au débat actuel sur la situation du système de formation professionnelle au Viet Nam, de présenter les défis à relever et de tirer les enseignements des bonnes pratiques internationales. La viabilité du groupe pour la compétitivité industrielle sera abordée lors de la deuxième phase du projet et dans le cadre de la poursuite du renforcement des capacités.

## Changement structurel

Les travaux ont commencé en 2012 dans le cadre de la préparation de la prochaine édition du Rapport sur le développement industriel, devant paraître en décembre 2013. Le Rapport 2013 aura pour thème le développement industriel durable: changement structurel et création d'emplois. Un comité de rédaction multidisciplinaire interne en finalisera le plan annoté et suivra le processus de rédaction auquel seront associés aussi bien des consultants externes expérimentés qu'une équipe de rédacteurs internes, en poste dans les différentes unités de l'Organisation. Le premier atelier réunissant les auteurs s'est tenu en novembre.

En août, l'ONUDI a collaboré avec l'Institut de l'Université des Nations Unies de recherche économique sur l'innovation et la technologie de Maastricht (UNU-MERIT) pour organiser, à Vienne, un atelier sur les enseignements à tirer des processus d'industrialisation des principales économies émergentes du monde. Les moyens par lesquels BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) sont parvenus à obtenir une croissance économique soutenue et à réduire la pauvreté en transformant la structure de leur industrie manufacturière peuvent servir d'exemple pour les pays en développement qui souhaitent connaître le même succès et pour les pays industrialisés cherchant à retrouver un dynamisme économique.

À ce jour, la communauté internationale ne s'est pas penchée sérieusement sur les raisons de la croissance des BRICS ni sur les enseignements de politique générale qui peuvent en être tirés. L'ONUDI et UNU-MERIT sont en train de combler cette lacune dans le cadre de la préparation d'un rapport majeur qui sera publié en 2013. Dans ce rapport, les deux organisations aborderont en priorité les questions de changement structurel, de développement industriel durable, d'emploi et de pauvreté. L'atelier du mois d'août, au cours duquel les experts internationaux commis à l'élaboration du rapport se sont joints aux représentants de gouvernements, d'organisations internationales et de milieux universitaires, a servi de rencontre préparatoire à l'élaboration du rapport. Une brochure présentant les résultats de l'atelier, intitulée "Structural Change, Poverty Reduction and Industrial Policy in the BRICS" (Changement structurel, réduction de la pauvreté et politique industrielle dans les BRICS) a été lancée à l'occasion d'une manifestation organisée en marge de la quarantième session du Conseil du développement industriel de novembre portant sur l'expérience des BRICS en matière de compétitivité, d'innovation et de création d'emplois aux fins d'un développement industriel durable. L'ONUDI et UNU-MERIT mènent également un programme conjoint de doctorat sur le changement structurel et l'industrialisation.

Dans le cadre de l'initiative du fonds d'encouragement de l'ONUDI, qui soutient la recherche stratégique interorganisations, le groupe de l'Organisation chargé des activités de recherche et d'orientation a collaboré avec les bureaux de l'ONUDI en Égypte et en Tunisie à l'élaboration d'un rapport sur l'emploi productif des jeunes par la promotion de l'esprit d'entreprise dans la région arabe. Ce rapport brosse un tableau complet des initiatives en cours dans les deux pays pour promouvoir l'esprit d'entreprise chez les

jeunes et contient également un certain nombre de recommandations stratégiques concernant les activités futures de l'ONUDI.

En janvier, le *Rapport sur le développement industriel 2011*, intitulé "L'efficacité énergétique industrielle pour une création durable de richesses — récolter les dividendes environnementaux, économiques et sociaux", a été officiellement lancé à Abou Dhabi, à l'occasion d'une manifestation tenue en marge du Sommet mondial 2012 sur l'énergie de l'avenir. Des manifestations similaires ont ensuite été organisées dans différentes villes, entre janvier et août (pour plus de détails, voir le *Rapport annuel 2011*).

## Orientations

Les services consultatifs que l'ONUDI offre à ses pays partenaires en matière de politique générale se répartissent en quatre grandes catégories: examen de projets de documents portant sur les stratégies et les politiques industrielles, initiatives de renforcement des capacités, contributions analytiques à l'élaboration de politiques et évaluation de l'impact des politiques.

Au cours de l'année considérée, des services consultatifs ont été fournis en matière de politique générale à la Colombie, à la Côte d'Ivoire, à l'Égypte, à la Gambie, à l'Indonésie, à la République-Unie de Tanzanie, à la Sierra Leone et au Viet Nam, ainsi qu'à des entités sous-régionales telles que la Communauté de développement de l'Afrique australe. L'ONUDI a étudié un certain nombre de modalités de financement novatrices pour améliorer sa capacité de répondre aux besoins et aux priorités de ses États membres, ce qui a permis une intervention plus rapide de ses fonctionnaires ou des consultants internationaux et une exploitation plus efficace des sources de financement locales, telles que le fonds "Unité d'action" ou des modalités de financement nationales.

L'ONUDI participe actuellement à un projet de recherche visant à formuler des recommandations stratégiques à l'intention de l'organe directeur de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) tendant à aider la région à atteindre ses objectifs de développement durable à long terme. Une initiative sur les chemins de la croissance verte dans les pays de l'ASEAN est menée conjointement par l'Institut de recherche économique de l'ASEAN et d'Asie de l'Est et l'Institut des économies en développement de l'Organisation japonaise pour le commerce extérieur. Les résultats de

ces travaux de recherche conjoints seront transmis aux organes délibérants de l'ASEAN sous forme de recommandations stratégiques. Ce projet de recherche vise à mettre au point une méthodologie concernant l'utilisation de critères environnementaux et sociaux pour évaluer les moyens d'assurer la viabilité des industries qui ont un fort potentiel de croissance économique.

En mars, l'ONUDI a participé à la vingt-septième session du Comité intergouvernemental d'experts organisée par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique à Rabat. À cette occasion, elle a pris part à une table ronde sur "la libération du potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance au niveau mondial: le rôle de l'Afrique du Nord" (Unleashing Africa's potential as a pole of growth in the world: the role of North Africa). Évoquant le défi que représente la diversification en Afrique du Nord, l'ONUDI a examiné la diversification et le changement structurel dans un contexte mondial, insistant sur les spécificités de l'Afrique du Nord en matière de diversification et proposant des solutions pour renforcer la diversification dans la région. S'en est suivie une séance de questions-réponses, au cours de laquelle les représentants de l'Algérie, de l'Égypte, de la Libye, du Maroc, de la Mauritanie, du Soudan et de la Tunisie ont pu partager leurs expériences de la politique et des objectifs de la diversification.

En mai, l'ONUDI a participé à une conférence internationale marquant le soixantième anniversaire de la Banque brésilienne de développement, dont le thème était le suivant: "Politiques industrielles du nouveau siècle — dialogue entre l'Amérique latine et le monde". Organisée par l'ONUDI et la Banque, en collaboration avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le Ministère brésilien du développement, de l'industrie et du commerce extérieur et l'Agence brésilienne pour le développement industriel, cette conférence a favorisé un dialogue politique entre, d'une part, les chercheurs, les représentants des organisations internationales et les chefs d'entreprises et, d'autre part, les responsables gouvernementaux d'Amérique latine et d'ailleurs. Elle a permis de répondre aux demandes des États membres concernant le recensement de services et d'activités ciblant spécifiquement les pays à revenu intermédiaire, ainsi que de services liés plus directement à la fourniture de conseils en matière de politique industrielle.

Le mois suivant, en juin, l'ONUDI a organisé une table ronde en marge de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), tenue à Rio de Janeiro au Brésil, sur le thème "Une politique industrielle verte est-elle

nécessaire?". Organisée en coopération avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la Banque mondiale, l'Institut allemand pour le développement et le Ministère brésilien du développement, de l'industrie et du commerce extérieur, cette table ronde a porté sur les politiques industrielles favorisant une croissance verte, notamment sur les moyens d'élargir la portée des politiques industrielles traditionnelles afin d'y incorporer des objectifs environnementaux qui assureront la viabilité non seulement économique et sociale du développement industriel, mais aussi environnementale. Au cours de la table ronde, l'attention a été appelée sur les conclusions et les recommandations stratégiques relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie dans l'industrie qui figurent dans le *Rapport sur le développement industriel 2011* de l'ONUDI (voir ci-dessus).

Une table ronde internationale sur le thème "Nouvelle réflexion sur la politique industrielle: implications pour l'Afrique" (New Thinking on Industrial Policy: Implications for Africa) s'est tenue à Pretoria en juillet. Organisée par l'ONUDI, la Banque mondiale, l'Association internationale des sciences économiques et le Département sud-africain du développement économique, elle a été l'occasion d'examiner les tendances du développement industriel, les méthodes qui facilitent le recensement des industries ayant un potentiel de croissance, ainsi que la conception et la mise en œuvre de politiques industrielles applicables au continent africain. Une séance a été consacrée à un exposé de l'ONUDI sur les expériences et les points de vue de pays comme l'Afrique du Sud, Maurice et Singapour, ainsi que l'Afrique dans son ensemble. La table ronde a permis à l'ONUDI de présenter ses travaux sur les tendances du changement de structure de l'industrie et leur application dans le cadre de l'élaboration des politiques industrielles.

En septembre, l'ONUDI a participé à un forum de deux jours à Conakry, organisé sous les auspices du Président de la Guinée, en vue d'examiner les moyens de diversifier l'économie du pays. Les discussions, qui ont porté sur les stratégies de développement industriel en Guinée, étaient fondées sur les expériences concluantes d'autres pays en matière de diversification économique. Dans une présentation sur le thème "Promouvoir les investissements du secteur privé: perspectives pour la Guinée", l'ONUDI a insisté sur l'importance du développement industriel comme moyen de parvenir à créer des emplois et à réduire la pauvreté dans le pays.

L'ONUDI a été invitée à participer à la consultation régionale de l'OCDE sur la préparation de la publication *Perspectives de développement mondial 2013* de l'OCDE, qui

s'est tenue à Dakar en septembre dans le cadre d'une conférence sur le thème "Comment créer des lions économiques: exploiter la croissance des pays africains et les potentialités de réduction de la pauvreté" (voir aussi le chapitre 2). Les *Perspectives de développement mondial* sont la publication phare de l'OCDE sur les thèmes du développement, et l'édition 2013 s'intéresse aux défis et aux opportunités que le nouveau scénario mondial et le basculement de la richesse représentent pour les activités productives des pays en développement. La contribution de l'ONUDI a essentiellement porté sur les possibilités de lancement d'activités manufacturières dans les pays en développement et sur le rôle de la politique industrielle.

Dans le cadre d'une initiative conjointe avec l'Agence allemande de coopération internationale GIZ (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit), l'ONUDI a organisé fin octobre à Hanoï au Viet Nam un atelier de deux jours sur les politiques structurelles et industrielles vertes. Des présentations de fond ont été faites sur le rôle du renforcement des capacités aux fins de la conception de politiques industrielles, ainsi que sur le rôle du dialogue public-privé comme condition préalable au processus participatif d'élaboration des politiques. L'ONUDI a partagé son expérience en matière de politique industrielle verte.

À l'invitation du Directeur général, Justin Lin, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, a informé les États membres de l'ONUDI sur les dernières tendances en matière de politique industrielle telles qu'illustrées par la montée en puissance de la Chine, ainsi que sur les diverses implications pour les pays en développement et les économies en transition. M. Lin a profité de sa présence à Vienne pour participer à toute une série de présentations destinées au public autrichien et organisées conjointement avec la Banque nationale autrichienne et la Fondation autrichienne de recherche sur le développement industriel.

## Institut de l'ONUDI pour le renforcement des capacités

Contrairement aux instituts traditionnels, l'Institut de l'ONUDI pour le renforcement des capacités ne dispose pas d'installations physiques importantes. Pour obtenir un effet multiplicateur de ses efforts et toucher un public plus large, une attention particulière est accordée aux ressources et aux services d'apprentissage en ligne. Le site Web de l'Institut de l'ONUDI (<http://institute.unido.org>) décrit les principales fonctions et activités de l'Institut et offre un vaste recueil des

**“Le Groupe (des États d’Asie et du Pacifique) se félicite de la création de l’Institut de l’ONUDI pour le renforcement des capacités, un des principaux instruments dont dispose l’Organisation pour renforcer les capacités des États membres et leur permettre de concevoir et de gérer efficacement le processus de développement industriel. [...] L’Institut contribuera non seulement à améliorer les ressources humaines des États membres, mais aussi à développer la formation et le renforcement des capacités dans les pays en développement.”**

Déclaration du Groupe des États d’Asie et du Pacifique à la quarantième session du Conseil du développement industriel

meilleures pratiques de l'ONUDI. Il présente de nombreuses ressources d'apprentissage (ouvrages, rapports, manuels, lignes directrices et portails Internet), toutes élaborées par l'ONUDI. Le site Web héberge également la plate-forme d'apprentissage en ligne de l'Institut, utilisée pour appuyer les activités de formation menées par l'Institut et d'autres services et unités de l'ONUDI.

Un cours d'été sur le thème "Industrie verte: vers l'industrie du futur" a été organisé par l'ONUDI, en association avec l'Université d'Europe centrale de Budapest. Il a permis à 110 jeunes décideurs, administrateurs, praticiens d'une production économe en ressources et plus propre et étudiants de réfléchir, avec des experts de l'ONUDI et des universitaires de renom, aux stratégies à appliquer pour que la mise en œuvre de l'industrie verte soit une réussite. Les participants ont été invités à analyser les nouvelles politiques, lois et réglementations et à trouver de nouvelles techniques novatrices pour commercialiser les produits et services de l'industrie verte. On les a aidés à décrire des plates-formes de promotion et de diffusion de méthodes de production propre et économe en ressources, ainsi que de technologies socialement équitables et économiquement et écologiquement viables. Le débat sous forme de table ronde organisé durant le cours a rassemblé des représentants d'organisations non gouvernementales hongroises et internationales.

Le cours comprenait d'abord une formation en ligne d'un mois, puis une formation résidentielle à Budapest de deux semaines. La composante d'apprentissage en ligne comportait la lecture d'un certain nombre de documents, des discussions en ligne dirigées et un test en ligne. À partir du contenu du cours, les participants ont également rédigé une brève étude de cas sur une expérience vécue dans leur pays ou leur organisation. Cette composante avait deux objectifs: premièrement, promouvoir une compréhension de base des enjeux clés de l'industrie verte grâce à une formation autonome; deuxièmement, assurer la mise au point, par les futurs participants de la formation résidentielle, d'une terminologie commune et de rudiments dans les domaines de l'industrie verte, de l'utilisation rationnelle des ressources et des concepts qui y sont liés. Vingt-cinq candidats ont été retenus pour la deuxième composante, sur la base de leurs interventions dans le cadre des forums de discussion en ligne, des résultats d'un questionnaire à choix multiples, ainsi que de la pertinence et de la qualité de leur étude de cas.

Les deux semaines résidentielles comprenaient une combinaison dynamique de conférences et d'activités participatives

spécialement conçues pour satisfaire aux exigences d'un programme de formation supérieure interdisciplinaire. Le programme s'appuyait sur des outils d'information, des études de cas, un forum de discussion et un espace de travail virtuel commun. Les participants ont élaboré cinq études de cas, pour lesquelles ils se sont servis à la fois de leurs connaissances et expériences antérieures et des concepts et outils qu'ils venaient de découvrir pour élaborer une stratégie d'écologisation de l'industrie ou un plan de transition pour une région, une organisation, une entreprise ou un secteur.

Les retours d'informations des participants ont confirmé que le cours avait largement contribué à leur développement professionnel. À la fin de l'année, ils avaient déjà rédigé un certain nombre de documents et d'articles faisant référence à l'ONUDI et mis en pratique les connaissances acquises pendant la formation. Ils avaient été confrontés à toute une série de questions liées à l'industrie verte et avaient découvert de nouvelles approches pour la croissance et le développement industriels. Étant donné que le groupe cible était composé de cadres et chercheurs jeunes, dont beaucoup venaient de pays en développement, le cours devrait avoir un effet positif sur le développement des pays d'origine de ces participants en faveur d'une croissance verte plus durable.

En raison du vif intérêt suscité par la formation, l'ONUDI et l'Université d'Europe centrale sont convenues de s'associer à l'Université des sciences et des arts appliqués du nord-ouest de la Suisse (University of Applied Sciences and Arts Northwestern Switzerland) pour organiser un deuxième cours d'été en 2013, pour lequel une aide financière complémentaire serait accordée par le Secrétariat d'État suisse à l'économie.

À la demande du Ministère vietnamien de l'industrie et du commerce, l'Institut de l'ONUDI pour le renforcement des capacités a organisé en avril un cours pour les cadres, auquel ont participé 20 hauts responsables de différents ministères vietnamiens. Au programme de cette formation, des thèmes comme l'analyse de la compétitivité industrielle et le renforcement des capacités institutionnelles, l'élaboration de politiques industrielles, les stratégies pour une utilisation plus rationnelle de l'énergie et une production plus propre, et les normes et les réglementations pour une gestion industrielle soucieuse de l'environnement. Les participants ont pris part à un certain nombre d'ateliers qui leur ont permis de mieux cerner les méthodes et pratiques de l'ONUDI conçues pour promouvoir la compétitivité industrielle, et ils ont visité des entreprises locales qui ont adopté des pratiques exemplaires.



## COURS D'ÉTÉ SUR CE THÈME: "INDUSTRIE VERTE: VERS L'INDUSTRIE DU FUTUR"

"J'ai beaucoup apprécié la diversité des personnes présentes. Il y avait des politologues, des économistes et des spécialistes des relations publiques. Ils ont posé des questions auxquelles je ne pense pas souvent moi-même."

Charlotte, chimiste (Philippines)

"L'une des conférences les plus instructives a été celle sur le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. [...] Le développement mondial ne devrait pas se faire au profit des pays riches et au détriment des pays pauvres."

Birhan, économiste (Éthiopie)

## Réseaux de connaissances

La mondialisation a contraint les pays en développement à concevoir de nouvelles stratégies pour parvenir à la croissance économique et au développement durable. Le développement industriel n'est plus le monopole des grands organismes; des réseaux multipartites flexibles, notamment des réseaux de connaissances et de politique générale, jouent un rôle de plus en plus important dans la réalisation des objectifs de développement, en particulier de développement durable et économique.

En 2011, l'ONUDI a lancé l'initiative Réseaux pour la prospérité, financée par le Gouvernement espagnol par l'intermédiaire du Fonds pour la réalisation des OMD, afin de faciliter l'accès des pays en développement aux sources mondiales de connaissances compte tenu de leurs besoins en matière de développement et de politiques. Avec le Centre de Louvain pour l'étude de la gouvernance mondiale comme partenaire universitaire, l'ONUDI cherche à faire mieux comprendre la gouvernance des réseaux et l'influence des connaissances sur les processus de développement grâce à des recherches et à des analyses approfondies, et non pas à

“La location de produits chimiques modifiera les paramètres de gestion optimale des produits chimiques de sorte que ces derniers seront plus respectueux de l’environnement.”

Sophanna, spécialiste d’une production plus propre (Cambodge)

“Les participants étant issus de diverses régions, il a été enrichissant d’apprendre les uns des autres et d’échanger sur des stratégies appliquées dans des contextes très différents. Les participants ont ainsi pu acquérir une vision cohérente des opportunités et des défis que présente l’industrie verte et, de ce fait, entamer des discussions en face à face à un niveau plus élevé. De cette façon, nous avons pu entrer immédiatement dans le vif des différents sujets.”

Riad, maître de conférences (Maurice)

“J’ai déjà mis à profit l’expérience acquise pendant la formation: je viens de proposer à mon rédacteur en chef un article sur le système de gestion des déchets de mon pays, la Géorgie. Avant de commencer à l’écrire, je devrai sans doute étudier les documents distribués durant les conférences.”

Tsira, journaliste (Géorgie)

créer une plate-forme ou un réseau de connaissances particulier. Elle encourage les réseaux existants à améliorer leur performance grâce à une meilleure compréhension des options complexes de gestion et de développement concernant la gouvernance des réseaux et recommande la constitution de nouveaux réseaux là où il n’en existe pas encore.

L’initiative a d’abord été mise en œuvre dans les 12 pays pilotes suivants: Bolivie (État plurinational de), Costa Rica, Cuba, Égypte, El Salvador, Éthiopie, Panama, Pérou, République dominicaine, Serbie, Turquie, Viet Nam. Compte tenu du succès de cette première phase, achevée en 2011,

l’ONUDI a étendu l’initiative à d’autres pays et partenaires de développement en 2012. L’Organisation a lancé son rapport “Réseaux pour la prospérité: réalisation des objectifs de développement par l’échange de connaissances à l’horizon 2015” à Vienne, en novembre, dans le cadre de l’Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud (voir aussi le chapitre 2). Ce rapport porte sur le nouveau programme de développement pour l’après-2015 et sur la nécessité d’une participation accrue des pays à revenu intermédiaire au processus mondial de développement. Il permet de mieux comprendre comment les réseaux fonctionnent en théorie et

dans la pratique, et repose sur le principe que la mondialisation existe parce que les économies du monde ne peuvent se développer isolément; elles doivent au contraire être plus que jamais reliées et intégrées aux niveaux national et international. Ce rapport est fondé sur les conclusions du premier rapport de la série, publié en 2011 et intitulé “Réseaux pour la prospérité: réalisation des objectifs de développement à travers l’échange de connaissances”.

Ces dernières années, l’initiative Réseaux pour la prospérité a débouché sur une vision globale, d’une part, de la pertinence des réseaux de connaissances dans le contexte des programmes de développement économique et, d’autre part, de la façon dont ces réseaux peuvent être utilisés comme outils pour améliorer l’efficacité des politiques et de la gouvernance économique. Elle a inspiré et facilité la création de réseaux de connaissances et ouvert la voie à un accroissement des échanges en réseau de connaissances pertinentes sur les politiques économiques entre les pays en développement. Par ailleurs, l’indice de connectivité de l’ONUDI<sup>18</sup> a permis de mesurer la corrélation entre le degré de connectivité d’un pays et l’efficacité de son administration, son développement industriel et son développement économique, faisant ainsi progresser au niveau mondial les débats et le discours universitaires sur la pertinence des réseaux de connaissances en matière de développement. En 2013, l’initiative Réseaux pour la prospérité visera, d’une part, à alimenter de nouvelles discussions sur les tendances et scénarios d’un probable programme de développement pour l’après-2015 et, d’autre part, à faciliter la création et l’amélioration des structures de gouvernance des réseaux qui y sont liées aux fins d’un échange de connaissances, notamment entre les pays à revenu intermédiaire. Le Costa Rica a proposé d’accueillir en juin 2013 une conférence de haut niveau sur le thème “Réseaux pour la prospérité” à l’intention des pays à revenu intermédiaire.

En juin, à la Conférence Rio+20, l’ONUDI a lancé une autre activité connexe de mise en réseau de connaissances, la Plate-forme pour une industrie verte, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l’environnement (PNUE). Pour plus d’informations, voir au chapitre 4.

Dans le cadre de son programme de partenariats d’entreprises, l’ONUDI a renforcé sa coopération avec le secteur

privé tout au long de l’année. Elle a également coopéré avec un certain nombre de nouveaux partenaires économiques, tels que le groupe japonais AEON, qui, dans le cadre de projets spécifiques de coopération technique, ajustent leurs stratégies commerciales, leurs activités et leurs chaînes de distribution pour tenir compte des objectifs de développement durable. Il est de plus en plus fréquent que des partenariats tripartites soient établis entre l’ONUDI, une société privée et une agence bilatérale de développement. Parmi les exemples récents, on peut noter la coopération avec le groupe suédois Scania et l’Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida); Samsung Corporation et l’Agence coréenne de coopération internationale; et Hewlett-Packard Corporation et l’Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le programme vise à établir des partenariats multipartites de façon à obtenir des résultats positifs et durables pour ce qui est de réduire la pauvreté et de faire progresser la durabilité écologique, grâce à des solutions et approches de développement industriel. Cette question est examinée de manière plus approfondie au chapitre 2.

Parmi les autres initiatives de l’ONUDI concernant la mise en réseaux et la mise en commun de connaissances figurent l’Institut de l’ONUDI pour le renforcement des capacités (voir ci-dessus); la banque du savoir industriel (voir chapitre 1); le réseau mondial de production propre et économe en ressources, qui vise à améliorer la productivité des ressources ainsi que la performance environnementale des entreprises et autres organismes dans les pays en développement et en transition (voir chapitre 4); le réseau mondial de laboratoires, portail Web de l’ONUDI et de l’Association mondiale des organisations de recherche industrielle et technologique sur lequel les laboratoires d’analyse peuvent s’appuyer pour certifier que les matières premières et les produits satisfont aux exigences techniques et aux normes de qualité des pays importateurs; le réseau des agences africaines de promotion des investissements, plateforme qui permet aux agences africaines de promotion des investissements d’examiner et de concevoir des stratégies de promotion des investissements; et l’Observatoire des énergies renouvelables pour l’Amérique latine et les Caraïbes, programme régional qui vise à promouvoir les énergies renouvelables dans la région et à accroître les investissements dans ce domaine en vue d’améliorer l’accès à l’énergie et d’encourager l’intégration des technologies faisant appel aux énergies renouvelables dans les processus industriels.

<sup>18</sup> Les 10 pays les mieux classés pour ce qui est de l’indice de connectivité 2012 sont la Suisse, la Suède, le Danemark, les Pays-Bas, la Belgique, la Finlande, Singapour, l’Irlande, le Canada et les États-Unis.

# Abréviations

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique	IAF	International Accreditation Forum
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est	ID3A	Initiative pour le développement de l'agribusiness et des agro-industries en Afrique
BRICS	Afrique du Sud, Brésil, Chine, Fédération de Russie et Inde	IDE	impact des investissements directs étrangers
BSCI	Business Social Compliance Initiative	IFAT	Association internationale de commerce équitable
CAF	Banque de développement d'Amérique latine	IJAAS	Institut international d'analyse appliquée des systèmes
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	ISO	Organisation internationale de normalisation
CEI	Communauté d'États indépendants	JED	Journées européennes du développement
CFC	chlorofluorocarbone	MPME	micro-, petites et moyennes entreprises
CIS	Centre international pour la science	NEI	États nouvellement indépendants
CITI	Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique	Norad	Agence norvégienne de coopération pour le développement
CIV	Centre international de Vienne	OADIM	Organisation arabe pour le développement industriel et les ressources minières
CNPP	Centres nationaux pour une production plus propre	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	OIT	Organisation internationale du Travail
COMESA	Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe	OMC	Organisation mondiale du commerce
DDT	dichlorodiphényltrichloroéthane	OMD	objectif du Millénaire pour le développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
Federexport	Fédération italienne des consortiums d'exportation	OMS	Organisation mondiale de la Santé
FEM	Fonds pour l'environnement mondial	ONU	Organisation des Nations Unies
FIDA	Fonds international de développement agricole	PAM	Programme alimentaire mondial
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population	PCB	polychlorobiphényle
GFSE	Forum mondial sur l'énergie durable	PEGNet	Conférence du Réseau Réduction de la pauvreté, Équité et Croissance
GFSI	Initiative mondiale de la sécurité alimentaire	PGI	Progiciel de gestion intégré
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement	PMA	Pays les moins avancés
HCFC	hydrochlorofluorocarbone	PME	Petite et moyenne entreprise
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
IAAC	Coopération interaméricaine d'accréditation	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
		REAP	Programme de réussite de l'entrepreneur responsable

Rio+20	Conférence des Nations Unies sur le développement durable	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe	UNINETTUNO	Université télématique internationale italienne
SECO	Secrétariat d'État à l'économie	UNITAID	Organisation mondiale de la Santé et la Facilité internationale d'achat de médicaments
SIDA	Agence suédoise de coopération internationale au développement	UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UE	Union européenne	UNU-MERIT	Institut de l'Université des Nations Unies de recherche économique sur l'innovation et la technologie de Maastricht
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine	USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
UIT	Union internationale des télécommunications	VAM	Valeur ajoutée du secteur manufacturier
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture		



» L'ONUDI a pour objectif de réduire la pauvreté par le biais du développement industriel durable. Nous voulons que tous les pays aient la possibilité de mettre en place un secteur de production prospère, d'accroître leur participation au commerce international et de protéger leur environnement.

*(Extrait de la déclaration de mission de l'ONUDI)*



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL  
Centre international de Vienne, Boîte postale 300, 1400 Vienne (Autriche)  
Téléphone: (+43-1) 26026-0, Télécopie: (+43-1) 26926-69  
Courrier électronique: [unido@unido.org](mailto:unido@unido.org), Site Web: [www.unido.org](http://www.unido.org)